This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

HARVARD LAW LIBRARY
3 2044 057 456 204

89
5922

89
5922

HARVARD LAW SCHOOL
LIBRARY

89
5922

QUESTION
CHILENO-BOLIVIENNE

EXPOSITION

Du Ministre des affaires etrangeres du Chili sus les motifs qui justifient la revindication du territoire compris entre les paralleles 23 et 24 de latitude sur.

127
Nov. 20

THE QUESTION
BETWEEN CHILI AND BOLIVIA.

EXPOSITION OF THE MINISTER

OF

FOREIGN RELATIONS OF CHILI

of the motives which justify the resumption of the territory comprised between the 23rd and 24th parallel of Sout Latituda.

CUESTION CHILENO-BOLIVIANA

ESPOSICION DEL MINISTRO

DE RELACIONES ESTERIORES DE CHILE

SOBRE LOS MOTIVOS QUE JUSTIFICAN LA REIVINDICACION DEL TERRITORIO COMPRENDIDO ENTRE LOS PARALELOS 23 Y 24 LATITUD SUR.

VALPARAISO
IMP. DE LA PATRIA, CALLE DEL ALMENDRO, NUM. 16.

1879

89
5922

QUESTION

CHILENO-BOLIVIENNE

EXPOSITION DU MINISTRE

DES

AFFAIRES ETRANGERES DU CHILI

SUR LES MOTIFS QUI JUSTIFIENT LA REVINDICATION DU TERRITOIRE COMPRIS ENTRE LES PARALLELES 23 ET 24 DE LATITUDE SUD.

VALPARAISO
IMPRIMERIE DE "LA PATRIA," RUE DE L'ALMENDRO, N.° 16.

1879

6/1/39

MOTIFS DE CETTE PUBLICATION.

La conduite du Gouvernement du Chili pendant la dernière période critique, violente et décisive du conflit où nous nous trouvons depuis plus de vingt ans avec la République de Bolivie, soit pour question de limites, comme a eu lieu en 1866, soit pour manque d'accomplissement des traités dont cette nation s'est obstinément rendue coupable, présente un double aspect et a obéi à une double tendance.

On s'est efforcé, d'un côté, avec un soin pénible, que quelques-uns ont taxé de faiblesse, d'éviter au pays la perturbation et à l'Amérique le scandale d'une rupture entre deux Etats du Continent, et de conserver, grâces à une attitude prudente et par trop complaisante, les sympathies des nations civilisées avec lesquelles nous entretenons des relations d'amitié et de commerce; et de l'autre, une fois comblée la mesure de la souffrance et de la tolérance; la nation a dû recourir à l'emploi de la force en défense de ses droits systématiquement méprisés, un des premiers soins du Gouvernement a été d'éclairer l'opinion des Etats neutres et de porter à la connaissance des Chancelleries amies et de leurs représentants à Santiago des documents et des précédents historiques qui justifient le procédé extrême que le Chili s'est vu dans la rigoureuse, nécessité d'adopter.

Quelques jours après l'occupation du Littoral, bien que la capitale fût à cette époque presque déserte, monsieur Alejandro Fierro, Ministre des Attaires Etrangères convoqua les membres du Corps Diplomatique étranger, et en présence de cette réunion distinguée, à laquelle manquèrent très peu des représentants des Etat amis, fit avec une digne franchise et grand soin une première exposition de l'origine et des péripéties de notre conflit avec la Bolivie et des motifs qui ont décidé le pays et le Gouvernement à ramener la situation du Littoral au point où il se trouvait avant la signature du premier des traités que la Bolivie ne s'est jamais résignée à respecter dans les parties qui favorisaient le Chili.

Le DIARIO OFICIAL a publié plus tard une exposition analogue conçue et rédigée avec un esprit calme et élevé et avec le ton circonspect et respectueux qui caractèrisent, même dans les moments de plus violente et plus profonde excitation nationale, tontes les pièces émanées de la chancellerie du Chili.

Non content de tout cela, monsieur le Ministre des Affaires Etrangères a donné une dernière et une plus complète forme aux relations des faits et des déclarations de motifs d'un caractère officiel et authentique dans le document qu'il a dirigé, à la date du 18 février et sous le titre d' *Exposition* aux représentants des puissances amies.

Les préparatifs de guerre auxquels est consacré le Chili depuis le 14 février et l'émotion naturelle dans un pays travailleur et civi lisé qui se voit obligé à tirer l'épée contre l'un des Etats voisins, avec lesquels il entretient d'étroites relations d'amitié, de commerce et même d'alliance depuis plus de quarante ans, n'ont pu troubler la source claire du jugement sain, de la véracité tranquille et de la sévère impartialité de no tre Ministre des Affaires Etrangères. Monsieur Fierro expose, dans le document dont nous avons parlé, l'histoire de la difficulté Chileno-Bolivienne, du ton du patriotisme, convaincu mais incapable de fausser, au préjudice de l'adversaire et à son propre profit, un seul détail des négociations embrouillées ou des événements fâcheux. Il raconte les péripéties du conflit avec l'exactitude et la sobriété que l'on emploie habituellement à rapporter des faits de pays étrangers ou d'une époque éloignée. Il évite autant que possible les qualificatifs désagréables et laisse au public distingué et intelligent auquel il s'adresse, la tache de commenter le malicieux et peu clair système des procédés internationaux du Gouvernement Bolivien.

On trouverait difficilement quelque chose de semblable dans les annales des pactes et relations diplomatiques des nations civilisées. En 1866, le Chili cède à la Bolivie, en échange de certains avantages fiscaux, un territoire où il exergait tranquillement l'autorité; mais la Bolivie comprend qu'elle s'est engagée à observer le traîté uniquement en ce qu'il a pour elle d'avantageux, et se refuse obstinément et artificieusement à l'accomplissement des obligations contractées. En 1873, le Chili est créancier de la Bolivie, en vertu de stipulations sacrées, pour une forte somme, et obtient que l'on reconnaisse son droit dans un projet de traité; ce projet est repoussé, sans apparance de motifs, par la Bolivie. Enfin, le Chili se décide en 1874, à pardonner cette dette et à faire le sacrifice de presque tous les avantages que lui assure le traité de 1866. Au lieu de déclarer simplement la rupture du pacte sur lequel la nation contractante se refusait avec tant d'indolence et de hardiesse à régler sa conduite, il signe avec la Bolivie un nouveau traité où est consignée la renonciation de ses légitimes prétentions et où il réserve seulement des exemptions tributaires pour les citoyens chiliens établis sur le Littoral, leurs capitaux et leurs industries. La Bolivie ne se résigne pas même à ce minimum de concessions solennellement stipulé, et le Chili assiste indigné et ému, pendant plus de quatre ans, à la pérsecution de ses enfants, à des injustices et des iniquités de tout genre, à une véritable orgie de prevarications, de spoliations et de désordre administratif et judicaire, jusqu' à ce qu' enfin, la Bolivie passe, avec sa loi sur le Salpêtre et sa tentative pour s'emparer des dépôts de Salpêtre, la ligne humainement tolérable, et le Gouvernemsnt du Chili, obéifsant à la vigoureuse impulsion nationale et à sa propre conviction, se décide à se débarrasser d'engagements que jamais la Bolivie ne voulut considérer comme réciproques, et à revenir au point dont, peut-être légèrement et témérairement, il s'était eloigné en 1866.

La narration que monsieur Fierro, Ministre des Affaires Etrangeres fait en détail des péripéties de cette négociation alternativement soutenue et interrompue et à tout instant pendant quinze ans exposée à éclater avec violence est grandement intéressante et instructive. Nous sommes surs que quand elle aura franchi la barrière que des passions intéressées et des préjugés injustes ont accumulé contre le Chili audelà deses frontières du Nord et de l'Orient, l'opinion publique et américaine et les hommes d'Etat de tous les pays éclairés, seront d'accord pour applaudir la conduite observée par notre Gouvernement, pour admirer l'imperturbable longanimité laquelle il a supportè des offenses, des injustices et des provocations pendant la longue période de tolérance qui a précédé l'acte énergique et juste du 14 férvier et pour deplorer que les mauvaises idées et les pratiques avides du forum de bas

étage soient encore la règle préférée de politique internationale dans l'Etat sud-américain que fonda Bolivar et auquel il donna, sinon des limites et des conditions d' existence propres à favoriser le développement de la civilisation, au moins son nom et l'exemple de ses glorieuses actions.

Les auteurs de la présente publication ont voulu coopérer, dans la mesure de leurs forces, au patriotique projet dont s'est montré pénétré au milieu des péripeties d une désagréable et infructueuse négociation et d' une violente rupture, Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères du Chili. Ils ont, comme ce haut fonctionnaire, le désir de faire parvenir à un plus grand nombre possible d'esprits impartiaux à l' étranger, la relation fidèle et sans passion des précédents du futur conflit bolivien. Ils sont persuadés, comme le directeur de la politique internationale du Chili, de l'obligation de publicité qu'imposent à un Etat civilisé sa propre dignité et le respect des autres Etats aux quels l'unissent des relations étroites d'amitié et de commerce, de même qu'ils ont la conviction enracinée et profonde que, en éclairant la question sur cette matière. ils fraient une voie à la complète justification des procédés du Chili en présence de l'Amérique du Sud et du monde.

La forme de brochure que nous avons donnée à l'intéressante exposition de monsieur Alejandro Fierro et à la série de notes dont nous avons cru convenable de l'accompagner, a pour but de tenir, autant que possible, sous les yeux du public étranger des documents d'une immense valeur politique qui se trouvaient jusqu'ici dans les feuilles fugitives de la presse périodique, et rendre sa lecture facile et commode en même temps que prompt son exámen par les gens de lettres et les hommes d'Etat. Si par ce moyen nous réussissons à rendre quelque service à la science et à la politique et à faciliter la réussite des légitimes aspirations et du noble désir de publicité qui animent la Chancellerie du Chili, nos espérances seront comblées et notre but atteint.

CIRCULAIRE

AUX HONORABLES MINISTRES DIPLOMATIQUES ACCRÉDITÉS AU CHILI.

Santiago, 3 *Mars* 1879.

MONSIEUR:

J'ai l'honneur de vous adresser une exposition des motifs qui justifient la revindication faite par le Chili du territoires qu'il possédait, dans le désert d'Atacama, entre les parallèles 23 *et* 24 *de latitude Sud.*

J'ai la confiance que la lecture de cette simple narration vous convainera que le Chili, dans ses relations avec la Bolivie, n' a abandonné la politique de modération et d' harmonie qui lui est si simpathique, que quand il a vu tous les moyens qu' elle procure épuisés, et en péril la dignité du pays et les riches intérêts de ses natimaux résidant sur ce territoire

Le haut et légitime intérêt que le Gouvernement du Chili met à ce que sa politique internati nale soit duement appréciée par les Gouvernements dont l'amitié l' honore et dont il cherche incessamment à meriter l'estime, m'a engagé à consigner par écrit l'exposition que je vous adresse en ce moment, vous priant de vouloir bien en donner connaissance à votre illustre Gouvernement.

Je n'ai par besoin de vous assurer que vos nationaux t ouveront sur le terri toire où, de nouveau, règne à présent la loi chilienne, toute espèce de garanties dans leurs intérêts.

Je profite de cette occasion pour vous réitérer l'expression des sentiments de haute considération avec lesquels je suis.

Votre dévoué et fidèle serviteur

Alejandro Fierro.

RÉPUBLIQUE DU CHILI.

Ministère des Affaires Etrangères.

Santiago, 18 février 1879.

Monsieur le ministre:

Le 12 du mois courant, S. E. le Président de la République a ordonné que des forces nationales se transportassent sur les côtes du désert d'Atacama pour revendiquer et occuper, au nom du Chili, les territoires qu'il possédait avant de terminer avec la Bolivie les traités de limites de 1866 et 1874.

Le traité de 1866 fut annulé et disparut lors de la signature de celui qui porte la date du 6 août 1874, et ce dernier vient d'être abrogé par des actes déterminés et constants du Gouvernement Bolivien, lesquels, sont non seulement l'ignorance complète des obligations que ce pacte solennel lui imposait, mais aussi une injure à la loyauté et à l'esprit conciliateur du Chili, que l'honneur national ne pouvait admettre.

Après avoir épuisé les moyens de conciliation que son désir ardent de la tranquillité de l'Amérique inspirait sans cesse au Chili; après que la Bolivie eût refusé d'entendre et eût méprisé toutes les invitations qu'on lui adressait pour qu'elle accomplît les obligations légalement contractées dans le traité de 1874, le Chili n'avait plus d'autre voie que de planter de nouveau son pavillon sur les territoires dont il était maître et de rendre par ce fait la nombreuse population chilienne et étrangère, à leurs industries et capitaux fixés là, la tranquillité, la confiance et le bien-être dont l'administration bolivienne les avait privés.

Le Chili, qui aime la paix de l'Amérique presque autant que la tranquillité de son propre foyer et dont la conduite traditionnelle a toujours été caractérisée par la modération et la retenue, a eu le

regret de voir, dans ses relations avec la Bolivie, disparaître l'une après l'autre ses espérances d'arrangement amiable et de s'imposer, finalement, le douloureux besoin de recourir à un dénouement par l'emploi de la force.

Le Chili ne serait pas, cependant, satisfaît, si en prenant cette résolution, que demandent en même temps sa conscience, ses droits et sa propre dignité, il n'avait pas l'intime persuasion de trouver dans l'esprit calme et éclairé de V. E. la plus ample et la plus parfaite justification de sa conduite.

Dans ce but, j'ai reçu de S. E. le Président de la République ordre de présenter au Gouvernement de V. E une narration brève et succinte des antécédents de la question et des causes qui ont déterminé les derniers événements.

I

L'émancipation politique de l'Amérique espagnole une fois consolidée, les nouvelles républiques ne tardèrent pas à fixer leur attention sur les territoires qui embrassaient leurs nationalités respectives et sur lesquels devaient régir l'empire de leurs lois. Une fois accepté par les diverses sections de l'Amérique le principe que «les republiques américaines avaient les mêmes limites que celles qui correspondaient aux démarcations coloniales dont elles se formèrent,» il fut facile pour le Chili de savoir jusqu'où s'étendait au Nord la région où devait s'exercer son activité nationale.

Il suffisait pour cela d'interroger l'histoire, de consulter la pensée écrite des souverains espagnols et d'examiner les actes de juridiction qui avaient été la conséquence de cette manifestation de la volonté suprème.

Ce triple témoignage ne permet pas de douter que la limite boréale du Chili était au moins le 23ᵉ degré de latitude Sud, ou ce qui est la même chose, que le littoral et le désert d' Atacama, jusqu' à la baie de Mejillones inclusivement, formaient partie du territoire de la République.

Dans cette conviction, le Président de la République adressa, le 13 juillet 1842, au Corps Législatif un message dans lequel on lit les paroles suivantes: «L'utilité reconnue en Europe de la substance nommée *huano*, qui depuis un temps immémorial s'use comme engrais pour le labour des terres sur la côte du Pérou, j'ai jugé nécessaire d'envoyer une commision d'exploration examiner le Littoral compris entre le port de Coquimbo et le Morro de Mejillones afin de découvrir si sur le territoire de la Républi-

que il existe quelques dépôts de huano, dont le produit pourrait fournir une nouvelle branche de ressources pour le Trésor Public; et bien que le résultat de l'expédition n'ait pas répondu entièrement aux espérances que l'on avait conçues, on a cependant trouvé, depuis le 29° 35' jusqu' au 23° 6' de latitude, du huano sur seize points de la côte et îles voisines, plus ou moins abondamment, suivant la nature des localités où existent ces dépôts.

Ce message était accompagné d' un projet de loi déclarant les dépôts de Huanó propriété nationale et signalant quelques règles pour leur exploitation.

Ce projet, approuvé et converti en loi de la République le 31 décembre de la même année, le Gouvernement du Chili apprit plus tard avec surprise que celui de Bolivie exhibait pour la première fois des prétentions sur le désert d' Atacama. Ces prétentions avaient été désavouées d' avance par le premier magistrat de cette République, sans aucune protestation des autres pouvoirs. Le général Santa Cruz avait, en effet, dicté le décret suivant, il y avait peu d' années, en parlant de Cobija:— «La nécessité d' augmenter l' *unique port* de la République et considérant que le manque de numéraire pour les dépenses qu' exigent les ceuvres projetées rend infructueuses toutes les mesures que le Gouvernement a adoptées pour la prompte réalisation d' aussi intéressants objets, je décrète: Le colonel Manuel Amaya est autorisé á faire un emprunt de cent mille piastres...»

Plus tard, dans un message en date du 6 août 1833, le Président, général Santa Cruz, disait aux représentants de la Bolivie ce qui suit:--«Après votre ajournement de la législature antérieure j' ai rempli la promesse que je vous fis alors de visiter en personne la province du Littoral, voulant accomplir convenablement vos désirs et la loi du 12 octobre de l' année dernière en faveur de notre unique port de Cobija.»

En vue de tels antécédents on ne pouvait considérer sans un certain étonnement la manifestation de prétentions et exigences de la part de Bolivie, en opposition aux droits évidents du Chili, à la possession du désert d' Atacama, et qui étaient, en même temps, incompatibles avec la conviction du chef suprême de cette République, clairement exprimée dans les documents que je viens de citer.

Le Gouvernement du Chili, désirant cependant se former au sujet de cette importante question une opinion qui fût entièrement exempte des influences pertubatrices qu'a coutume de créer l'intérêt national, entreprit une étude attentive des archives, soumit à un examen prolixe les documents que l'on exhibait de

part et d'autre et fit une froide comparaison des titres avec lesquels chaque nation soutenait ses droits respectifs.

Cette agréable tâche servit á augmenter et fortifier la conviction, qu'il avait déjà, que la côte et le désert d'Atacama jusqu' au 23e parallèle faisaient évidemment partie intégrante du territoire national.

Déplorant l'erreur où tombait le Gouvernement de Bolivie, quand il prétendait fixer la limite de démarcation des deux Républiques à l'embouchure d'une rivière que l'on nomme Salado, et dont le cours désigné par les géographes mêmes qu'elle appela à son aide est signalé tantôt par 25° 30', tantot au 26° et encore au 27°, le Gouvernement du Chili fit paraître, en face de ces preuves vagues, indécises et souvent contradictoires, des titres d'une importance incontestable et à la force demonstrative desquels il crut difficile que pût se soustraire un esprit sans passion.

Il fut en effet facile de montrer que depuis le milieu du XV siècle jusqu'à la moitié du suivant, les auteurs les plus respectables et qui pouvaient inspirer le plus de confiance, comme Pedro Cieza de Leon, dans son ouvrage ayant pour titre *Première partie de la chronique du Pérou*, publiée en 1553, l'Inca Garcilaso de la Vega, célébre compilateur des traditions de ce pays, dans ses Commentaires royaux, qui parurent en 1609 et 1616; le jésuite Anello Oliva, qui publia une histoire du Pérou, et d'autres de réputation pareille, sont d'accord pour affirmer que le désert d'Atacama faisait partie du Chili.

Mais, laissant de côté des témoignages de cette espèce, il y a des documents officiels qui prouvent que le territoire de la République s'étend jusqu'au 23e parallèle et que dans le territoire qui se trouve au Sud, les autorités du Chili ont exercé juridiction depuis l'époque coloniale.

Il est donc avéré par ces documents qu'après la découverte dans le désert d'Atacama de quelques portions de terrains propres à la culture, situés vers le 24° 30', ils furent l'objet de sollicitations en 1679, à titre de faveur, devant le Gouverneur et Capitaine Général du Chili, et accordés par celui-ci à ceux qui les avaient découverts. Il est avéré, de la même manière, que la baie de Nuestra Señora, connue sous le nom de Paposo, située au 24° 30', c'est à dire, á la moitié du désert, fut, à la fin du siècle dernier, le centre du commerce sur le littoral d'Atacama et le lieu de résidence de presque tous les habitants de cette région. Le Paposo était donc le chef-lieu d'un district qui embrassait tout le pays où il y avait des habitants et était régi par un juge nommé par les autorités du Chili. Les ordres du roi du 3 juin 1801 et 26 juin 1803, plus explicites encore, déclarent que le Paposo était considéré

comme le chef-lieu de toute la côte et du désert d'Atacama, et que tout ce territoire était soumis aux autorités de Santiago. L'ordonnance royale du 10 Octobre 1803 ordonna plus tard que le désert d'Atacama fut séparé du Chili et incorporé au Pérou, mais cette ordonnance royale ne parvint pas à avoir d'effet, servant seulement à établir, d'une manière plus positive encore, que cette région avait appartenu á la Capitainie générale du Chili au temps de la colonie et qu' elle continuait après à faire partie de la République.

On sait qu' il partit de Cadix, en 1789, une expédition scientifique composée des corvettes *Descubierta* et *Atrevida*, commandées par les capitaines de frégate Alejandro Malaspina et José Bustamante. Cette commission, que le souverain espagnol confia à des personnes de talent reconnu, eut pour principal objet de reconnaître la côte de l' Amérique Méridienale. Afin d' assurer la plus grande fidélité et la plus grande exactitude dans les travaux qui lui étaient recommandés, on mit à la disposition des chefs de l' expédition tous les documents des Indes existants dans les archives de l' Espagne, et, en même temps, on adressa une circulaire dateé de Madrid, 5 février 1789, ordonnant aux Vice-rois et aux Capitaines Généraux du Nouveau Monde d' aider par tous les moyens possibles la mission des messieurs Malaspina et Bustatamante, leur facilitant la connaissance des importantes archives de la Compagnie de Jésus, alors éteinte.

L' expédition toucha à Montevideo, doubla le cap Horn et à la hauteur de Chiloé commença à reconnaître les côtes de l' Amérique en remontant vers le Nord. Le résultat de cette expédition, préparée avec une extrême sollicitude et prourvue de tous les éléments nécessaires pour assurer la réussite de son important objet, fut une carte sphérique que l' on conserve jusqu' à ce jour, et présentée au roi d' Espagne en 1799 par don Juan de Langara, secrétaire d' Etat et du bureau universel de Marine. Dans cette carte de grande valeur, dont on ne pourrait discuter l' importance, on signalait comme limite boréale du Chili le parallèle 22 et naturellement on lui assigne et reconnaît souveraineté sur une étendue de territoire plus considérable que celle qu' il possédait tranquillement depuis l' époque coloniale.

Comme une des nombreuses preuves que l'on pourrait alléguer à l'appui de la juridiction que le Chili a toujours exercée dans ce pays, je ne crois pas inutile d'observer que la seule Douâne de Valparaiso a accordé, en vue de la loi du 31 octobre 1842, et depuis cette date jusqu' en 1857, cent-treize permis à divers navires de différentes nationalités pour charger du huano à Mejillones, Santa Maria et autres ports du Littoral du désert.

Les démonstrations de la volonté souveraine et les actes de

juridiction exercés par le Chili aux deux époques de son existence politique sur le désert d'Atacama jusqu'au 23°, ne pourraient entrer, s'il fallait les rapporter tous, dans les étroites limites de cette communication. Me bornant à en citer seulement quelques-uns, j'ai en vue la nécesité de ne pas fatiguer la bienveillante attention de V. E.

Je me flatte, cependant, de l'espoir qu'ils auront suffi pour que V. E. se persuade qu'ils n'était pas permis au Chili d'abandonner, au profit de la Bolivie des territoires dont il se considérait maître et légitime possesseur.

En même temps que le Chili soutenait avec fermeté ses droits de propriété et de tranquille possession dans le désert jusqu'au parallèle 23, il ne cessait de chercher avec un désir ardent les moyens qui lui paraissaient propres à amener la solution du désaccord existant. Les diverses démarches initiées dans ce but ne donnerènt cependant pas le résultat que l'on devait en attendre et les deux Républiques virent s'écouler les années et s'éloigner la franchise de leurs relations.

II.

Les événements d'une extrème gravité, dont le Pacifique fut le théâtre en 1864, ébranlèrent la tranquillité d'une grande partie du Continent sud-américain, réveillant un vif et énergique sentiment d' étroite union en présence duquel le Chili et la Bolivie se hâtèrent d'oublier leurs dissensions passées et de signer le traité de limites du 10 août 1866.

Animé par un esprit de sincère amitié et pensant que la Bolivie saurait apprécier ces sentiments élevés et y répondre, le Chili n'hésita pas à sacrifier une partie de ses droits. Il signa un pacte qui dans son article premier disposait "que la ligne de démarcation des limites entre le Chili et la Bolivie dans le désert d'Atacama serait à l'avenir le parallèle 24 de latitude méridionale, depuis le Littoral du Pacifique jusqu' aux limites orientales du Chili, de manière que le Chili au Sud et Bolivie au Nord auraient la possession et la souveraineté des territoires qui s'étendent jusqu'au dit parallèle 24, pouvant y exercer tous les actes de juridiction et de souveraineté correspondants au seigneur du sol. La fixation exacte de la ligne de démarcation entre les deux pays serait faite par une commission de personnes aptes et expertes, dont la moitié des membres serait nommée par chacune des hautes parties contractantes."

Dans l' article II on convint que 1.° "malgré la division territoriale stipulée dans l'article ant érieur, la République du Chili et la République de Bolivie partageraient en deux parties égales les produits qui proviendraient de l'exploitation des dépôts de huano découverts à Mejillones et autres du même engrais qui se decouvriraient sur le territoire compris entre les 23° et 25° de latitude méridionale comme aussi les droits d'exportation qui se percevraient sur les minéraux extraits du même espace de territoire dont il vient d'être parlé."

L'article III dit que "la République de Bolivie s'oblige á habiliter la baie et port de Mejillones, à établir sur ce point une douâne avec le nombre d'employés qu' exigera le développement de l'industrie et du commerce. Cette douâne sera le seul bureau fiscal qui pourra percevoir les produits et les droits d' exportation de métaux dont parle l'article précédent. Le Gouvernement du Chili pourra nommer un ou plusieurs employés fiscaux qui, investis d'un droit parfait de surveillance, interviendront dans les comptes des recettes de la dite douâne de Mejillones et percevront de ce même bureau et par trimestres, ou de la manière qui sera stipulée par les deux Etats, la part de bénéfices revenant au Chili, auquel se rapporte l'article II. Le Gouvernement de Bolivie aura le même droit, si pour le recouvrement et la perception des produits dont parle l'article précédent le Gouvernement du Chili établissait quelque bureau fiscal sur le territoire compris entre le 24° et le 25° degré."

L'art IV ordonne que "seront libres de tout droit d'exportation les produits du territoire compris entre le 24° et le 25° de latitude méridionale qui s' extrairont par le port de Mejillones, et seront libres aussi de tout droit d'importation les produits naturels du Chili qui s'introduiront par le même port.

Par l'article V on convînt "que le système d'exploitation ou vente du huano et les droits d'exportation sur les minéraux dont parle l'article II de ce trâité, seront déterminés d'un commun accord par les hautes parties contractantes, soit au moyen de conventions spéciales ou en la forme qu' elles estimeraient le plus convenable et plus expéditif.

Par l'article VI. il est convenu «que les Républiques contractantes s'engageraient à ne pas aliéner leurs droits à la possession ou souveraineté du territoire qu' elles partagent entre elles par le présent traité, en faveur d'un autre Etat. société ou individu particulier. Au cas où l'une d'elles désirerait faire une telle aliénation, l'acheteur ne pourra être que l'autre partie contractante.

Et enfin par l'article VII, on convint que «attendu les préjudices que la question de limites entre le Chili et la Bolivie ont oc-

casionné, comme il est notoire, aux individus qui, associés, furent les premiers à exploiter sérieusement les dépôts de huano de Mejillones et dont les travaux d'exploitation devaient être suspendus par ordre des autorités chiliennes le 17 février 1873, les hautes parties contractantes s'engagent à donner, par équité, aux dits individus une indemnisation de quatre-vingt mille piastres, payables avec le dix pour cent des produits liquides de la douâne de Mejillones.»

Ces sept articles qui formèrent le traité de 1866 et que j'ai pris soin de transmettre avec une parfaite exactitude, ne furent pas, comme l'avait espéré le gouvernment du Chili, autant d'anneaux d'union entre les deux républiques.

Le Chili s'empressa de se dépouiller de son côté de la propriété qu'il conservait au 23 degré, et où le remplaça la Bolivie, et de nommer le délégué qui uni à celui de cette République devait déterminer dans le désert d'Atacama le parallèle 24, limite de démarcation entre elles, et les parallèles 23 et 25 qui formaient au Nord et au Sud la zone de territoire dont ils avaient en commun le partage des produits.

Le Chili, en remplissant loyalement et honorablement les obligations que lui imposaient le Traité de 1866, était bien loin de penser que la Bolivie se considèrerait libre de remplir les siennes. Il ne s'écoula pas, cependant, beaucoup de temps sans qu'une série de faits désagréables ne se chargêat de lui imposer cette triste conviction.

V. E. n'ignore probablement pas qu'en 1870 un citoyen chilien, mû par un esprit entreprenant et cédant à une heureuse inspiration, pénétra dans le désert d'Atacama et arracha de son sein le secret de richesses qui bientôt y attirèrent un mouvement vigoureux et continu d'immigration chilienne. Les nouveaux colons ne s'arrêtèrent pas devant les difficultés et les sacrifices de l'entreprise, et sous les efforts d'un pénible labeur ils virent surgir les villes, aujourd'hui florissantes, d'Antofagasta et de Caracoles, que le peuple du Chili peut signaler comme les conquêtes de son travail et de sa constance.

L'importance des mines récemment découvertes répondirent aux premières espérances, et le courant des capitaux chiliens se fraya bien vite un chemin jusqu'à l'intérieur du désert pour seconder sous diverses formes les projets d'une initiative aussi intelligente qu'énergique..

Ce grand événement vint imprimer une plus grande importance aux stipulations du Traité de 1866, dont le Chili commençait à réclamer en vain l'accomplissement.

Comme j'ai eu l'honneur de le démontrer, en transcrivant le

pacte, le Chili en faisant volontairement et conditionnellement l'abandon du 23e degré, la Bolivie lui reconnut clairement et explicitement, entre autres, les droits suivants:

1.° A percevoir la moitié des produits provenant du recouvrement de l'impôt d'exportation sur les minerais qui s'extrairaient du territoire compris entre le 23e et le 24e parallèles (Article II du Traité) et

2.° A nommer un ou plusieurs employés qui, investis d'un droit parfait de surveillance, intervinssent dans les comptes des recettes de la douâne de Mejillones que le Gouvernement de Bolivie s'obligeait à habiliter et à maintenir avec un nombre correspondant d'employés, et à percevoir directement, et par trimestres, la part de bénéfices appartenant au Chili, conformément à l'article II (article III du Traité).

Le Gouvernement de Bolivie sommé en 1871 de donner un fidèle accomplissement à cette partie du traîté, en remettant au Chili la moitié des droits déjà perçus et qu'il continuait à percevoir, droits qui, selon l'opinion du Chili, représentaient une forte somme, parce qu'il était notoire qu'une seule maison de commerce de Valparaiso avait versé dans les bureaux de la douâne de cette république la somme de 25,000 piastres; se refusa sous de futiles prétextes étudiés à accueillir la juste demande qu'on lui faisait. Il prétendit d'abord que le mineral de Caracoles ne se trouvait pas sur le territoire de participation commune, sans exhiber aucune considération respectable qui autorisât une telle supposition, contraire, en outre, à l'opinion des commissaires scientifiques qui l'année précédente avaient déterminé, à la recommendation des deux Gouvernements, ce territoire, et compris dans ses limites le lieu où sont situées les mines.

Le Chili ne fut pas plus heureux dans son exigence pour que l'on acceptât à la douâne d'Antofagasta, conformément au pacte en vigueur, l'intervention de fonctionnaires chiliens qui surveillassent les opérations des employés de cette République. Sous prétexte que l'exercice de ce droit blessait la souveraineté nationale, on faisait de la convention de 1866 une lettre morte, et on changeait en irritante duperie les droits du Chili, le dépouillant, sans embarras de paroles, de son incontestable propriété.

Les motifs secrets de la résistance que l'on opposait à l'inspection des bureaux de perception des fonds se révéla plus tard dans les paroles suivantes d'un rapport que monsieur Virreira, employé bolivien, présenta à l'autorité de son pays. «Il semble que dans la douâne d'Antofagasta le chaos ait été maintenu exprès pour éviter un examen. Il n'a existé aucun compte jusqu'à ce qu'au commencement de 1873 l'actuel administrateur ouvrit les livres

et les comptes. Le premier semestre de 1872 n'a d'autre compte qu'un résumé ou tableau que l'administrateur monsieur H. Ortiz passa à son successeur monsieur E. Zalles; le compte du second semestre est également contenu dans un autre tableau pareil de quelques lignes, et aucun d'eux ne peut donner une idée de la marche du bureau. Bien que l'on trouve à Mejillones des livres de comptes, ils sont incomplets et ne peuvent répandre aucune lumière sur les opérations de la douâne, car ils manquent de documents à l'appui."

En présence de ces faits refractaires d'obligations solennellement contractées et jusqu' à certain point offensifs pour la dignité de notre pays, le Gouvernement du Chili eut été parfaitement en droit de retirer son nom du traîté de 1866 et de récupérer le territoire qu'il avait cédé, seulement en vertu de conditions que d'autre part on mettait tant d'insistance à éluder.

Malgré tout, un ardent désir de la paix et l'oubli de contrariétés passées put davantage dans les conseils du Gouverment du Chili, et il résolut d'essayer de nouveau les solutions amicales. Dans ce but il accrédita une nouvelle légation extraordinaire en Bolivie.

Celle-ci partit le 10 avril 1872 pour le lieu de sa destination, et un mois après commença l'exécution de son mandat. Il en coûta beaucoup au représentant chilien pour prouver jusqu'à l'évidence au Gouvernement de Bolivie l'incontestable justice des réclamations dont il était porteur. A ce sujet et après avoir donné au cabinet de Santiago connaissance détaillée des arguments exposés dans une conférence du 18 mai, le diplomate chilien ajoutait, dans sa dépêche du 20 du même mois, ce qui suit: «Monsieur le Ministre reconnut la force de ces arguments et ne me donna aucune raison qui les détruisît, mais il m'exposa d'une manière claire et concluante que la Bolivie, malgré tout, ne pouvait accepter l'association convenue dans le Traîté; que sur ce point elle ne cèderait en aucune façon. S. E. croyait cette communauté inacceptable sous tous rapports, car, outre qu'elle était inusitée, elle serait la cause de continuels démélés.

On voit, donc, que le Gouvernement de Bolivie conservait la résolution ferme et invariable de ne pas accepter la communauté qu'établissait le traîté en vigueur. Il fallait forcément définir d'une manière quelconque cette situation qui de jour en jour accumulait dans son sein de plus grands éléments de complication. Les démarches du Ministre chilien, ayant pour but d'obtenir la reconnaissance des droits du Chili, trouvaient toujours dans le Cabinet de La Paz de dilatoires et étudiés délais dont ce Gouvernement profitait, puisque moyennant ces expédients il continuait à perce-

voir exclusivement tous les droits que le Traîté déclarait divisibles par moitié entre les deux nations.

Enfin, après huit mois de stériles et grandioses efforts de son diplomate, le Gouvernement du Chili se trouva dans l'alternative de céder une partie de ses droits pour par ce moyen assurer le reste ou de revenir à l'état ou en étaient les choses avant de négocier le dit traîté.

Il opta, comme en d'autres occasions, pour le système des concessions et le 5 décembre 1872 était signé à La Paz, entre les plénipotentiaires du Chili et de la Bolivie, une convention composée de neuf articles, distinés à résoudre, conformément au traîté de 1866, les questions incidentes qu' avaient fait naître des esprits disposés d'avance.

Au reste, la dite convention, qui ne créait pour le Chili aucun avantage, prouve ses bienveillants sentiments pour la Bolivie. Par l'article VI il fut établi, modifiant en cela le traîté de 1866, qu' avant de livrer au Chili la moitié des sommes recueillies pour droits d'exportation de métaux, on déduirait le montant du budget des employés des finances et de la justice que demanderait le bon service du territoire formé par les parallèles 23 et 25, ce qui équivalait à payer avec les fonds du Chili la solde et les gratifications d'employés dans la nomination desquels il n'avait nulle intervention.

Cette convention fut approuvée par le Gouvernement du Chili un mois après, le 8 janvier 1873, mais celui de Bolivie ne lui fit pas la faveur de l'accepter. De cette manière furent frustrées une fois encore, sans culpabilité du Chili, les spectatives d'arrangement et les élevés, et conciliateurs projets que l'on avait en vue en accréditant une Légation Spéciale restèrent stériles.

III.

Sans se décourager encore de cet ingrat résultat et cherchant avec plus d'ardeur des garanties et une sureté pour le développement tranquille des graves intérêts chiliens compromis sur le Littoral et le désert d'Atacama le Gouvernement chilien envoie en Bolivie une nouvelle Légation, qui s'éloigne de Valparaiso vers la moitié de 1873.

Jusque là le traité de 1866 avait été uniquement respecté par le Chili. La Bolivie continuait, au détriment des intérêts et des droits de cette République, à jouir du revenu du territoire en participation commune, méconnaissant les priviléges et les avantages que ce pacte établissait en notre faveur.

La politique peu stable, et pas toujours respectueuse du droit d'autrui, qui habituellement domine dans le Cabinet de La Paz, faisait redouter au Gouvernement du Chili que des exactions violentes et des tributs exhorbitants ne vinssent peser sur les personnes et les industries chiliennes répandues dans le désert d'Atacama. Eviter ce péril et mettre le travail honnête à l'abri de spoliations imméritées était devenu à l' époque une des plus fortes préoccupations du Gouvernement du Chili et le but des négociations à entreprendre.

La nouvelle Légation du Chili, pénétrée de ces craintes, dirigea ses démarches avec une insistance ardente et décidée pour obtenir des mesures qui, assurant la tranquillité aux riches entreprises chiliennes, communiquassent en même temps courage et vie à l'esprit industriel des enfants de ce pays.

Le Gouvernement du Chili réussit enfin à obtenir ce résultat en faisant pour cela de considérables sacrifices.

Il pardonne à la Bolivie la moitié des sommes perçues pour les droits d'exportation des métaux extraits du 23ᵉ degré qui revenaient au Chili selon le Traîté de 1866; la liberté d'examen fiscal qu'il avait droit de pratiquer dans ses bureaux de douâne; et enfin lui cède pour toujours la jouissance exclusive de tous les droits d'exportation que le dit Traîté déclarait divisibles par moitié entre les deux nations. En échange de ces importantes concessions, le Chili réclamait et obtenait l'assurance que pendant 25 ans, sous aucun prétexte, sous aucune forme ou dénomination on n'imposerait aux personnes, aux capitaux et aux industries chiliens d'autres ou de plus élevées contributîons que celles qui existaient en ce moment.

A cette pensée obéit le Traîté qui fut signé à Sucre le 6 août 1874, lequel, entre autres dispositions, étrangères pour à présent à l'illustration du conflit actuel, établit ce qui suit:

«Article IV. Les droits d'exportation que l'on imposera sur les minéraux exploités dam la zone de territoire dont parlent les articles précédents (celle qui est formée par les parallèles 23 et 25) n'excèdera point la quote-part que l'on perçoit actuellement, et les personnes, les industries et les capitaux chiliens ne seront sujets à d'autres contributions de quelque espèce qu'elles soient, que celles qui existent à présent. La stipulation contenue dans cet article durera vingt-cinq ans.»

L'article III établit: «A partir de ce jour le Traîté du 10 août 1866 reste abrogé en toutes ses parties;" et par un Protocole annexé, dont le texte se considère incorporé dans le traîté même, on consigna le précepte suivant: "Toutes les difficultés auxquel-

les donnerait lieu l'intelligence ou l'exécution du Traîté devront être soumises à l'arbitrage."

IV

Le traîté de 1866 venait de disparaître sans que ses stipulations fondamentales eussent été une seule fois observées par la Bolivie; et pour que V. E. se persuade encore du peu de respect de cette République pour sa parole et sa foi solennellement engagées, il me suffira de rappeler à V. E. que pendant les huit ans qu'a régi ce pacte, elle n'accomplit pas davantage l'engagement contracté par l'article VII. V. E. n'aura peut-être pas oublié que par cet artîcle les deux Républiques s'obligèrent à indemniser certaines personnes qui, travaillant dans le désert, avaient souffert quelques préjudices par suite du débat sur limites, qui avait lieu entre les deux nations. Conformément à ce compromis, le Chili et la Bolivie devaient remettre par moitié la somme de quatre-vingt mille piastres aux personnes lésées, somme qui serait payée avec le dix pour cent du produit de la vente du huano. Le Chili compta ponctuellement cette somme, maîs la Bolivie retarda sous divers prétextes son paiement et prétend à présent qu'elle ne la doit pas parce que son obligation a disparu du moment que le traîte de 1874 à dérogé celui de 1866, sans tenir compte qu'une convention destinée à créer ou à modifier les obligations de deux pays, ne peut détruire les droits des tiers, qui n'ont pas été consultés et qui ne sont pas intervenus. Je ne rappellerais pas ce fait si les personnes préjudiciées par cette conduîte ne fussent venues, invoquant à cet effet certaine solidarité morale, que le Traîte établit à cet égard, sollicitant du Gouvernement du Chili qu'il fît des démarches amicales auprès du Gouvernement de La Paz pour obtenir le paiement de cette créance.

V

Le Gouvernement du Chili espérait que le pacte nouveau mettrait définitivement un terme à la série interminable des débats odieux, des réclamations journalières, des difficultés de tout genre auxquelles l'antérieur avaît donné lieu et se plaisait à montrer cette confiance au Congrès National de 1875 dans les paroles suivantes: «Le Traîté du 6 août de l'année dernière, dont je crois inutile de donner ici les détails, ayant été récemment approuvé par le Congrès, révèle de la manière la plus claire, par la libéra-

lité de ses dispositions, l'esprit éminemment cordial et américain dont se sentent animés le Congrès et la Chancellerie du Chili à l'égard de la République de Bolivie et c'est un gage sûr de la durée des bonnes relations entre les deux pays. La communauté d'intérêts écartée dans ce décret, à exception de ce qui concerne les huanos, dont la participation commune n'a motivé aucune difficulté et l'intervention douanière terminée puisqu'elle est inutile, rien ne viendra à l'avenir contrarier la cordialité des relations existantes ni rendre difficile l'accomplissement des obligations contractées.

Dans le pacte des nouvelles stipulations, le Chili n'a pas hésité à céder partie de ses droits, autant pour obtenir de nouvelles franchises en faveur du commerce et de l'industrie de nos nationaux que pour terminer une fois pour toutes les fâcheuses questions qui nous éloignaient chaque jour davantage de la Bolivie, dont nous avons intérêt à conserver l'amitié, et dont le progrès, étroitement uni à la solution de ces difficultés, ne peut en aucun cas nous être indifférent.

VI

Cette espérance, qui n'avait d'autre fondement qu'un sentiment de naturelle affection de la part du Chili, ne tarda pas à être frustrée par des événements d'un autre genre qui se développaient dans les villes de Caracoles et d'Antofagasta. Les autorités boliviennes qui gouvernaient ces populations éloignées du centre du Gouvernement National, libres de sa surveillance fiscale, s'abandonnaient sans mesure aux inspirations de leurs caprices ou de leur convenance et le peuple, peuple chilien, était la victime des continuels oublis de leur devoir et d'offenses injustifiables.

Le Gouvernement recevait presque par chaque paquebot la déclaration des plaintes de ses nationaux et n'apercevait rien qui lui fit voir comme probable un changement immédiat et radical dans cette pénible situation. Un sentiment de dépit, que la parole du Gouvernment du Chili et les démarches modérées de ses consuls ne suffisaient pas à réprimer entièrement, se laissait visiblement connaître chez les colons chiliens, et faisait craindre l'explosion d'embarras de fâcheuse conséquence.

Le peuple du Chili, qui avait porté au désert le travail, la vie et toutes ses espérances, qui était instinctivement porté à se considérer maître de ces territoires par les anciens droits de la république et par les titres que donnent le talent et les sacrifices,

qui formait les quatre-vingt treize centièmes de ses habitants, pouvait à peine se résigner à supporter les vexations que lui prodiguaient avec une offensante arrogance des fonctionnaires d'un ordre subalterne.

En cet état de choses, le Gouvernement du Chili crut de son devoir de présenter à celui de Bolivie un léger tableau de cette situation, et le 30 janvier 1877 lui disait ce qui suit:

«Depuis quelque temps mon Gouvernement se préoccupe de découvrir avec un esprit tranquille et impartial les causes qui peuvent produire la scission entre les fils de cette République et ceux de l'autre, qui résident sur le littoral bolivien.

»Animé du désir le plus sincère de détruire tout ce qui s'opposerait à l'union étroite des deux nationalités, mon Gouvernement n'a pas cessé d'inculquer cette pensée aux consuls qu'il a constitués, leur recommandant l'utilité de la transmettre à nos nationaux. Il leur a également recommandé de nier leur protection à toute demande ou réclamation qui ne serait pas présentée avec une évidente justice, et jusqu' à ce moment, je me plais à le reconnaître, ces fonctionnaires n'ont pas cessé d'interprêter fidèlement la pensée de mon Gouvernement.

»Malheureusement cela n'a pas suffi pour arrêter et éviter la prépétration d'abus graves et odieux, dont quelques citoyens chiliens ont été victimes, pas plus que les prétentions exhorbitantes de quelques agents secondaires de l'administration bolivienne, niant les attributions les plus élémentaires de nos agents consulaires, comme j'aurai bientot l'occasion de le prouver.

»C'est pourquoi mon Gouvernement en est venu à se persuader que l'origine du mal est dans le mauvais choix de quelques agents investis des fonctions du pouvoir public sur cette partie du territoire bolivien, agents qui, placés à grande distance des autorités supérieures, manquent de la salutaire surveillance et de la censure de cet illustre Gouvernement qui apprécie les évenements et les situations par les rapports passionnés et inexacts de ces mêmes agents, dont les abus restent ainsi sans la coercition nécessaire.

»La nombreuse colonie chilienne s'est peu à peu convaincue et avec peine que les libérales institutions qui régissent la Bolivie n'arrivent pas jusqu' à elle et que ses personnes et ses biens sont à la merci du caprice sans scrupule d'agents subalternes de l'autorité.

»V. E. doit avoir connaissance de l'inhumaine flagellation appliquée à Tocopilla à un citoyen chilien par un officier de police: V. E. doit aussi savoir d'une pareille flagellation récemment

infligée à Mejillones à un autre citoyen chilien par ordre du commissaire de police.

»Les démarches que nos consuls ont faites dans chaque cas pour stimuler le zèle des autorités en réparation de la justice et de la vindicte publique, n'ont eu d'autre résultat qu'une apparence de procès aussi ridicule qu'illusoire.

»V. E. n'aura pas non plus oublié l'assassinat commis sur la personne de Clemente Andrade. Mais, pour ne pas citer d'autres cas, nous avons l'homicide exécuté sur la personne d'Arriagada que l'on cherche à présent à dissimuler en dénaturant, c'est l'opinion de mon Gouvernement, les faits qui l'ont occasionné.

»Cette série de faits odieux qu'ont eu à souffrir nos nationaux, exécutés par des employés administratifs, sans que ceux-ci aient reçu dans la plupart des cas la sanction pénale que les lois de Bolivie signalent, quelle que soit la nationalité du coupable et de l'offensé, a réveillé dans la colonie chilienne un sentiment naturel de douleur et de dépit, qui s'il ne s'accorde pas avec le respect et le prestige dont l'autorité doit se voir entourée, ne provient en ce cas que de la conduite, peu circonspecte et peu réguiière de cette même autorité.

»Et que V. E. ne croie pas que seulement parmi les agents du pouvoir politique se fasse sentir le manque de surveillance auquel j'attribue la part principale de la situation que j'examine. L'administration de la justice aussi, sauf d'honorables exceptions, est loin d'inspirer la respectueuse considération dont elle a dû se rendre digne. Divers actes que j'omets de consigner ici, prouvent combien sont fondés les méfiances et les soupçons avec lesquels sont vues leurs sentences par les personnes qui sont obligées de les solliciter.»

Après avoir raconté les antécédents, d'un procès injustifiable, initié contre deux citoyens chiliens par le juge de lettre bolivien à Caracoles, la dépêche du Gouvernement du Chili ajoutait: «Maintenant: V. E. veut-elle connaître les précédents du juge qui privait ainsi deux familles de leur soutien et de leur repos, qui renfermait dans une prison deux hommes de bien, qui répandait l'inquiétude et le chagrin dans le groupe nombreux de chiliens qui donne la vie à Caracoles?»

«V. E. apprendra avec douleur, par la copie que j'ai l'honneur d'adjoindre, que ce juge que l'on avait cru convenable de faire dépositaire des fonctions les plus délicates, fonctions qui demandent chez celui qui les exerce des antécédents sans reproches et une honorabilité à toute épreuve, avait contre lui le poids d'une accusation criminelle pour tentative d'assassinat et blessures qu'il fit en 1874 à Sebastian Lopez; et comme si cela n'était pas encore

assez, en 1875 il fut formé contre la personne de ce même juge un autre procès criminel pour vol d'argent et autres objets de la propriété du docteur Manuel Maria Berazain.

»Et dans ce cas, je regrette de le dire à V. E. je ne trouve pas même de circonstances atténuantes dans une supposée ignorance des notes infamantes qui faisaient de ce juge un juge impossible, parce qu'elles sont de fraiche date, et que le nom du criminel avec celui d'autres délinquants était consigné par ordre du tribunal supérieur de Cobija, dans le registre de la Prison Publique de cette ville.

»Ce fait et d'autres que je pourrais citer à V. E. la convaincront sans doute que la situation des chiliens dans cette région est grandement malheureuse et incertaine.»

Il n'était pas possible que durât plus longtemps un état de choses qui présentait pour la colonie chilienne tout genre de périls. Ses pétitions au Gouvernement de La Paz, a trois cents lieues de distance du théâtre des événements, ne lui permettaient pas de fonder des espérances de réparation. On pensa alors à la formation d'une societé à laquelle on donna le nom de La Patria, dont le programme, livré à la publicité, résumait les projets des associés qui n'étaient autres que de s'assurer une protection mutuelle, des secours aux malades et de l'occupation à ceux qui en manquaient. Les associés se compromettaient, en outre, à soumettre toute question commerciale au sujet des mines ou personnelles qui s'élevèrait entre eux à la décision d'un jury d'arbitrage, nommé du sein même de la société. Ils s'engageaient aussi à ne pas se mêler de la politique du pays ni de la croyance religieuse d'aucun des membres.

Dans ce programme qui, répondant á un sentiment humanitaire et fraternel, satisfaisait en même temps une nécessité impérieuse, créant une mesure de sauvegarde, on prit un soin spécial de ne point blesser la susceptibilité des fonctionnaires de Bolivie. Il n'imprima pas à la société le cachet d'une nationalité exclusive; loin de là, il appela à en former partie autant les chiliens que les boliviens et les étrangers. Mieux encore; il insinua au Sous-préfet que le directoire avait la pensée de le nommer membre honoraire de la Société.

Sensible à ces sentiments, le Sous-préfet de Caracoles disait en réponse:

«Aussi enthousiaste que qui que ce soit pour toute Société bienfaisante et morale qui s'établit, je fais des vœux pour que celle que vous proposez de former, soit avantageuse pour cet industrieux pays de mines.»

Les chiliens se flattaient d'avoir éloigné une des causes les plus

graves de leur mauvaise situation par la formation de cette Société et rien ne leur faisait présumer que bientôt ils seraient l'objet d'une persécution odieuse et sèvère. Ils considéraient que le droit d'association, que la Constitution de Bolivie accorde sans exception ni distinction à tous ses habitants, ne leur serait pas refusé et qu'ils pourraient compter sur cette précieuse garantie que les peuples libres offrent toujours à ceux qui foulent leur sol.

«Cette croyance, ajoutait le Gouvernement du Chili dans la dite dépêche, a dû, cependant, se sentir considérablement affaiblie, en vue d'une note que V. S. a dirigée à monsieur le Préfet du Littoral le 7 décembre dernier et dans laquelle il est recommandé aux autorités d'employer des mesures exceptionnelles de rigueur contre les membres de la Société «La Patria,» dans lesquels V. S. voit surement, non d'honnêtes individus qui, dans la mesure de leurs forces et en usage de leur droit, coopèrent au progrès commun, mais des éléments dangereux qu'il convient d'éloigner du territoire bolivien, même sans forme judiciaire ou en les soumettant à une procédure exceptionnelle, comme on assure que cela est déjà arrivé. Et cela est d'autant plus grave que pour adresser cette recommendation, V. S. se rapporte à de simples tendances et non à un acte quelconque déterminé et concret, comme si les intentions et les projets pouvaient être l'objet d'une procédure criminelle.

"Mon Gouvernement ne réussit pas à s'expliquer, Monsieur le Ministre, quel genre de considérants a pu conseiller contre les fils de cette République une semblable ligne de conduite qui parait constituer une hostilité systématique destinée á leur rendre, s'il est possible, leur séjour en ce pays excessivement pénible.

V. E. a vu que l'on a mis leur fortune, leur honneur et leur vie dans des mains criminelles, et quand pour ce motif, qui ne peut être plus justifiable, ils ont résolu de terminer leurs différents par des juges arbitres choisis par eux-mêmes, on les poursuit et on les menace de l'expulsion du territoire. On prétend nier déjà à nos nationaux non seulement l'exercice légitime du droit d'association, mais encore la faculté naturelle que tous possèdent de soumettre à la sentence de tiers leurs querelles particulières. V. E. conviendra avec moi que l'on ne peut porter plus loin cette prévention injustifiable contre la nationalité chilienne.

"Pour justifier cette manière d'agir, on feint de voir dans la résolution des chiliens une offense à la magistrature bolivienne et l'on ne remarque pas que ce respect ne s'impose pas par la violence mais qu'on en fait la conquête par l'élévation, l'honorabilité et la droiture du magistrat. Le droit de soumettre leurs jugements et leurs différents à la décision d'arbitres, non seulement repose

sur la législation civile de tous les pays, mais il a la double sanction de la pratique et des lois internationales. La plus grande partie des réglements consulaires, comme le sait V. E., recommandent aux Consuls de conseiller à leurs concitoyens de terminer leurs différends sans recourir aux tribunaux de la localité, et beaucoup constituent les propres Consuls en juges arbitres. Je n'ai pas besoin de rappeler à V. E. que l'origine même des Consuls ne fut autre que la faculté que quelques souverains accordaient volontairement aux étrangers commerçants qui arrivaient dans leurs ports ou établissements, de constituer un juge de leur nation qui décidât leurs procès, conformément aux lois de leur mère patrie.

"Si la sòciété "La Patria" a pu naître à l'abri de la Constitution de cette République; si elle doit exercer son action dans une sphère permise et garantie par les lois, sans offenser l'administration de la justice; le droit qu'elle a pour exister, et même pour être protégée, est encore plus parfait, si l'on se rappelle les antécédents judiciaires que j'ai eu l'honneur d'exposer.

"Les chiliens, vexés en leurs personnes, préjudiciés dans leurs intérêts, sollicitaient dans leur angoisse l'intervention consulaire du Chili. Le Préfet d'Antofagasta, dans son hostilité déclarée envers les membres de la société "La Patria", faisait citer le président et le trésorier, qui résidaient à Caracoles, pour que, abandonnant leurs affaires, ils allassent, parcourant une distance de quarante lieues, donner des explications au sujet de la dite société, décision complétement inutile du moment que par le Sous-Préfet de Caracoles il lui était facile d'obtenir tous les renseignements dont il pouvait avoir besoin.

L'intervention consulaire que ces événements rendirent nécessaire, vint démontrer aussi que les autorités subalternes du Littoral avaient méconnu les attributions et les devoirs de ces fonctionnaires. Le Consul du Chili à Caracoles interrogeait adroitement le Sous-Préfet sur l'authenticité de l'ordre que l'on disait avoir été expédie par le Préfet d'Antofagasta et par son intermédiaire, disposant que le Président et le trésorier de la société "La Patria" allassent dans ce port, et le dit Sous-Préfet après avoir refusé sous quelques prétextes de satisfaire la courtoise sollicitude du Consulat chilien, transcrivit à ce dernier, à la date du 11 décembre, la note suivante du Préfet d'Antofagasta, dans laquelle on méconnaissait aux Consuls le droit de protéger leurs nationaux injustement offensés.

"Cette Préfecture ne pouvant, disait cette note, reconnaître à monsieur le Consul du Chili, ni même à monsieur le Consul Général, la faculté d'intervenir en affaires qui ne soient pas purement

et simplement commerciales, qui leur soient expressément recommandées par les traîtés avec les pays où ils résident, je dois rappeler à monsieur le Consul du Chili les principes et les règles générales du droit international qui défendent aux Consuls de s'ingérer dans les affaires qui, comme celle des messieurs Palazuelos et Lichtenstein, chilien l'un et allemand l'autre, serait seulement l'objet d'une réclamation diplomatique, *puisque les Consuls n'ont pas faculté pour admettre les protestations de leurs concitoyens contre les actes d'une autorité du pays où ils sont soumis à ses lois.* Je rends compte à mon Gouvernement de ce procédé inusité pour que, par l'entremise convenable, il demande à celui du Chili que messieurs les Consuls se circonscrivent dans leurs relations officielles avec l'autorité politique de ce département aux règles établies par le droit des gens pour des cas semblables et qu'ils ne sortent pas du cercle des attributions que leur prescrivent le droit et les pratiques généralement acceptées entre les nations.»

Cette conduite du Préfet d'Antofagasta était d'autant plus incompréhensible, que le Cabinet de La Paz avait déclaré, un mois auparavant, dans une circulaire du 16 novembre, dirigée à ses consuls à l'étranger, des théories complétement opposées. Il disait dans cette circulaire: «Le Gouvernement ne peut voir avec indifférence que ses nationaux résidant en pays étranger soient poursuivis, emprisonnés, et victimes, sans que pour cela, comme il est arrivé en certains lieux, on n'observe non seulement les principes de réciprocité établis par le Droit International, ni même les lois de l'humanité ni les lois communes de l'Etat.» Et en terminant il ajoutait- «Ce qui précède, monsieur le Consul, m'oblige à me diriger à vous pour vous recommander que pour l'observation des conventions que Bolivie a contractées avec les Etats étrangers et en vue des lois protectrices, du droit international qui régissent, faute de traîtés, tous les peuples civilisés, vous vous efforcie de *prêter la protection la plus décidée et la plus efficace aux nationaux boliviens résidant sur ce point, faisant en faveur de ceux-ci devant le Gouvernement de cette nation les réclamations qui dans l'espèce seraient nécessaires*, donnant avis opportun au Gouvernement de cette République, afin qu'il puisse demander les réparations que la justice exige des illustres Gouvernements avec lesquels Bolivie maintient heureusement des relations de franche et loyale amitié.»

Pendant que le Gouvernement de Bolivie, dans la circulaire transcrite, déclarait que les Consuls devaient prêter une protection décidée aux nationaux blessés dans leurs droits, le Préfet d'Antofagasta annonçait de son côté qu'ils n'avaient pas même faculté pour accepter les déclarations de leurs plaintes. Le Gou-

vernement de Bolivie leur exagérait la convenance de réclamer devant le Gouvernement même de la nation contre les vexations dont on les rendait l'objet, et le Préfet, connaissant la pensée de son Gouvernement assurait, cependant, qu'il ne leur était pas même permis de réclamer devant les autorités subalternes.

Ces faits prouvent qu'il existait une profonde perturbation dans les branches de l'administration de Bolivie, due, sans doute, comme j'ai déjà eu l'honneur de l'exposer, au manque d'instruction de ses agents et à l'immense distance qui séparait les autorités de La Paz de celles du Littoral.

Le Gouvernement du Chili, déplorant la regrettable situation que de blâmables procédés des autorités boliviennes avaient créée pour les enfants de cepays, ne sentait pas que cela fut suffisant encore pour affaiblir ses sentiments de conciliation et de bienveillance envers la République de Bolivie.

En terminant la dépêche qui contenait la narration des événements dont je m'occupe, il consignait ces paroles: «De la part du Gouvernement du Chili, qui ne veut voir dans la Bolivie qu'un pays ami et de frères, et avec lequel il désire maintenir toujours et reserrer les relations les plus cordiales de fraternité, on fera immédiatement tous les efforts possibles pour que la paix et l' amitié jusqu'à ce jour existantes ne s'altèrent ni ne s'affaiblissent, espérant en même temps pour atteindre ce but, que ses citoyens résidant en Bolivie doivent être sujets au droit commun impartialement appliqué; que la société la Patria, tant qu'elle ne sortira pas du cercle qu'elle même s'est tracé dans son programme, tant qu'elle n'enfreindra pas les lois ni n'attaquera aucun droit, doit jouir de la protection qu'on ne lui peut nier sans établir une exception odieuse contre elle; que les fonctionnaires consulaires du Chili ne verront pas entraver leur action au profit de leurs nationaux, toutes les fois qu'ils seront victimes de quelque vexation ou injustice.

Les raisonnables observations du Gouvernement du Chili n'obtinrent aucune réponse de celuî de Bolivie, jusqu'à ce que, après plusieurs mois, il devint nécessaire d'envoyer un Ministre à La Paz, lequel obtint quelques décisions tranquillisantes et le changement de plusieurs fonctionnaires du Littoral. Cela rendit pour le moment un peu de repos à la colonie chilienne.

VII

Pendant ce temps, dès les premiers mois de l'année dernière apparut d'une manière évidente l'intention délibérée du Gou'

vernement de Bolivie de porter atteinte aux garanties et de rendre illusoire celles que l'article IV du Traîté de 1874 assurait sur le Littoral et dans le désert d'Atacama aux chiliens, à leurs capitaux et industries.

A Antogasta, sous prêtexte de prendre soin du service de la communauté, on dictait ou on modifiait d'une manière onéreuse et on mettaît en vigueur contre nos nationaux, employant parfois une excessine rigueur, divers impôts, qu'on désignait sous le nom de *droit additionnel*, contribution de lest et d'éclairage, qui violaient ouvertement et clairement la lettre et l'esprit de l'article IV dudit Traîté. Dans le but de frustrer cette garantie apparaissait une loi dictée par l'Assemblée de Bolivie le 14 février 1878 et promulguée par le Gouvernement le 23 du même mois. Cette loi ordonnait que la Compagnie Chilienne de Salpêtres et Chemin de fer d' Antofagasta devait payer un impôt *minimun* de dix sous par quintal de salpêtre exporté. De cette manière, l'Assemblée laissant le chemin ouvert pour l'augmentation de l'impôt, que l'on fixait à ce moment à dix sous, à vingt, à cinquante, au taux que la convoitise ou le besoin indiquerait, portait un coup violent et injuste, et pour plus tard menaçait de mort l'une des entreprises chiliennes qui pendant dix ans avait lutté avec le plus d'obstination dans le désert, qui avait inverti beaucoup de millions de piastres, et qui était l'origine et la vie de villes actuellement florissantes.

Que V. E. me permette de raconter brièvement l'origine des droits de la Société industrielle connue sous le nom de Compagnie de Salpêtres et Chemin de fer d'Antofagasta.

Deux citoyens chiliens, désirant exploiter certains dépôts de borax et de salpêtre qu'ils avaient découverts dans le désert, sollicitèrent et obtinrent du Gouvernement de Bolivie, pendant les années 66 et 68, la faveur d'un terrain nécessaire pour cet objet, le privilége exclusif pour quinze ans pour l'élaboration et la libre exportation du salpêtre et autres con cessions relatives au projet, primitif de leurs entreprises. En compensation, ceux-ci devaient verser dans les caisses de l'Etat la somme de dix-mille piastres, construire à leurs frais un débarcadaire à Antofagasta, et un grand chemin de vingt-cinq lieues, qui, partant du port, devait se prolonger à l'intérieur par le désert, établissant dans le parcours, de distance en distance, les aiguades convenables, des logements pour voyageurs et autres commodités.

Il est constaté que la somme mentionnée de dix mille piastres fut ponctuellentent comptée à la trésorerie de Bolivie et que le débarcadaire comme le chemin de charrettes avec leurs annexes

et accessoires furent livrés avant le terme fixé, à la satisfaction du Gouvernement de cette République.

Pendant ce temps un mouvement révolutionnaire renversa en 1871 l'administration qui avait accordé ces concessions rémunérées, et le nouveau chef de l'Etat, influencé par la vivacité des passions produites par la utte, expédia plusieurs décrets tendant à annuler les actes de l'administration tombée. Par un de ces décrets on déclarait illicites et sans valeur les concessions de terrains de salpêtre et de borax faîtes par l'administration antérieure; et on accordait seulement le droît de retrait en faveur des personnes qui auraient obtenu de telles concessions, toutefois qu'elles se présentassent comme enchérisseurs dans les ventes publiques à l'encan où, suivant ce décret, devaient être nouvellement adjugées les possessions ou lots des dépôts qui contenaient les dites substances.

La Légation du Chili crut devoir réclamer alors contre cette mesure qui blessait des intérêts d'aussi grande importance et qui, dans son opinion, ne pouvait être appliquée sans une évidente injustice à des industriels étrangers qui, éloignés de la politique intérieure, consacraient á un travail pacifique leur activité et leurs capitaux, confiants dans le caractère sérieux et la justice des Gouvernements. Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères de Bolivie, répondant au représentant chilien, lui disait en mars 1872, que bien que le Gouvernement insistât dans l'annulation des actes officiels de l'administration passée, il conservait aussi le dessein d'excepter équitablement, avec connaissance de cause et au moyen de décisions particulières, ceux de ces concessionnaires *qui auraient mis en usage leurs priviléges, qui y aient des capitaux compromis et qui aient effectué des améliorations et des progrès au profit du pays dans les entreprises qu'ils auraient faites.*

L'entreprise des salpêtres réunissait donc toutes les conditions nécessaires pour garantir son existence.

Quelques mois plus tard, l'Assemblée Nationale de Bolivie dictait la loi du 22 novembre 1872 dont la partie dispositive dit:

«Art. I. Les réclamations des citoyens étrangers pour indemnisations provenant de concessions ou contrats célébrés avec le Gouvernement, seront portées devant la Cour Suprème de Justice, qui en connaîtra en jugement contentieux, le ministère public représentant les intérêts nationaux.

»Article II. Le Pouvoir Exécutif est autorisé à transiger sur indemnisation ou autres réclamations pendantes actuellement contre l'Etat soit par nationaux ou étrangers; et pour décider avec les parties intéressées la forme la plus convenable qu'elles devront

prendre pour remplir leurs obligations respectives, remettant ces affaires, seulement en cas de désaccord, à la décision de la Cour Suprème, avec obligation d'en rendre compte á la *prochaine législature.*

»Art. III. Les réclamations que la Cour Suprème trouvera justes, seront passées au Gouvernement avec la désignation de la quantité nette à laquelle s'élève le crédit.

»Art. IV. Le budget général désignera les fonds pour le paiement de ces indemnisations.»

D'accord avec l'article 2 de cette loi que l'exécutif se hâta de promulguer, le Gouvernement et le représentant autorisé de la Compagnie des Salpêtres préparèrent les bases d'une transaction qui mît, une fois pour toutes, un terme définitif aux difficultés existantes. Entre ces bases figurait le droit de l'entreprise pour exploiter librement les dépôts de salpêtres *pour une durce de quinze ans et celui d'exporter par le port d'Antofagasta les produits de son industrie, libre de toute obligation onéreuse fiscale ou municipale.*

Ensuite le Gouvernement lança un décret à la date du 27 novembre 1875, dans lequel on consignait un témoignage de justice pour la loyauté et la bonne foi de la Compagnie et dont la partie dispositive disait: «Sont acceptées par voie de transaction et en usage de l'autorisation que la loi du 22 novembre 1872 confère au pouvoir exécutif, les huit bases contenues dans la proposition antérieure, devenant nuls et sans aucun effet, les actes antérieurs qui sont en opposition avec elles.»

Deux jours plus tard, la trasanction approuvée fut rendue authentique par acte passé à Sucre le 20 novembre de cette année et fut enrégistré dans l' *Annuaire Officiel des lois de Bolivie.*

Les règlements entre la Compagnie des Salpêtres et le Gouvernement définitivement terminés, celui-ci se hâta d'en rendre compte à la legislature *immédiate*, comme le lui recommandait la loi du 22 novembre 1872, et il le fit dans les termes suivants à l'ouverture des sessions de 1874: «Les réclamations de cette maison dont on s'est occupé en 1872 ont été aussi transigées sous les conditions qui sont résumées dans la convention du 27 novembre 1873. Les représentants de ladite maisons les ont acceptées. *Reste ainsi décidée irrévocablement une question odieuse, qui a compromis longtemps devant l'opinion la probité du Gouvernement, rendant dépendants de sa discussion le sort des gros capitaux que les entrepreneurs ont déboursés pour établir dans le désert d' Atacama l' industrie des salpêtres sur une grande échelle.*»

L'Assemblée Nationale de 1874 prit connaissance de la tran-

saction et avec cette mesure fut remplie l'obligation de rendre compte que la dite loi imposa à l'exécutif.

Vint enfin le traité du 6 asût 1874, et l'on y établit, comme nous l'avons vu, que les personnes, les industries et les capitaux chiliens ne seraient, pendant vingt cinq ans, sujets à d'autres contributions, de quelque espèce que ce fût, qu' à celles qui existaient au moment.

Rien ne pouvait justifier une crainte et la Compagnie des Salpêtres se livrait tranquille et sans inquiétude à l'exploitation de l'industrie á laquelle elle s'était consacrée. Quatre ans s'écoulèrent ainsi sans que personne pensât méconnaître ou affaiblir les droits de cette entreprise, qui, seulement dans la dernière époque commençait à percevoir la rétribution matérielle de ses longs sacrifices et des grands capitaux qu' elle avait enfouis dans le désert.

A l'improviste, et quand on pouvait le moins s'y attendre, on apprend avec surprise que l'Assemblée de Bolivie a dicté à la date du 14 février 1878 une loi conçue dans les termes suivants:

«Article unique: La transaction passée par l'exécutif le 27 novembre 1873 avec le représentant de la Compagnie Anonyme des Salpêtres et Chemin de fer d'Antofagasta est approuvée, à la condition de rendre effectif comme *minimum* un impôt de dix sous par quintal de salpêtre exporté. Communication en sera donnée au Pouvoir Exécutif pour son effet et accomplissment.» Cette loi fut sanctionnée par le Gouvernement le 23 du même mois.

La Légation du Chili se hâta de representer au cabinet de La Paz les très-graves observations auxquelles se prêtait cette résolution qui non seulement venait frapper avec une remarquable injustice des intéréts pacifiques qui vivaient à l' abri de titres légaux et de la probité du pays, mais qui était aussi une flagrante et évidente violation du traîté en vigueur entre les deux Républiques et à la date du 2 juillet elle adressa une note consignant par écrit les réflections faites antérieurement dans des conférences verbales. Cette dépêche ne reçut point de réponse, mais le Ministre du Chili obtint de monsieur le Ministre des Finances l'assurance que la loi, que lui-même trouvait d'une conséquence fâcheuse, serait suspendue jusqu' à trouver une solution correcte et prudente de la difficulté.

Après plusieurs observations, le Ministre chilien appelait l'attention du Cabinet de La Paz sur un antécedent important et décisif qui prouve l'opinion de ce Gouvernement sur les droits acquis par la Compagnie de Salpêtres et l'application pratique du traité de 1874. Notre ministre disait dans la note en question: «La Municipalité d'Antofagasta s'étant adressée à monsieur le

Président du Conseil d'Etat par lettre officielle du 4 mai 1875, sollicitant qu' on imposât à la Compagnie de Salpêtres une contribution municipale de quinze centimes par quintal de salpêtre exporté, et se fondant pour cela, entre autres considérants que le Gouvernement Suprême avait déclaré que la Compagnie n'était par exempte de droits municipaux, cette sollicitude fut envoyée pour renseignements au Conseil Départemental de Cobija, par décret du 9 juin de la même année, daté de Sucre et signé par monsieur Reyes Ortiz, aujourd' hui Ministre de la Justice, et alors Président du Conseil d'Etat. Le Conseil Départamental déclara que la sollicitude devait être repoussée parce qu' elle était en contradiction avec l'article IV de la transaction signée entre le Suprême Gouvernement et la Compagnie le 27 novembre 1873, dans laquelle il est stipulé que le salpêtre qui s'exporte est libre de tont droit d'exportation et de toute autre obligation onéreuse fiscale ou municipale» et en outre, parce que «le traîté de limites avec le Chili est aussi en vigueur et qu'il défend de recouvrer snr le Littoral de nouvelles contributions.» En vue de ce rapport et des raisons sur lesquelles il s'appuie, on lança à Sucre le décret de 27 août qui déclare illégale la contribution qu' il s'agissait d'établir.»

Au commencement de novembre il parvint à la connaissance du Gouvernement du Chili des rapports dignes de foi que la Bolivie persistait de nouveau à effectuer l'impôt en question. Sans perte de temps et le 8 du même mois il transmet ces nouvelles et ces craintes à la Légation chilienne, lui exagérant le besoin d'éviter que se consomme cet acte attentatoire. Après avoir insisté sur la justice de nos droits, cette note ajoutait:

"Il devient, donc, nécessaire pour éviter de graves embarras que vous vous dirigiez à monsieur le Ministre des Affaires Etrangères, pour lui donner lecture de cette note et lui en laisser copie s'il était à propos et que vous lui déclariez que mon Gouvernement ne croit pas un seul instant que celui de Bolivie persiste dans l'établissement d'une contribution comme celle dont il s'agit parce qu'elle est ouvertement contraire à la lettre et à l'esprit du pacte du 6 août 1874.

«L'augmentation de la contribution connue sous le nom de «droit additionnel» que perçoit la compagnie des embarcations, les modifications onéreuses de l'impôt du lest en faveur de la Municipalité et enfin la contribution d'éclairage qu'en ce moment on rend effective à Antofagasta, sont également contraires à ce pacte.

«Mon Gouvernement, par les motifs énoncés, ne peut voir avec indifférence ces transgressions du pacte de 1874 et croit convenable que vous demandiez à celui de Bolivie la suspension définitive de toute contribution postérieure à l'existence du traîté

comme aussi de toute modification onéreuse introduite dans les contributions existentes antérieurement à cette date. Le refus du Gouvernement de Bolivie d'admettre une réclamation aussi juste qu'évidente, placerait le mien dans le cas de déclarer nul le traîté de limites qui nous lie avec ce pays et des conséquences de cette déclaration douloureuse, mais absolument justifiée et nécessaire, serait exclusivement responsable la partie qui aurait cessé d'accomplir le pacte.»

Le Ministre du Chili à la Paz avait déjà connaissance des projets que nourrissait le Gouvernement de Bolivie, et avant de recevoir la note transcrite en partie plus haut, il avait sollicité et obtenu de Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères une audience qui eut lieu le 25 novembre. Le représentant chilien y exposa toutes les considérations qui, suivant l'opinion du Gouvernement du Chili, rendaient injustifiables le recouvrement de l'impôt; mais monsieur le Ministre des Affaires Etrangères et ses collègues de l'Intérieur et des Finances, qui se trouvaient présents, persistaient dans la résolution de le rendre effectif. Sans arriver à aucun résultat la conférence fut terminée, devant se réunir trois jours plus tard pour s'occuper du même objet. Le 28 novembre eut lieu en effet la conférence projetée et messieurs les ministres y déclarèrent au représentant chilien qu'après avoir parlé avec S. E. le Président, il avait été convenu en Conseil de Cabinet de mettre de suite le dit impôt en recouvrement. Le diplomate chilien ne put dissimuler son étonnement devant cette résolution qu'il considérait inconciliable avec la promesse que lui avait faite le Ministre des Finances en personne, monsieur Medina, absent à cette époque, qu'on ne procédérait pas à la perception de l'impôt avant que se décidât la démarche diplomatique pendante, et incompatible avec les principes les plus élémentaires du Droit International, et avec la courtoisie que le Chili, pays ami, avait le droit d'attendre de Bolivie, car jusqu' à cette époque il n'avait pas même reçu de réponse à la note que cinq mois anparavant il avait présentée démontrant les puissants fondements qui empêchaient le Chili d'accepter cette contribution comme légitime.

Le Cabinet de La Paz ayant insisté à rendre l'impôt immédiatement effectif, le Ministre du Chili lui donna lecture de la note du 8 novembre qu'il venait de recevoir, et qui lui avait été adressée dans ce but, et il annonça que si l'on insistait à exécuter cette décision, le Gouvernement du Chili croirait qu'ils considéraient le Traîté de 1874 comme rompu et prendrait de son côté les mesures nécessaires à la nouvelle situation, que l'on allait créer sans qu'il y eut de sa faute.

Messieurs les ministres annoncèrent alors qu'ils parleraient de nouveau avec S. E. le Président et comme le représentant chilien observait qu'il lui fallait une réponse catégorique sur cette occurence, avant le départ du courrier, qui aurait lieu quatre heures plus tard, il regarda comme conclue cette seconde conférénce.

Une heure après le Chef du bureau des Affaires Etrangères se présentait à la Légation chilienne pour faire connaître que le Ministère avait résolu de suspendre toute mesure jusqu' à ce que la réponse á la note du 2 juillet eut été remise dans les mains du Ministre de notre République.

Le 13 décembre notre Ministre à La Paz recevait, en réponse à sa dépêche du 2 juillet, une note de monsieur le Ministre des Affaires Etrangères de Bolivie, destinée à lui présenter une copie du rapport que monsieur le Ministre des Finances lui avait passé au sujet de la réclamation chilienne, et à lui communiquer qu'en vertu des considérants exposés dans le dit informe, son Gouvernement croyait de son devoir d'ordonner l'exécution de la loi quí grévait d'un impôt la Compagnie de Salpêtres.

Le représentant du Chili ayant demandé à monsieur le Ministre de Bolivie si l'ordre d'exécuter la loi avait été déjà expédié ou si l'on attendait pour cela que le Gouvernement chilien connût la note du 13 décembre, celui-ci répondit. à la date du 18 du même mois, que le dit ordre avait été expédié et serait porté à sa destination par le courrier du lendemain.

Il n'était plus permis de douter que la Bolivie ne fût résolue à méconnaître ses obligations et à occasionner un sérieux conflit. Les efforts du Gouvernement chilien et de son représentant avaient été inutiles pour l'éviter. A la réclamation prudente, modérée et amicale du Ministre du Chili, on répondait après cinq mois par la notification étrange et par trop impolie que la loi du 14 février serait immediatement mise à exécution. On ne jugea pas à propos d'attendre au moins que le Gouvernement du Chili prît connaissance de l'offense qu'on lui faisait, et on chercha avec une rare précipitation à rendre entièrement impossible l'emploi de moyens de conciliation. L'article 2 du protocole additionnel du Traité de 1874 établit l'arbitrage pour le cas où surgiraient des difficultés sur l'intelligence et l'application de ses dispositions; et le Gouvernement de Bolivie, craignan peut-être que le Chili ne fit appel à cet arbitrage sauveur, se hâta de créer une situation qui le rendît inacceptable.

Il résout, selon les inspirations de sa propre convenance, les obligations d'un contrat synallagmatique; et partie intéressée, il s'érige en juge exclusif pour en interpréter les dispositions; dédaigne les observations de son contradicteur, et au méprís de ses

réclamations et de ses protestations, ordonne que l'on exécute son ordre avec des démonstrations de rigueur inutile.

Aprés avoir consommé l'attentat et sacrifié les plus évidentes considerations de justice et de conrtoisie internationale, le Gouvernement de Bolivie se rappelle l'opportunité que, selon lui, il y aurait à chercher la solution dans l'arbitrage. Le Ministre du Chili, d'accord avec les instructions reçues par note du 3 janvier, accepte encore l'arbitrage et réprime, par déférence pour l'amìtié et l'harmonie de deux peuples frères, la resistance naturelle qu'il éprouve pour traîter avec un Gouvernement qui oubliait, avec intention positive, le respect que se doivent les peuples civilisés. Le représentant du Chili demandait une seule chose pour accepter l'arbitrage: la suspension des procédés exécutifs que l'on continuait par ordre du Gouvernemeet contre la Compagie de Salpêtres, à laquelle on réclamait plus de quatre-vingt-dix mille piastres, somme à laquelle on faisait monter le total de la contribution imposée par la loi du 14 février, et la remise en état des choses comme elles existaient avant l'exécution de cette loi. Sans cette condition, l'arbitre n'aurait pas à se prononcer au sujet du sens et de l'application que l'on devait donner à l'article 4 du Traîté, mais sur des faits réalisés comme irrévocables et dont la réparation serait difficile et peut-être impossible. «Mon Gouvernement, disait en cette occasion le Ministre du Chili, me recommande de démontrer à celui de V. E. qu'en acceptant l'indication qui m'a été faite, il ets disposé á continuer la discussion interrompue par l'arbitrage, dans le cas où un arrangement direct serait impossible.

«Mais mon Gouvernement agit ainsi dans la persuasion que celui de V. E. se propose de son côté de donner des ordres immédiats pour que l'on suspende l'exécution de la loi et que l'on rétablisse les choses en l'état où elles se trouvaient avant le décret du 18 décembre, car c'est là une conséquence logique de la proposition d'arbitrage faite par V. E. Bolivie a contrarié les stipulations du traité de 1874, en innovant en 1879 le système tributaire existant sur le Littoral à la date de ce pacte; par conséquent, la suspension du décret qui a ordonné de mettre en vigueur le nouvel impôt, est une nécessité essentielle et préalable pour reprendre la discussion ou pour initier les démarches qui mèneront à la constitution du tribunal arbitral.

«Mais cette situation incertaine et pleine de dangers ne peut se prolonger plus longtemps sans occasionner des préjudices considérables aux deux pays; une telle incertitude doit disparaître au plus tôt, et pour cela il faut que le Gouvernement de Bolivie fasse connaître sa pensée le plus tôt possible. Je prie donc V. E. quelle que soit la résolution définitive que le Gouvernement adopte en

vertu de la présente note, de vouloir bien me la communiquer avant le 23 du courant, parce que ce jour là je dois la transmettre à mon Gouvernement, qui attend avec un vif intérêt le dénouement de cette très-grave question.»

Le représentant du Chili attendit en vain jusqu' au 24 décembre la réponse sollicitée du Gouvernement de Bolivie: il l'attendit encore jusqu' au 30 de ce mois; mais elle ne devait arriver ni alors ni plus tard. Il semblait qu' après reflexion on eût décidé de pousser à un terme incroyable la série de procédés de provocations contre le Chili et d'outrages à sa dignité.

Au lieu d'accucillir sincèrement l'arbitrage ou de se prononcer clairement contre lui, le Gouvernement préfère maintenir le représentant du Chili dans un doute trompeur qui lui permette de réaliser sans entraves ses plans de spoliation sur le Littoral et adresse en ce sens des instructions secrètes aux autorités d'Antofagasta.

Le Gouvernement du Chili apprend avec étonnement que la Société des Salpêtres a vu saisir ses propriétés et ses établissements industriels, paraliser son action, alarmer ses deux mille ouvriers chiliens, que l'on menace de la privation de nourriture, finit enfin par recevoir la notification que le 14 février seront mises aux encherès publiques ses brillantes propriétés, fruit de dix années de continuels et coûteux sacrifices.

Enfin une dépêche télégraphique reçue de la Légation de Bolivie le 11 du courant, informe le Gouvernement du Chili que celui de cette République vient de lancer un décret dépouillant la Compagnie des Salpêtres de ses propriétés et de ses droîts, se déclarant maîtresse exclusive de ces biens qui valent peut-être plus de six millions de piastres.

A cet égard, V. E. doit observsr et être surpris qu'en dictant ce décret attentatoire de tout principe élémentaire de justice, le Cabinet de La Paz fait absolument abstraction de la réclamation articulée par le Chili et feint de croire avec une malicieuse préméditation qu'il a seulement à résoudre une question particulière entre le Gouvernement de Bolivie et la Compagnie de Salpêtres et Chemin de fer d'Antofagasta; et de plus, pour rendre l'offense plus vive, ce Gouvernement déclare qu'il suspend la loi qui impose à la société mentionnée un impôt sur l'exportation de salpêtres dans le même document où il se rend maître des dépôts de salpêtre.

V. E. doit s'étonner de nouveau en pensant que le Gouvernement de Bolivie a décidé politiquement et administrativement une difficulté qui dans le cas, ce qui est nié, d'avoir été purement et simplement particulier, était et doit être du ressort exclusif

des tribunaux de justice, et où il fallait que sa décision s'assujétît aux garanties tutelaires de la procédure judiciaire. Le Cabinet de La Paz ne semble respecter rien de cela; et violant les notions les plus primitives de la juriprudence universelle, il s'érige en juge ou en tribunal final et prononce un arrêt dans un contrat bilatéral où il parait comme partie contractante et où se trouve mêlée une grave question internationale.

La Chancellerie chilienne réclamait et demandait la suspension définitive des décrets sous influence desquels on prétendait exproprier, à titre d'impôt, l'industrie et le capital chiliens, contrevenant au pacte de 1874, et le Gouvernement de Bolivie suspend la spoliation partielle et l'ordonne en masse, puis se déclare maître et possesseur des biens de nos compatriotes invoquant seulement sa convoitise et son pouvoir. Et de plus, après que cet acte injustifiable est décidé, le Ministre chilien, maîtrisant les nobles inspirations de son âme, demande sa révocation et fait avec un zèle empressé des démarches pour obtenir que l'on se soumette au jugement d'arbitres sans pouvoir en venir à bout.

En présence de faits si inouïs que peut être n'a jamais enrégistré l'histoire des nations civilisées, il ne restait plus qu'un moyen pour sauver les intérêts chiliens et la dignité du pays.

S. E. Le Président ordonna, en conséquence, que quelques forces de mer et de terre se transportassent immédiatement au désert d'Atacama et arborassent le pavillon national sur les territoires qu'il possédait avant de négocier avec la Bolivie les traités que celle-ci vient de rompre avec des projets aussi défendus qu'hostiles.

Cinquante heures plus tard, la loi chilienne régnait sur cette région, plaçant sous sa protection les intérêts chiliens et étrangers, sans répandre une goutte ds sang et au milieu de l'enthousiasme patriotique des populations réunies.

Le Chili, prenant cette résolution, pense qu'il exerce des attributions inhérentes à sa souveraineté sans que les intérêts américains puissent se considérer affectés. Cette République qui a respecté ces intérêts avec un zèle généreux ne prétendra jamais les blesser; mais soutiendra toujours avec un esprit élevé ses droits et ses prérogatives de peuple indépendant et maître de ses actes.

La nation chilienne, amie de la conciliation, désireuse de maintenir la paix et l'union en Amérique a fait en leurfaveur tout ce qui a été possible et digne: un pacte solennel violé, ses réclamations amicales mises de côté d'une manière inusitée dans les relations internationales, convaincue que la Bolivie n'avait donné ni ne pouvait offrir à l'avenir des garanties efficaces à la

colonie chilienne qui avait créé des villes dans le désert, s'est vue dans l'obligation de revendiquer tous les droits qu'elle possédait tranquillement avant le pacte de 1866. et saura les conserver avec la fermeté qui est l'apanage de ses enfants quels que soient les événements qui surviendront.

Je profite de cette opportunité pour offrir à V. E. l'hommage des sentiments de haute considération avec lesquels je suis

Votre obéissant et dévoué serviteur

(Signé:)—ALEJANDRO FIERRO.

THE CUESTION

Between Chili and Bolivia.

EXPOSITION OF THE MINISTER

OF

FOREIGN RELATIONS OF CHILI

OF THE MOTIVES WHICH JUSTIFY THE RESUMPTION OF THE TERRITORY COMPRISED BETWEEN THE 23rd AND 24th PARALLEL OF SOUTH LATITUDE.

VALPARAISO:

PRINTINN OFFICE OF "LA PATRIA," NÚM. 16 CALLE DEL ALMENDRO.

1879

MOTIVE OF THIS PUBLICATION.

The conduct of the Government of Chili during the last critical period, violent and decisive as it is of the conflict in which we have been placed since more than twenty years, with the Republic of Bolivia, whether by the boundary question, or whether by the failure to fulfil the treaties of which that nation has been obstinately guilty presents a double aspect and has followed a double tendency.

It has been endeavored, with the most solicitous care, which some have stigmatized as debility, to spare the country the perturbation, and South América the scandal of a rupture between two states of the Continent and to preserve by dint of an attitude, prudent and contemporizing in the extreme, the sympathies of those cultivated nations with which we maintain relations of friendship and commerce; and on the other hand, while the measure of long suffering and tolerance has been filled to overflowing and while the nation has been obliged to recur to the employment of force in defence of its systematically violated rights; it has been one of the principal efforts of the Government to enlighten the opinion of neutral nations and place within the reach of friendly Chanceries and of their representatives at Santiago, historical documents and antecedents which justify the extreme measure to which Chili has found herself in the inavoidable necessity of adopting.

In the earliest days which followed the occupation of the coast, Hon. Alexander Fierro, Minister of Foreign Relations, notwihstandding the fact that the capital was at that season, almost deserted, proceeded to convoke the members of the foreign Diplomatic Corps and before this distinguished reunion, at which but few of the representatives of the friendly pewers were wanting, made with dignified frankness and polished courtesy a preliminary exposition of the origin and developement of our conflict with Bolivia and of the motives which have decided this country and its Government to restore the situation of the Coast to that point it occupied before the signature of the first of those treaties which Bolivia never resolved to respect in that part in which they were favorable to Chili.

The official gazette ("Diario Oficial") afterwards published an analagous exposition, conceived and drawn up with that calm and dignified spirit, and in that circumspect and respectful tone which characterize, even in the moments of the most violent and profound national excitement, all the documents emanating from the Chilian Chancery.

Not satisfied with all this, the Hon Minister of Foreign Relations has given a later and more finished form to the statements of facts and declarations of motives, of an official and authentic character, in the documents which it has addressed on the date of February 18th and entitled *Exposition* to the representatives of friendly nations.

The warlike preparations in which Chile has been occupied since the fourteenth of February and the effervescence natural to a civilized and hard-working country which finds itself obliged to bare the sword against one neighboring nations with which it has cultivated close relations of friendship, commerce and even alliance, during more than forty years, have not taken part in obscuring the clear fount of sound criticism, of the calm truthfulness and severe impartiality of the gentleman entrusted with our foreign relations. Mr. Fierro sets forth in the document to which we have referred, the history of the Chili-Bolivian difficulty with a tone of zealous patriotism, but not on that account capable of falsifying a single detail of intricate negotiations and vexatious events to the detriment of his adversary or to his own advantage. He narrates the sudden turns of the conflict wih the exactness and sobriety which is ordinarily employed in describing events which have occurred in foreign countries or at remote epochs. He avoids as far as posible harsh epithets and leaves to the distinguished and enlightened public whom he addresses, the task of commenting upon the malicious and crooked system of international proceeding of the Bolivian Government.

It will be difficult to find anything like them among the treaties and diplomatic relations of civilized nations. In 1866 Chili cedes to Bolivia, in exchange for certain fiscal advantages, a territory in which she exercised peaceable dominion; but Bolivia understands that she has engaged to observe the treaty solely in that part which is advantageous to her and astutely yet firmly avoids fulfilment of the obligations contracted. In 1873 Chili is a creditor of Bolivia, by virtue of solemn stipulations, for a large sum, and succeeds in getting her right acknowledged in the draught of a treaty; this draught is rejected by Bolivia without apparent motive. At last, Chili resolves in 1874, to condone this debt and to make the sacrifice of nearly all the advantages assured to her by the treaty of 1866. Instead of declaring openly and frankly that the compact is broken to which the contracting nation refuses to conform its conduct, with so much insolence and so much effrontery,t he celebrates with Bolivia a new treaty by which she formally renounces her legitimate pretentions and in which she only reserves tributary franchises for Chilian citizens established along the coast, their capital and industrial establishments. Even to this minimum of concessions solemnly stipulated Bolivia does not yield and Chili is a spectator during more than four years, of the cruel persecution of her sons,

of iniquities and injustices without number, a regular frantic revel of prevarications, spoliations and disorder both administrative and judicial, until at last, Bolivia by her law of impost on saltpetre and her attempt at spoliation in the matter of the saltpetre beds, overstepped the bounds of human patience, and the Government of Chili yielding to the vigorous national impulse and to her own convenience, made up its mind to disembarrass itself from treaties which Bolivia never wished to regard as reciprocal, and to return to that point whence, perchanance through imprudence in an unconsidered moment, it had wandered in 1866.

The narrative which is made *in extenso* by Mr. Fierro, the Minister for Foreign Affairs, of the sudden turns of this negotiation, alternatively sustained and interrupted, and exposed at every instant, during fifteen years, to explode violently; is interesting and instructive in the highest degree. Certain we are, that once having leaped the barrier which self-interestedness and unjust prejudice have piled against Chili beyond her Northern and Eastern boundaries, public opinion in South America and statesmen of all enlightened countries, will be found agreed to applaud the conduct observed by our Government, to wonder at the imperturbable long-sufferance with which she has borne injuries, wrongs and provocations during the long period of tolerance which preceded the just and energetic act of the fourteenth of February, and to deplore that the low trickery and rapacity of pettifoggers, should yet be the favorite models of international policy in the South American state which Bolivar founded, and to which he gave, if not boundaries and conditions of existence favorable to the development of its civilization, at least his name and the example of his glorious deeds.

The authors of the present publication have been desirous of co-operating to the extent of their abilities, to the patriotic purpose with which the Hon Minister of Foreign Relations of Chili has shown himself to be inspired throughout the course of a disagreeable and fruitless negotiation and a violent rupture. They, like this high functionary, are animated by the desire of causing the faithful and dispassionate relation of the antecedents of the future conflict with Bolivia, to reach the greatest number possible of impartial minds in foreign countries. They are penetrated, as is the director of the international policy of Chili, by the obligations of publicity which are imposed upon a civilized state, by its own sense of decorum and respect for the remaining nations with whom it is connected by close bonds of friendship and commerce, and moreover as they are fully and deeply persuaded that by pouring light, all the light possible, upon the matter, they are opening way for the complete justification of the proceedings of Chili to the knowledge of South America and the rest of the world.

The pamphlet form which we have given to the interesting Exposition of Hon. Alexander Fierro and to the series of notes with which we have thought convenient to accompany it, has for its object to keep as far as possible before the view of the foreign public, documents of immense political value which have hitherto been scattered through the fugitive pages of the newspaper press,

and make the reading of it easy and convenient, while reference to it shall be rendered more expeditious for men of letters and for statesmen. If we thereby succeed in rendering some service to science and to politics, and in facilitating the attainment of the legitimate aspirations and the noble desire for publicity which animates the Chilian Chancery, our hopes will be fulfilled and our wishes satisfied.

CIRCULAR

TO THE HONORABLE MINISTERS AND DIPLOMATIC AGENTS ACCREDITED TO CHILI.

Santiago, March 3d 1879.

Sir:

I have the honor of accompanying to your Excellency an Exposition of the motives which justify the recovery effected by Chili of the territory she possessed in the Desert of Atacama between parallels 23 *and* 24 *of South latitude.*

I entertain the confidence that the perusal of this plain narrative will produce in the mind of your Excellency the conviction that Chili in her relations with Bolivia, did not abandon the policy of moderation and considerate conduct, wich she so strongly admires, until she had exhausted all the resources in her power and imperilled the dignity of the nation and the valuable interests of her citizens residing in that territory.

The high and legitimate interest to which the Chilian Government aspires, that its international policy may be duly appreciated by those Governments whose friendship is to it an honor, and whose esteem it endeavors by unceasing efforts to deserve, has induced me to put in writing the exposition I now have the honor of placing in your Excellency's hands, begging that you will be pleased to bring the same to the knowledge of your enlightened Government.

I need not assure your Excellency, that your fellow countrymen will find in the territory in which the laws of Chili have once more resumed their empire, every guaranty for the protection of their persons and interests.

I avail myself of this opportunity to reiterate to your Excellency the expression of the sentiments of high consideration with which I remain,

Your Excellency's assured and obedient servant.

ALEXANDER FIERRO.

Republic of Chili.

Department of the Ministry of Foreign Affairs.

Santiago, February 18th 1879.

Mr Minister.

On the 12th of the present month, his Excellency the President of the Republic, ordered that Chilian forces should be transported to the coasts of the Desert of Atacama, in order to recover and occupy in the name of Chili, the territories she possessed there before adjusting with Bolivia the boundary treaties of 1866 and 1874.

The treaty of 1866 was annulled and disappeared on the celebration of that which bears the date of the sixth of August 1874, and this latter has just been abrogated by deliberate and persistent acts of the Government of Bolivia, acts which import not only the complete disacknowledgment of the obligations imposed upon her by that solemn compact but likewise an insult to the good faith and conciliatory spirit of Chili to which her national honor could not submit.

Having exhausted all the conciliatory expedients which her earnest desire for the tranquility of South America caused Chili to constantly employ, being scorned and disdained by Bolivia all the appeals that were directed to her for the fulfilment of obligations legally stipulated in the treaty of 1874, there remained no other resource for Chili but to again plant her flag in the territories of which, she had been owner and to return with it to numerous Chilian and foreign population and to their industrial establishments there implanted, that tranquility, that confidence and that welfare, of which they had been deprived by the Bolivian administration.

Chili, that loves the peace of South America almost as much as the tranquility of her own soil, and whose history and conduct has been ever characterized by temperance and moderation, has been

grieved to see, in her relations with Bolivia, her hopes of an amicable arrangement destroyed one after another, and herself placed, at last, in the painful necessity of seeking an end by the aid of force.

She would not be, however, completely, at ease, if, on taking this step, exacted at once by her conscience, her rights and her own dignity, she did not entertain the most intimate persuasion of finding in the calm and enlightened mind of your Excellency, the most ample and complete justification of her conduct.

Having received instructions to this effect from his Excellency, the President, I present Your Excellency's Government a brief and compendious review of the antecedents of the question and of the causes which have occasioned the late events.

The political emancipation of Spanish America having been consolidated, the new republics did not delay in fixing their attention upon the territories embraced by their respective nationalities, over which the empire of their laws should rule.

On the principle that the South American Republics had for their limits the same which corresponded to the colonial demarcations of which they were formed, it was easy for Chili to know how far toward the North the field extended upon which she should exercise her national activity.

For this purpose it was sufficient to interrogate history, to consult the written thought of the Spanish sovereigns, and to examine the acts of jurisdiction which had been the consequences of this manifestation of the supreme will.

This triple testimony does not permit doubt to be entertained that the southern boundary of Chili was, at least, the 23rd parallel of south latitude, or what is the same thing, that the coast and desert of Atacama to the bay of Mexillones inclusive, formed part of the territory of the Republic.

In this conviction, the President of the Republic sent to the legislative body a message dated the 13th of June 1842, in which the following words occur.

—«The utility of the substance called *guano* which from time immemorial has been used as a fertilizer for working lands on the coast of Perú, being acknowleged in Europe, I have thought it necessary to send a commision of exploration to examine *the coast comprehended between the port of Coquimbo and the hill of Mexillones*, for the purpose of discovering the existance *within the territory of the Republic* and guano beds, the working of which may produce a new branch of income to the public treasury; and although the result of the expedition did not fully correspond with the hopes that had been conceived, never-

theless from latitude 29° 35' to 23° 6', guano was found at sixteen points along the coast and on the neighboring islands, in more or less abundance, according to the localities in which those deposits exist».

There accompanied this message a bill declaring the guano-beds national property, and proposing some regulations for their being worked.

The bill having been approved and become a law of the Republic on the 31st of December in the same year, the Governnent of Chili learned afterwards with susprise that Bolivia exhibited, for the first time, pretensions to the desert of Atacama. Such pretensions had been disauthorized beforehand by the Chief Magistrate of that Republic, without any protest on the part of the other powers. General Santa Cruz had, in effect, said, in dictating the following decree, a few years previously, referring to Cobija; «The necessity of encouraging the *only port* in the Republic and bearing in mind that the want of funds to cover the expenses demanded by the projected works, renders useless all the means which the Government has adopted for the prompt realization of so interesting an object, I decree: Colonel Manuel Amaya is authorized to raise a loan of one hundred thousand dollars. . . .»

Later on, in a message dated August 6th 1833, General Santa Cruz, the President, said to the representatives of Bolivia, as follows.

«After your recess during the anterior legislature, I have complied with the promise which I then made you of visiting in person the coast province, wishing to duly fulfil your wishes and the law of the 12th of October of the last past year in favor of our only port, Cobija. . . . »

With antecedents such as these,it could not be regarded without a certain amount of wonder, that Bolivia should on its part manifest pretensions and exactions in direct opposition to the clear rights of Chili to the domain of the desert of Atacama, and whichi were, at the same time, incompatible with the convictions of the Supreme Magistrate of that Republic unequivocally expressed in the documents I have just cited.

The Government of however, being desirous of forming, in respect to this important question, an opinion that could be completely apart from the disturbing influences so apt to be created by national interest, undertook a careful examination of the archives, submitted to a lengthy examination the documents produced by either party, and made a calm comparison ot the titles whit which each nation sustained its respective rights.

This agreeable task served to strengthen and confirm the conviction which it had, that the coast and desert of Atacama up to the 23° parallel were evidently an integral part of the national territory.

Deploring the error into which the Government of Bolivia had fallen, when it claimed to fix the dividing limit between both countries athe mouth of a river called the Salado, the course of which, the geographers that it called to its support, mark out with a curious variety, sometimes as in the degree of 25° 30', sometimes in the 26th and even in the 27th, the Government of Chili, produced in confutation of these vague, indecisive and, not infrequently, contradictory proofs, titles of unanswerable value, from the probatory force of which, it believed it difficult for any dispassionate mind to withdraw itself.

It was, in truth, easy to show that since the middle of the fifteenth century up to the middle of the succeeding century, the most respectable writers and those who inspire the greatest amount of credit, such as Pedro Cieza de Leon in his work entitled «*First part of the Chronicle of Peru* (Primera parte de la crónica del Perú) published in 1553, the Inca Garcilasso de la Vega, a celebrated compiler of the traditions of that country, in his Commentaries, which, appeared in 1616; the jesuit Anello Oliva, who published a history of Peru, and others of equal fame,—are of one accord in affirming that the desert of Atacama formed part of Chile.

But, and apart from testimony of this nature, there are official documents which prove that the territory of the Republic extended to the 23rd parallel, and that in the territory extending towards the south, jurisdiction has been exercised by the authorities of Chili since the colonial times. It appears, therefore, by these documents, that some portions of territory having been discovered fit for cultivation, towards the degree of 24° 30', they were solicited 1879, by way of grace or donation, fron the Governor and Captain General of Chili, and by him granted to the discoverers. It also appears that Nuestra Señora bay, known under the name of Paposo, situated in 24° 30' thatis to say, in the middle of the desert, was, towards the end of last century, the centre of the commerce of the coast of Atacama and, the place of residence for nearly all the inhabitants of that region, Paposo, therefore, was the capital of a district which embraced all the district in which there were inhabitants and was governed by a judge appointed by the authorities of Chili. The royal orders of June 3rd 1801 and June 26th 1803, which are even more explicit, declare that Paposo was considered as the capital of all the coast and desert of Atacama

and that all that territory was subjected to the authorities of Santiago. The royal letters- patent of the 10th of October 1803, afterwards ordained that the desert of Atacama should be segregated from Chili and reincorporated wtich Peru, but these letters-patent never took effect, and only served to leave the fact established in a yet more unequivocal manner that that region had pertained to the Captaincy General of Chili in the colonial times, and that it continued afterwards forming part of the Republic.

It is well known that in 1789 there sailed from Cadiz a scientific expedition composed of the corvettes *Descubridora* and *Atrevida* commanded by Captains Malaspina and Bustamante. This commission, which the sovereign of Spain had entrusted to competent persons of well known ability, had for its principal object, the survey of the coast of South America. To assure the greatest fidelity and exactness in the labors entrusted to their charge, there were placed at the disposition of the chiefs of the expedition all the documents of the Department of the Indies which existed in the Spanish archives, and at the same timed a circular was despatched, dated, Madrid, Febrduary 5th 1787, giving orders to the Viceroys and Captains General of the New World, to aid and assist with all the elements at their disposal the mission of Captains Malaspina and Bustamante, and to give them free access to the valuable archives of the then suppressed Company of Jesus.

This expedition touched at Montevideo, doubled Cape Horn, and off Chiloe, commenced its survey of the coast of South America, northwards. The result of this expedition, prepared and provided with the most careful anxiety with all the elements necessary for attaining the accomplishment of its important object, was the spherical chart,—still preserved,—presented to the King of Spain by Don Juan de Lángara, Secretary of State and of Unisal Marine Affairs In this invaluable chart, whose importance is beyond discussion, the northern limit of Chili was designated at the 22rd parallel, and naturally assigns her, or recognized her dominion in, an extent of territory, greater than that she had peaceably possessed since the colonial epoch.

As one of the manifold proofs that I could adduce in support of the jurisdiction that Chili has always exdercised in that region, I do not consider it too much to observe that the Custom- House of Valparaiso alone, granted in fulfilment of the law of October 31st 1842, during the period elapsing from that date until the year 1857, one hundred and thirteen permits to different vessels of different nations, to load guano in Mexillones, Angamos, Santa-Maria and the various by ports of the coast of the Desert.

The manifestations of the sovereign will and the acts of jurisdiction exercised by Chili, during the two epochs of its political existence, over the desert of Atacama upto the 23rd parallel, could not find space, were they all set forth, within the narrow limits of this communication. While limiting myself to indicate but a few, I have ever borne in mind the consideration of not overtaxing the kind attention of your Excellency.

I am flattered, however, by the belief that they may have sufficed for your Excellency to be persuaded that it was not the part of Chili to leave as a gift to Bolivia, territories of which she considered herself owner and lawful possessor.

While Chili firmly sustained her rights of dominion and peaceable possession in the Desert up to the 23d parallel, she did not cease to seek with careful anxiety all the means that appeared becoming for the purpose of approaching a solution of the existing misunderstanding. The different steps taken with that purpose, did not conduce, however, to the desired result which was to have been expected and both Republics saw years pass by and the cordiality of their relations more and more estranged.

II

Events of the deepest gravity, of which the Pacific was the theatre in 1864, profoundly moved the tranquility of a great portion of the South American continent, awakening a lively and energetic sentiment of close union, before which Chili and Bolivia hastened to lay aside their past disagreements and to seal the boundary treaty of 1866.

Chili did not hesitate to sacrifice generously part of her rights, under the impulse of a spirit of sincere friendship,imagining that Bolivia would know how to appreciate and correspond to these exalted sentiments. She subscribed a compact which by its first article specifies «that the line of demarcation of the limits between Chili and Bolivia in the desert of Atacama, shall henceforeward be the 24th parallel of south latitude from the Pacific coast to the eastern limits of Chili, so that Chili on the north and Bolivia on the south, shal lhave possession and dominion of the territories extending from the beforementioned parallel of 24°, each of them being entitled to exercise in them all the acts of jurisdiction and sovereignty pertaining to the lord of the soil. The exact fixation of the line of demarcation shall be made by a commission of competent and skillful persons, one half of whose members shall be appointed by each one of the high contracting parties.»

By the second article it was agreed «that notwithstanding the territorial division stipulated in the preceding article, the Republic of Chili and the Republic of Bolivia shall divide between them by halves the products arising from the exploitation of the guano deposits discovered in Mexillones and such others of the same fertilizer that may be discovered in the territory comprehended betwen the 23rd and 25th degrees of south latitude, *as also the export duties which may be received upon the ores* extracted from the same space of territory which has just been specified.»

Article III establishes that «the Republic of Bolivia obliges itself to habilitate the bay and port of Mexillones by establishing at that point a Custom House with the number of employees required by the developement of industry and commerce. This custom house shall be the only fiscal office entitled to receive the proceeds and export duties on metals treated of in the preceding article. The Government of Chili shall have the right to appoint one or more fiscal employees, who, invested with a perfect right of vigilance, may intervene in the accounts of the entries of the aforesaid custom house at Mexillones and receive directly the aforesaid office, quarteryearly or in the way that may be stipulated by and between both nations, that portion of the profits corresponding to Chili referred to by the said recited article II. The Govenment of Bolivia shall have the same faculty whenever that of Chili, for the purpose of collecting and receiving the proceeds spoken of by the preceding article, shall establish some fiscal office in the territory comprehended betwen the 24th and 25th degrees.»

Article IV declared that «the products of the territory compredhended between the 24th and 25th degrees of south latitude, which may be taken out through the port of Mexillones, shall be free from all export duty; and the natural produce of Chili that may be introduced by the same ports, shall likewise be free from all import duty.»

By article V it was agreed that «the system of exploitation or sale of the guano and the export duties on the ores treated of in article II of this compact, shall be determined by mutual agreement of the high contracting parties, either by means of special conventions or in the form they may esteem most expedient and expeditious.»

By article VI it was agreed that «the contracting Republics bind themselves not to alienate their rights to the possession or dominion of the territory which they divide between themselves by the present treaty, in favor of any other nation, society or private individual. In case that either of them should desire to effect such alieuoiatn,

none but the othder contracting party can be the purchaser.»

And finally, by Article VII it was agreed that «in attention to the damage which the boundary question beween Chili and Bolivia has occasioned, as is notorious, to those individuals who, being associated, were the first in seriously working the guano beds of Mexillones, and whose works thereon were suspended by disposition of the authorities of Chili on the 17th of February 1873, the high contracting parties oblige themselves to give, in equity, to the aforesaid individuals, an indemnization ot eighty thousand dollars, payable with the ten per cent of the net products of the custom-house at Mexillones.»

These seven articles which form the treaty of 1866, and which I have taken care to transmit with perfect exactness, were not, as the Government of Chili expected, so many more links of union between both Republics.

Chili hastened to denude herself, on her part, of the possession which she maintained to the 23rd degree, with which Bolivia invested herself, and to appoint the commissioner who, in union with the appointee from that of the latter Republic, should fix in the desert of Atacama, the 24th parallel, the divisory limit between them, and the 23rd and 25th which formed by North and South, the zone of territory in the products of which they had a common participation.

While fulfilling loyally and honorably on her part the obligations imposed upon her by the treaty of 1866. Chili was very far from thinking that Bolivia would consider herself emancipated on her part from her own obligations. No long time elapsed, however, before a series of disagreeable events undertook to impress this sad conviction upon her.

Your Excellency is not unaware, perhaps, that in 1870 a Chilian citizen, impelled by the spirit of enterprise and yielding to a happy inspiration, penetrated the desert of Atacama and plucked from its bosom the secret of riches, which very soon attracted towards it a vigorous and sustained movement of Chilian immigration. The new colonists were not daunted by the difficulties and sacrifices of the enterprise; and by dint of fatiguing labor, saw arise the populations, now flourishing, of Antofagasta and Caracoles, which the people of Chili are able to exhibit as conquests of their labor and their constancy.

The importance of the recently discovered mineral district corresponded to the first expectations, and the current of Chilian capital soon opened a course for itself to the interior of the desert, to assist in divers forms, the purposes of an initiative as intelligent as it was energetic.

This great event impressed a greater importance upon the stipulations of the treaty of 1866, the fulfilment of which Chili commenced to claim unavailingly.

As I has ve had the honor of shewing you by transcribing the compact, of the abandonment by Chili voluntarily and conditionally of the 23rd degree, the following rights, among others, were clearly and exiplicitly recognized as hers by Bolivia on her part.

1st To reeive the half of the proceeds derived from the collection of the export-duty upon the ores that should be extracted from the territory comprehended between the 23d and 24th parallel (article II of the treaty.)

2nd To appoint one or more fiscal employees, who, invested with a perfect right of vigilance, should intervene in the accounts of the receipts of the custom house at Mexillones which the Government of Bolivia obliged itself to habilitate and maintain with the corresponding number of employees, and to receive directly and quarter-yearly, that part of the receipts appertaining to Chili, in conformity with article II (Article III of the treaty.)

The Government of Bolivia having been called upon to give faithful compliance to the treaty in this part, by handing over to Chili the half of the duties already received and which she continued to receive, which duties, in the estimation of Chili, represented a prodigious sum, because it was notorious that one single commercial house of Valparaiso, had paid into the custom-houses of the former Republic, the sum of twenty five thousand dollars, refused under futile and studied pretexts to accept the just demand made upon it, pretended from the first that the mineral district of Caracoles did not lie in territory under the participation in common, without producing any respectable reasons which would authorize such a supposition to the contrary, as to the rest to the decision of the scientific commissioners who had determined that territory by order of both Governments and comprehended within its boundaries the locality in which the mines are situated.

Nor was Chili more successful in her exigence that there should be accepted in the Autofagasta custom house in conformity with the existing treaty, the intervention of Chilian functionaries who shwld watch the operations of the Bolivian employees. Under the pretext that the exercise of this right would aggrieve the national sovereignty, the convention of 1866 became a dead letter, and the rights of Chili were converted into an irritating jest and she was openly despoiled of her indisputable property.

The secret springs of the resistance opposed to the inspection of

the offices receiving the funds, were revealed later on by the following words of a report which Mr. Virreira, a Bolivian employee, presented to the authorities of his country:—«In the custom house at Antofagasta it appears that chaos had been maintained purposely to avoid an inspection. No account whatever had existed until the present administrator opened the first books and accounts. The two first months of 1872 have no other account than a resumen or synopsis which the administrador Mr. H. Ortiz passed to his successor Mr. E. Zalles; the account of the second two months is also contained in another similar account of the business of the office. In Mexillones, although books of account are found, they are incomplete and do not even throw light upon the operations of the custom house, for the necessary documents are wanting.»

In the presence of these facts, breaking obligations solemnly agreed upon, and to a certain point offensive to the dignity of our country, the Government of Chili would have been perfectly justified in withdrawing its name from the treaty of 1866 and reoccupying the territory which it ceded only in virtue of conditions which the other party shewed the most tenacious perseverance in eluding.

But withal, the decided inclination to peace prevailed in the councils of the Government of Chili, and throwing all past contrarieties into oblivion, it resolved to attempt another amicable solution, and for this purpose accredited another extraordinary legation to Bolivia.

This started on the 10th of April 1872 to the place of its destination, and a month after commenced its mission. It did not cost the Chilian representative much trouble to make palpable to the Government of Bolivia the evident justice of the claims of which he was the bearer. *Apropos* of this, and after circumstantially relating to the Cabinet of Santiago the arguments adduced in a conference which took place on the 18th of May, the Chilian diplomate added in his despatch of the 20th of the same month, the following. «His Excellency the Minister knew the force of these arguments and gave me no reason which destroyed them, but he set forth to me in the clearest and most positive manner that in spite of all, Bolivia could not acept the partnership agreed upon in the treaty. Upon this point he would not yield in any way whatever. His Excellency believed this community inacceptable in all respects, for besides being unusual, it would be the cause of continual disagreements.»

It will thus be seen that the Government of Bolivia entertained he firm and unshaken resolution of not accepting the community

established by the existing treaty. In was indispensable to define in some method this situation, which, day after day, continued accumulating in itself greater elements of complication. The exertions of the Chilian Minister directed towards obtaining the acknowledgement of the rights of Chili, encountered always in the Cabinet of La Paz, demurrers and studied delays, of which that Government enjoyed the advantage, since by means of these expedients it continued receiving exclusively all the duties which the treaty declared partible in moieties between the two nations.

Finally, after eight months of lofty but sterile efforts on the part of diplomacy, the Government of Chili found itself reduced to the alternative of yielding a part of its rights in order to secure by these means the rest, or of returning to the *status quo* in which matters existed before the negotiation of the aforementioned compact.

It elected, as at other times, the system of concession, and on the 5th of December 1872, these was signed at La Paz by and between the plenipotentiaries of Chili and Bolivia, a convention composed of nine articles, intended to determine, in conformity with the treaty of 1866, the incidental questions to which prejudiced minds had given origin.

As to the rest, the convention alluded to, which gave to Chili no advantage whatever, bears witness to its benevolent sentiments towards Bolivia. By Article VI it was established, modifying in this part the treaty of 1866, that before handing over to Chili the moiety of the sums colleted for duties on the export of ores, there should be deducted the amount of the estimate for the employees of the Treasury and Department of Justice claimed by the good service of the territory formed by the 23rd and 25th parallels, which was equivalent to paying with the funds of Chili the salaries and remunerations of employees in whose appointment she had no part whatever.

This convention was approved by the Government of Chili a month afterward, on the 8th of January 1873; but that of Bolivia did not favor it with its acceptance. In this way the prospects of an arrangement were once more frustrated throungh no fault of Chili, and the high and conciliatory purposes which she had in new when accrediting a special legation, were sterilized.

III

Without being yet disheartened by this thankless result, and seeking with more earnestness, guaranties and security for the tranquil developement of the large Chilian interests endangered

along the coast and desert of Atacama, the Government of Chili sent a new legation to Bolivia, which left Valparaiso about the middle of 1873.

Up to that period the treaty of 1866 had only been respected by Chili. Bolivia continued, contemptuous of the interests and rights of this Republic, enjoying the usufruct of the territory in common participation, and ignoring the privileges and advantages to which that treaty stipulated in our favor.

The unstable policy, one not always respectful to other's rights which is usually dominant in the Cabinet of La Paz, caused the Government of Chili to fear that violent exactions or exorbitant tributes could make themselves weigh upon the persons and business of Chilians scattered over the desert of Atacama. To avoid this peril and to protect honest labor against unmerited spoliations, had by that time become one of the strongest ruling passions of the Government of Chili and the stand point of the negotiations about to be established.

The new legation of Chili, penetrated by these fears, directed its effort with solicitant and resolute earnestness to obtain means, which while assuring the tranquility of the valuable Chilian enterprises, should at the same time communicate life and vigor to the industrial spirit of the citizens of the country.

The Chilian Governement succeded at last in attaining this object, making considerable sacrifices to do so.

She condoned to Bolivia the moiety of the sums received from the export duties on the ores extracted from the 23rd degree, which appertained to Chile according to the treaty of 1866, the liberty of fiscal examination which she hand aright to make in her custom house offices; and lastly, she ceded her forever the exclusive enjoyment of all the export duties which the treaty referred to declared partible by moieties between both nations. In exchange for these valuable concessions Chili claimed and obtained one single guaranty; the security that during twenty five years, under no pretext, under no form or denomination, should there be imposed upon Chilian citizens, capitals or industries, other or higher contributions than those at that time existing.

It was in obedience to this thought that the treaty which was signed at Sucre on the 6 th day of August 1874, among other dispositions at present incongruous to the explanation of the actual conflict, established the following:

«Article IV The export duties which may be put upon the ores exploited in the zone of territory of which the preceding articles speak (that formed by parallels 23th and 23th), shall not exceed the rate now recoverable, and *Chilian persons, industries and capi-*

tals, shall not be subject to more contributions *of what class soever they may be* than those which now exist. The stipulation in this article contained shall last for the term of twenty five years.»

«Article III disposed, «From this date the treaty of the tenth of «August 1866 remains annulled in all its parts,» and by a protocol annexed, the text of which is considered incorporated in the treaty itself, the following precept is set forth: «All questions to which the u anderstanding and execution of this treaty may give rise, shall be submitted to arbitration.»

IV

The treaty of 1866 had just appeared without its fundamental stipulations having been for once observed by Bolivia, and in order that your Excellency may still be persuaded of the little respect merited by the word of that Republic, its solemnly pledged faith, it will be sufficient for me to recall to the mind of your Excellency, that during the eight years in which that compact was in force, she did not comply with the obligation contracted by Article VII. Your Excellency will not have forgotten, perhaps, that by this article both Republics obligated themselves to indemnify certain persons who while laboring in the desert had received some prejudice in consequence ot the controversy respecting the limits which existed between both nations. In accordance with this compromise» Chili and Bolivia should have each handed, by equal half parts the sum of sixty thousand dollars to the parties damnified, which sum should have been raised out of the ten per cent of the product of the guano sales. Chili punctually paid that sum, but Bolivia delayed its payment under variuos pretexts, and now pretends thas she does not owe it because her obligation disappeared since the treaty of 1874 abrogated that of 1866, without taking into account that a compact intended to create or to modify the obligations of two countries, cannot destroy the rights of third parties who have not been consulted about it nor have intervened in it. I should not bring this fact to memory if the parties injured by this conduct had not presented themselvelves, invoking therein a certain moral responsibility which the treaty establishes in this part, soliciting of the Chilian Government that it should use amicable exertions with the Government of La Paz in order to obtain payment of that claim.

V.

The Government of Chili hoped that the new compact would put a definitive conclusion to the interminable series of hateful

controversies, of daily reclamations, of difficulties of every kind' to which the previous one had given rise, and evinced itself highly gratified at this confidence, to the National Congress of 1875 in the following words; «The treaty of the sixth of August of last year, the particulars of which I hold it unnecessary to express here, having been recently approved by Congress, reveals in the clearest manner, by the liberality of its dispositions, the eminently cordial and South American spirit by which the Congress and Chancery of Chili are animated with respect to the Republic of Bolivia, and is an assured pledge of the permanence of good relations between the two countries. There being eliminated from this treaty the community of interests, with the exception of that which respects the guano, the common participation in which has not given rise to any difficulties, and the intervention in the custom-house, which will be unnecessary, nothing will henceforward come to dampen the cordiality of existing relations nor to render difficult the fulfilment of the obligations contracted.»

«In the adjustments of the new stipulations, Chili has not hesitated to surrender a portion of her rights, as well to obtain new privileges in behalf of the commerce and industry of our fellow-citizens, as principally to amicably settle, once for all, thankless disputes which, day after day, removed it to a greater distance apart from Bolivia, whose friendship it is our interest to preserve, and whose progress intimately connected with the solution of these difficulties, can in no case be indifferent to us.»

VI

This confidence, which had no other foundation than a feeling of natural affection on the part of Chili, was not long in being made a scoff of by events of another character which developed themselves in the towns of Caracoles and Antofagasta. The Bolivian authorities who ruled these places, far from the seat of the National Government, free fromits critical vigilance, gave themselves up withut restraint to the dictates of their caprice or of their convenience and the people, a Chilian people, were the victims of continual misconduct and unjustifiable insults.

The Government received by nearly every steamer, the protests and complaints of its citizens, and perceived nothing which induced it to consider as probable, an immediate and radical change in that painful situation. A feeling of contempt, which the word of the Chilian Government and the moderate efforts of its consuls were not sufficient totally to repress, began to make itself

visibly known in the Chilian colonies and occasioned fears for the explosion of conflicts having vexatious consequences.

The Chilian people, who had carried to the desert their laboriousness, their lives and all their hopes, which instinctively inclined towards considering themselves masters of those territories through the ancient rights of the Republic and through the titles which genius and sacrifices call to mind, and who composed ninety three per cent of its inhabitants, could scarcely resign themselves to support the vexations which were showered upon them wish offensive haughtiness by functionaries of a subaltern order.

In this state of circumstances, the Government of Chili believed it to be its duty to present to that of Bolivia, a slight sketch of the situation and on the date of January 31 et 1877, wrote as follows.

«For some time past, my Government has been preoccupied by inquiring with calmness and impartiality, the causes which can produce a separation between the citizens of this Republic and those of that, residing on the coast of Bolivia.»

«Animated by the most sincere purpose of destroying every thing that might be opposed to the close union of both nationalities, my Government has not ceased to inculcate this sentiment in the consuls it has appointed there, pressing upon them the utility of transmitting it to their fellow citizens. They have been charged likewise that they should deny their protection to any petition or claim which should not be presented accompanied by evident justice, and even now, I take pleasure in acknowledgindg it, those functionaries have not ceased to faithfully interpret the ideas of my Government.»

«Unhappily, this has not sufficed to restrain or avoid the perpetration of grave and detestable abuses, of which some Chilian citizens have been victims, nor of the exorbitant pretensions of some secondary agents of the administration, denying the most elementary attributes of our consular agents, as I shall soon have occasion to demonstrate.»

«My Government has, therefore, arrived at the persuasion that the origin of the evil is to be found in the improper selection of some agents invested with the functions of public powder in this portion of the Bolivian territory, agents, who placed at a great distance from the superior authorities, are deprived of the salutory vigilance and superintendence of that enlightened Government which judges of the events and situations by the passionate and untrue accounts of these self same agents, whose abuses thus remain without the necessary corrective.»

«The numerous Chilian colony has gradually formed the pain-

ful conviction that the liberal institutions which govern in Bolivia, do not reach it, and that their persons and goods are at the mercy of the unscrupulous caprice of the subaltern agents of authority.»

«Your Excellency must have had knowledge of the inhuman flagellation which was inflicted in Tocopilla, upon a Chilian citizen by an officer of police: Your Excellency must also have knowledge of a similar flagellation recently inflicted in Mexillones, upon another Chilian citizen, by order of the commissary of police.»

«The respective action had in each case by our consuls, to stimulate the zeal of the authorities in satisfaction of justice and its public vindication, have had no other result than a pompous trial, as ridiculous as it was illusory.»

«Neither will Your Excellency have forgotten, the assassination perpetrated upon the person of Clement Andrade. But, in order not to cite other cases, look at the case of the murder recently committed on the person of Arriagada, which it is now endeavored to save appearances by falsifying, in the judgment of my Government, the facts which have brought it about.»

This series of hateful facts which our citizens have had to suffer, executed by administrative employees, without their having, in the generality of cases, received the penal sanction indicated by the laws of Bolivia, whatever may be the nationality of the delinquent and the injured party, has awakened in the Chilian colony a natural sentiment of grief and indignation, which if it does not reconcile itself with the respect and prestige with which authority should see itself surrounded, does not proceed in this case, except from the want of circumspection and regularity in the conduct of this same authority.»

«And, do not believe that the want of vigilance to which I attribute the principal part in the creation of the situation which I am now examining is found only in the agents of political power. Even the administration of justice, saving honorable exceptions, is far from inspiring the respectful consideration of which it should render itself deserving. Various facts, which I omit to state here, manifest that the fears and want of confidence with which their judgments are regarded by the parties who find themselves obliged to apply to them, are not unfounded.

«After relating the antecedents of an unjustifiable suit, initiated against two Chilian citizens by the Bolivian law-judge in Caracoles, the despatch of the Government of Chili adds; Well then, does your Excellency wish to know the antecedents of the judge who thus deprived two families of their support and their peace, who shut up two honest men in prison, and who has spread in-

quietude and anxiety throughout the numerous group of Chilians who give life to Caracoles.

«Your Excellency will learn with pain, by means of the copy I have the honor to accompany, that this judge, whom it has been thought convenient to make the depositary of the most delicate functions, which require of him who puts them in exercise, unassailable antecedents and proved honor, had hanging over him the weight of a criminal accusation for an attempt at assassination and woands inflicted by him in consequence, on Sebastian Lopez, in the year 1874, and as if this were not yet sufficient, in the year 1875 there was bronght against this same judge, another criminal suit for the robbery of money and other effects, the property of Dr. Manuel María Berezain.»

«And in this case, I regret to tell your Excellency I cannot even find attenuating circunstances in a supposed ignorance of the infamous stigma which made this judge an impossible judge, because it is of recent date, and because the name of the criminal, together with that of other delinqents was set forth by order of the Superior Tribunal of Cobija in the register of the public prison of that city.»

«This, and other facts that I could cite to your Excellency, will doubtless convince you that the situation of the Chilians in that region has in it something ominous and insecure.»

«A state of affairs which contained all kinds of perils for the Chilian colony, was impossible to continue longer. Its petitions to the Government of La Paz, three hundred leagues distant from the theatre of events, did not allow them to indulge in well founded hopes of reparation. The formation of a society was then thought of, to which the name of «La Patria» was given, the programme, which was made public, gave a resumen of the objects of the members, which were no other than to assure themselves mutual protection, aid to the sick and occupation to those who wanted it. The members bound themselves, moreover, to submit whatever question, commercial, mining or personal, which might arise among them, to the decision of a jury of arbitration, appointed from the society. They also bound themselves not to meddle with the politics of the country, nor with the religious belief of any of their members.»

This programme, which, responding to a humanitarian and fraternal sentiment, satisfied at the same time an imperious necessity by creating a means of safeguard, took very special care not to wound the susceptibilities of the Bolivian functionaries. The society was not stamped with the seal of an exclusive nationality, far from this, Bolivians and foreigners, as well as Chilians, were

called to form part of it. And yet more, it was hinted to the sub-prefect that the board of directors intended to nominate him as an honorary member of the society.»

Sensible to these feelings, the sub-prefect of Caracoles replied in answer:

«Enthusiastic as the most enthusiastic for every beneficial and »moral society that may be established, I pray that this which it »is proposed to found, may redound to the benefit of this indus-»trious mineral district.»

The Chilians flattered themslves with having removed one of the gravest causes of their evil plight by the formation of this society, and there was nothing to lead them to imagine that it w.uld soon make them the target of a severe and hateful persecution. They considered that the right of association, which the Constitution of Bolivia grants, without exception or distinction, to all its inhabitants, would not disavow them, and that they might count upon that precious guaranty that free people ever offer to those who tread their soil.

«This belief, «added the Govêrmment of Chili in the despatch hereinbefore referred to», must have felt itself, notwithstanding, considerably weakened in view of a note that your Excellency directed to his honor the prefect of the coast on the 7th of last December, in which you recommend to the authorities that they should employ exceptional methods of rigor against the members of the society «La Patria» in whom your Excellency, does not see honorable men who to the extent of their means and in use of their rights cooperate for the common progress, but perilous elements that it is convenient to separate from the Bolivian territory even without the form of procedure. or else by submitting them to an exceptional procedure, as I am assured has already happened. And this is so much the more serious because in order to put in force this recommendation, your Excellency refers to simple tendencies and not to any over and determined act, as if intentions and purposes could be matter for a criminal proceeding.»

«My Government does not feel capable of explaining, Mr. Minister, what species of considerations they are which may have councelled such a line of conduct against the natives of this Republic, which appears to create a systematic hostility tending to make their stay in the country, if not impossible, at least painful in the extreme for them.

«Your Excellency has seen that their fortunes, their honor and their lives have been placed in criminal hands, and when for this motive, which could not be more conformable to justice, they resolve to have their contentions settled solely by judges or arbitrators cho-

sen by themselves, they are persecuted and even threatened with expulsion from the territory. Already it is pretended to deny to our citizens, not only the lawful exercise of the right of association but even the natural faculty which all possess of submitting their private disagreements to the award of third parties. Your Excellency will coincide with me in opinion that this unjustifiable prejudice against the Chilian nationality could not well be carried further.

To varnish over this proceeding with a gloss of common honesty, you feign to see in the resolution of the Chilians, an insult to the Bolivian magistrate and do not bear in mind that this respect cannot be imposed by violence, but is gained by the high and honorable character and rectitude of the magistrate. The right of submitting their lawsuits and questions to the decision of arbitrators not only rests upon the civil legislation of all countries, but has the double sanction of international practice and law. In some nations there is a special jurisdiction for foreigners, for the purpose of giving them a guaranty from the prejudice which the natives may have conceived against them. The greater part of the consular regulations, as your Excellency well knows, charges the consuls that they admonish their fellow citizens to the effect that they should settle their controversies without applying to the local tribunals, and many of them constitute the consuls themselves as arbitrators and judges. It is not needful for me to remind your Excellency that the very origin of consuls was no other than the faculty that some sovereigns voluntarily conceded to the foreign merchants who arrived at their ports or establishments, to appoint a judge of their own nation, that he might decide their suits in conformity with the laws of their own countries.

«If the society «La Patria» has received its birth under the protection of that Republic, if it be about to exercise its action within the sphere permitted and guarantied by the laws, without interfering with the administration of justice. its right to exist and even to be protected, is yet more perfect, if the judicial antecedents I have had the honor to set forth, be borne in mind.»

The Chilians vexed in their persons, and damaged in their interests, solicited in their anguish the consular intervention of Chili. The prefect of Antofagasta, in his declared hostility to the members of the society «La Patria», caused the president and treasurer, residing in Caracoles, to be cited, so that, abandoning their business, they should traverse a road of forty leagues to give explanations relative to the said society, a proceeding enti-

rely unnecessary, since it was easy for him to obtain all the data of which he had need, through the sub-prefect of Caracoles.»

«The consular interference rendered necessary by these events, also came to demonstrate that the subaltern authorities of the coast were totally ignorant of the attributes and duties of those functionaries. The consul of Chili at Caracoles asked the sub-prefect, delicately, if the order was authentic, that was stated to have been imparted through him by the prefect of Antofagasta, ordering that the president and treasurer of the society «La Patria» should travel to that port, and the said sub-prefect, after declining under some pretexts to satisfy the courteous request of the Chilian consulate, transcribed the following note from the prefect of Antofagasta, in which he refused to acknowledge the right of consuls to protect their fellow citizen when unjustly injured.»

"This prefecture, "said the note" not being able to recognize in the consul of Chili, nor even in the Consul General, the faculty of intervening in treaties with the countries in which they reside, I am obliged to remind the Consul of Chili of the principles and general rules of international law which prohibit consuls from intermeddling with affairs which, like those of Messrs Palazuelos and Lichtenstein, the one a Chilian and the other a German, should only be matter for a diplomatic reclamation, *since consuls have no faculty to admit protests of their fellow citizens against the acts of an authority of a country to whose laws they are subjected.* Of this unusual procceding, I shall give an account to my Government, in order that, through the proper channel, it may ask that of Chili, that the consuls shall circumscribe themselves in their official relations with the political authority of this department, within the rules established by the law of nations in such cases, and that they shall not go out of the orbit of the attributions which is prescribed them by law and the practice generally accepted among nations."

This conduct of the prefect of Antofagasta was so much the more incomprehensible, as the Cabinet of La Paz had manifested a month before, by a circular, dated the 16th of November, directed to its consuls in foreign parts, theories directly contrary. In this circular it was said. «The Government can not see with indifference that its citizens residing in a foreign country may be persecuted, imprisoned and victimized, without for that purpose, as has happened in certain places, obseriving not only the principles of reciprocity established by intenational law, neither the laws of humanity nor the common law of the State. «And in conlcusion it is added. The enunciated precedents, Mr Consul, oblige me to direct myself to you in order to recommend you that in ob-

servance of the conventions which Bolivia has celebrated with foreign states, and in view of the protecting laws of international justice, which govern in defect of treaties, throughout all civilized nations that you will endeavor *lo give the most decided and efficacions protection to Bolivian citiens resident at this point, making in favor of these before the Governmente of that nation all the reclamations that in their cases may be necessary*, giving timely information to the Government of this Republic, to the end that it may ask the reparation which justice exacts from the enlightened Governments with whom Bolivia, happily maintains relations of frank and loyal friendship.».

While the Government of Bolivia in the transcribed circular, declared that consuls should give decided protection to its citizens injured in their rights, the prefect of Antofagasta declared, in his turn, that they had no faculties, not even to accept the protest of their complaints. The Government of Bolivia recommends to them the advantage of reclaiming before the Government of the Nation itself against the vexations of which they had been the object, and the prefect, well knowing the thoughts of his Government, affirmed, notwithstanding, that it was not lawful for them even to reclaim before subaltern authorities.

These facts make it manifest that there existed a deep-seated disturbance among the springs of the Bolivian administration, owing, without a doubt, as I have heretofore had the honor of setting forth, to the want of illustration on the part of its agents, and to the immense distance which separates the authorities of La Paz from those of the coast.

The Government of Chili, deploring the painful situation which censurable proceedings of the Bolivian authorities had created for the natives of this country, did not feel that it was yet sufficient to weaken its conciliatory and benevolent sentiments towards the Republic of Bolivia.

At the conclusion of the despatch containing the narrative of the events with which I am now engaged, it set forth these words; «on the part of the Government of Chili which does not wish to see in Bolivia anything but a friendly and sister nation with whom she aspires to always maintain add draw closer together the most cordial relations of brotherhood, there will be incessantly made all possible efforts in order that the peace and friendship now existing may not be ohanged or weakened, confiding, at the same time, to accomplish these purposes, in this; that its citizens resident in Bolivia will be subject to the common law impartially administered, that the society «La Patria», while it does not go out of the orbit which itself has traced out in its pro-

gramme, while it does not infringe the laws nor attack any right, must enjoy the protection which cannot be denied it without establishing an odious exception against it; in which the consular functionaries of Chili shall not see thir actions hampered in the benefit of their fellow-citizens, whenever these may be victims of some vexation or injustice. My Government finally confides in the hope that you will dictate all the other means of reparation and of strict vigilance rendered indispensible by the delicate state of affairs.»

«These well founded observations of the Government of Chili did not obtain any response from that of Bolivia, until many months after it became necessary to send a minister to La Paz, who obtained, however, some tranquilizing orders and the change of various functionaries along the coast. The returned, for the moment, part of its repose to the Chilian colony.»

VII.

In the meantime, from the first months of last year, there was manifested in an unmistakeable manner, the deliberate purpose entertained by the Government, of wounding and rendering illusory, the gaaranties which Article IV of the treaty of 1874, assured on the coast and in the desert of Atacama, to Chilians, their capitals and their industries.

In Antofagasta under the pretext of attending to services of the community, there were dictated or harshly modified, and there were put in exercise against our citizens, employing at times an excessive rigor, divers imposts, which were denominated *additional duty*, tax for ballast and lighting, all of which violated openly and clearly the letter and spirit of Article IV of the aforesaid treaty. To the same purpose of undermining that guaranty a law, dictated by the Bolivian Assembly on the 14th February 1878, and promulgated by the Government on the 23rd of the same month contributed. This law ordained that the Chilian Saltpetre and Antofagasta Railroad Company should pay a minimun impost of ten cents per quintal of saltpetre exported. In this manner and the Assembly leaving open the road to increase the impost which it now fixed at 10 cents, to 20, to 50, to the rate that avarice or necessity should indicate, a rude and unjust blow was aimed and death was threatened, later on, to one of the Chilian enterprises, which during ten years had battled with most tenacity in the desert, which had invested no few millions of dollars, and which was the origin and the life of now flourishing populations.

Permit me, your Excellency, to narrate briefly the origin of the rights of the industrial Society denominated the Saltpetre and Antofogasta Railroad Company.

Two Chilian citizens desiring to work certain deposits of borax and saltpetre they had discovered in the desert, solicited and obtained from the Government of Bolivia, in the years 1866 and 1868, the concession of the land necessary for that object, the exclusive privilege for fifteen years for the elaboration and free exportation of the saltpetre and other concessions connected with the primordial object of the manager. In compensation, the latter were to pay into the Treasary of the State, the sum of ten thousand dollars, construct at their own expense a mole in Antofagasta and a cart-road twenty five leagues long, which, starting from that port, should be prolonged towards the interior of the wilderness, establishing along the line, from distance to distance, the necessary water-stations, lodgings for travellers and other accommodations.

It is certified that the sum of ten thousand dollars aforementioned, was punctually paid into the treasury of Bolivia, and that the mole as well as the cart-road with its accessories and adjuncts, were delivered before the time fixed, to the satisfaction of the Government of that Republic.

In the meantime, a revolutionary movement in 1871 upset the administration which had granted these remunerative concessions, and the new chief of State, under the heat of passions produced by the struggle, expedited various decrees tending to annul the acts of the fallen administration. By one of these decrees, the concessions of lands, beds of saltpetre and borates, made by the previons administration were declared illegal and of no value; and the right of retraction was only granted in favor of those persons that should have obtained such concession provided that they presented themselves as bidders at the auctions at which, accordinh to this decree, the portions or lots of the deposits which contained said substances should be newly adjudicated.

The Chilian Legation then celiezed it tlieir duty to proclaim againet this measure that ingured interests of such magnitude and which, in their gudgement, could not be applied without manifest ingustice to industrious forcigners who, indifferent to interior politics, devoted their activity and capital fo peaceful cabour, confident in the seriousness and justice of the governments. The Bolivian Minister of Foreing affairs replying to the Chilian representative, said in March 1872 that although the government insisted on the official acts of the past administration being cancelled, it held out also "the hope of excepting equitably from their efects, once knowing of the fact and by means of private resolutions, those conssionists, who *might have made effective their privilege who might have capital compromised in it and who should have*

effected improvements and advancements to the benefit of the country in the enterprice which they might have directed"

The Saltpetre enterprise reunited, therefore, all the conditions necessary to guaranty its existence.

Some months later the National Assembly of Bolivia passed the law of November 22nd 1872, the exacting clauses of which say thus:

Article 1st The reclamations of foreign citizens for indemnity arising from concessions or contracts celebrated with the Government, shall be brought before the Supreme Court of Justice, which shall take cognizance of them in a contentious suit, the public ministry representing the national interests.

Art. 2nd The Executive is authorized to arrange about indemnity and other claims now pending a gainst the State, whether they be by natives or foreigners and to agree with the parties interested upon the form most convenient in which their respective obligations are to be fulfilled, deferring these matters, only in the case of non-agreement, to the decision of the Supreme Court, with the charge to give an account to the next legislature.

Art. 3nd Those claims which the Supreme Court shall find well founded, shall be passed to the Government with the designation of the net sum to which the credit amounts.

Art. 4th The general estimates shall designate the funds for the payment of these indemnities.

In conformity with Art. 2nd of this law, which the Executive hastened to promulgate, the Government and the authorized representative of the Saltpetre Company adjusted the bases of a settlement, which put, once for all, a definitive end to the existing difficulties. Among these bases figured the right of the company to work the saltpetre beds *for the term of fifteen years* and to *export* through the port of Antofagasta *the produce of their industry, free from every fiscal or municipal impost.*

Immediately afterwards the Government issued a decree dated November 27 the 1875, in which it gave testimony in justice to the loyalty and good faith of the Company and in the resolutive part ordained as follows "There is accepted by way of compromise and in use of the authorization which the law of November 22nd 1872 confers upon the executive authority, the eight bases contained in the preceding proposal, the anterior acts that are in opposition to them, remaining null and of none effect."

Two days later, the arrangement as approved was solemnized by a public document executed in Sucre, November 29 of that year and was registered in the *Official Annual of Laws of Bolivia.*

The arrangements between the Saltpetre Company and the

Government thus being definitively completed, the latter hastened to report to the next legislature, as it had been recommended by the law of November 22rd 1872, and did so in the following terms on the opening of the sessions of 1874; "The reclamations of this house, which were reported upon in 1872, have also been arranged upon conditions which are stated in resumen by the convention of November 27th 1873. The representatives ot the said house have accepted them. *Thus is definitively settled a hateful question, which during a long time has compromised the probity of the Government in public opinion, having dependent upon its discussion the fate of the heavy capital which the managers* had disbursed to establish in the desert of Atacama the saltpetre manufactury on a large scale."

The National Assembly of 1874 informed itself of the compromise and with this proceeding, the obligation to report, which the recited law imposed on the Executive, remained complied with.

Lastly came the treaty of August 6th 1874, and by it was established as has been seen, that the persons, capital and industries of chilians, should not for the space of *twenty five years* be subject to more contributions, of what class soever they might be, than those at present existing.

Nothing could now justify any fear, and the Saltpetre Company gave themselves up tranquilly and without anxiety to the prosecution of the industry to which they had dedicated themselves. Four years had passed without anybody attempting to ignore or attack the rights of that enterprise, which in the last epoch, began to reap the material reward of its heavy sacrifices and the large capital which they had buried in the desert.

Suddenly, and when least to be expected, it was learned with astonishment that the Assembly of Bolivia had passed on the 14th February, 1878, a law couched in these terms:

«Sole article. The arrangement celebrated by the Executive November 27th, 1873, with the agent of the Salpetre and Antofagasta Railroad Company, is approved on condition of their making as a *minimum* payment of an impost of ten cents per quintal of saltpetre exported. Let it be communicated to the Executive for execution and fulfilment." This law was sanctioned by the Government the 28tsh of the same month.

The Chilian legation hastened to represent to the cabinet of La Paz the very grave remarks to which this resolution was open, which not only injured with marked injustice pacific interests which existed under the protection of its legal titles and the probity of the nation, but was likewise an open and flagrant violation of the treaty existing between the two Republics; and on the 2nd

of July, addressed a note setting forth in writing the observations therefore made at verbal conferences.

This despatch was not answered, but the Chilian minister obtained from the Minister of the Treasury, an assurance that the law, which he himself found objectionable, should be suspended until a correct and prudent solution of the difficulty could be found.

After various observations, the Chilian Minister called the attention of the Cabinet of La Paz to an important and decisive antecedent which manifest the opinion of that Government upon the rights acquired by the Saltpetre Company and the practical application of the treaty of 1874. our Minister in this note said: «The Municipality of Antofagasta having addressed itself to the President of the Council of State, in an official communication of may 4th of 1875, asking that the Saltpetre Company should be assessed with a municipal contribution of three cents per quintal of saltpetre exported, and founding, among other considerations on the Supreme Government having declared that the Company was not exempt from municipal taxes, this petition was remitted in a report to the Departamental Council of Cobija, by decree of 9th June same year dated at Sucre and signed by Mr Reyes Ortiz, now Minister of Justice and then President of the Council of State. The Departamental Council reported that the petition should be rejected because it was in contradiction with article 4th of the arrangement celebrated between the Supreme Government and the Company on Novr 27th 1873, on which it is stipulated that the saltpetre exported shall be free from any export duty and any other municipal or fiscal impost and also because there likewise exists in force the boundary treaty with Chili whereby new contributions can be collected on the coast. In view of this report and the reasons apon which it was based, the decree of August 27th was issued in Sucre, by which the contribution sought to be establihted was declared illegal»

On the beginning of November, there reached the knowledge of the Government of Chili, trustworthy information that the Bolivia Government again persisted in carrying the impost in question in to effect. Withaot loss of time and on the date of the 8th of the same month, these rumors and fears were transmitted to the Chilian legation, earnestly pressing upon it the necessity of preventing this unlawful act from being consummated. After insisting upon the justice of vur rights, this note is added:

«It becomes necessary then, to avoid serious conflicts that your Excellency should call upon the Minister of Foreign Relations, reading him the present note and leaving him a copy of it should it be convenient, and make manifest to him that my Government

does not believe for one single instant that the Government of Bolivia persists in the establishment of a contribution like that in question, for it is openly contrary to the letter and spirit of the oompact of August 6th 1874.»

«Equally contrary to this compact, are the augmentation of the contribution known under the name of «additional duty,» received by the launch company the onerous modifications of the impost for ballast in favor of the Municipality, and finally the contribution for illumination which is at present being actively collected in Antofagasta.».....

«My Government, for the reasons set forth, cannot regard with indifference these violations of the treaty of 1874 and considers it necessary that you should ask of that of Bolivia, the definitive suspension of every contribution posterior to the operation of the treaty, as likewise of every onerous modification introduced in those contributions existing prior to same date. The refusal of the Government of Bolivia to comply with a request as just as it is demonstrated, will place mine in the case of declaring null the boundary treaty which uniteus as with that country, and the consequences of this painful declaration will be at the exclusive responsibility of the party ceasing to comply with what has been agreed upon»

The Minister of Chili in La Paz already had knowledge of the purposes entertained by the Government of Bolivia and before his reception of the note before, in part transcribed, had solicited and obtained from the Minister of Foreign Relations a conference which took place on November 25sh. The Chilian representative set forth thereat all the reasons which, in the judgment of the Government of Chili, rendered the collection of the impost unjustifiable, but the Minister of Foreign Relations and his colleagues of the Interior and Treasury, who were present, persisted in the resolution to make it effective. Without having come to any agreement the conference broke up, intending to meet again to treat of the same business, three days after. On the 28sh of November the projected conference took place in fact, and in it the same ministers declared to the Chilian representative that after having spoken with his Excellency the President, it had been resolved upon at a cabinet-council to recover the impost immediately. The Chilian diplomate could not conceal his surprise at this determination which he considered irreconciliable with the promise which had been made him by the propietary Minister of the Treasury, Mr. Medina, absent at that period, that the collection of the impost should not be proceeded with until the pending diplomatic questiou should be resolved, and incompatible with the most

elementary principles of international law and with the courtesy which Chili, a friendly country, had the right to expect of Bolivia, for up to the present date he had not received any answer whatever to the note which he had presented five months previously, manifesting the powerful reasons which prevented Chili from accepting that contribution as legitimate.

The Cabinet of La Paz having insisted upon making the impost immediately collectable, the Minister of Chili read the note of November 8sh which he had just received and which had been sent to him for this purpose, and declared that if it were insisted upon in putting that resolution in execution, the Government of Chili would believe that they considered the treaty of 1874 as broken, and would, on its part, take the steps necessary in the new situation which was about to be created without any fault on its part.

The Ministers then stated that they would return to speak with his Excellency the President and as the Chilian representative observed that he needed a categorical answer in this emergency, before the departure of the mail, which would take place four hours later, this second conference was terminated.

An hour afterward the Chief clerk of the office of Foreign Relations presented himself at the Chilian legation to inform it that the Ministry had resolved to suspend every measure until the answer to the note of July 2nd should be put into the hands of the Minister of this Republic.

On the 13th of December, our Minister at La Paz received, in answer to his despatch of July 2nd a note from the Minister of Foreign Relations of Bolivia, intended to give him a copy of a report which the Minister of the Trsasury had passed him respecting the Chilian reclamation and to announce to him that in merit of the considerations expressed in the said report, his Government believed it to be its duty to order the execution of the law which affected the Saltpetre Company with an impost.

The Minister of Bolivia, interrogated by the Chilian representative as to whether order to put the law in execution had already been given or whether it would be waited for until the Chilian Government should learn of the note of December 13th, answered, on the date of 18th of same month that said order had been despatched and that it would be carried to its destination by the mail of the following day.

There could no longer be any doubt but that Bolivia was determined upon disavowing her obligations and producing a serious conflict. Vain had been the efforts of the Government and Representative of Chile to avoid it. The prudent, temperate and

friendly despatch of the Chilian Minister, had been answered after the lapse of five months by the strange and, moreover, discourteous notification that the law of February 14th would be immediately put in execution. It was not deemed proper to wait even that the Chilian Government should take cognizance of the offence done to her, and it was endeavoured with a rare precipitation, to render it wholly impossible to employ conciliating arbitrators.

Article 2nd of the additional protocol to the treaty of 1874 establishes arbitration for the case of difficulties arising as to the meaning and application of its dispositions; and the Government of Bolivia, fearful, perchance, that on the part of Chili an appeal might be made to this saving resource, hastened to create a situation which would render it unacceptable.

It decides, according the dictates of its own convenience, the obligations of a bilateral contract; an interested party, it erects itself into an exclusive judge to interpret its dispositions; disdains the observations of its opponent and, despite his reclamations and protests, orders that its mandate shall be executed, with demonstrations of needless rigor.

Only after consummating the attempt and sacrificing the most obvious considerations of justice and international courtesy, the Government of Bolivia calls to memory the opportunity which, in its judgment there would be in seeking a solution in arbitration. The Minister of Chili, agreeably to the instructions received by note of January 3rd, still accepts the arbitration and represses out of regard for the friendship and harmony of two brother people, his natural repugnance to continue treating with a Government so forgetful, and apparently intentionally so, of the respect that cultivated nations owe each other. One thing alone is asked by the Chilian representative, before accepting the arbitration; the suspension of the executive proceedings which were being followed out by order of the Government against the Saltpetre Company, from which it was sought to recover the sum of ninety odd thousand dollars, to which sum they made out the total of the contribution imposed by the law of February 14th, and the restoration of the *statu quo* previous to the execution of this law. Without this condition the arbitrator could not pronounce upon the meaning and application which should be given to article 4th of the treaty, but upon facts realized as irrevocable and for which, reparation would be difficult, if not impossible. «My Government», said the Chilian Minister on this occasion, «charges me to manifest to that of Your Excellency, that by accepting the indication which has been made to me, it is disposed to continue

the discussion interrumpted by the order to execute the law of February 14tsh, and to form the arbitration in case of a direct agreement not being possible.»

«But my Government acts thus in the persuasion that that of Your Excellency proposes, on its part to give immediate orders for the suspension of the execution of the law and that things may be re-established in the state they were in before the decree of December 18tsh, since this is a logical consequence of the proposal of arbitration made by Your Excellency. Bolivia has contradicted the stipulations of the treaty of 1874, by making innovations in the tributary system existing on the coast at the date of that compact; consequently, the suspension of the decree which ordained that the new impost should be put into effect, is an essential prerequisite to reassuming the discussion or to initiating the proceedings conducent to the constitution of the arbitral tribunal.»

«But this situation, so uncertain and so full of perils cannot be «prolonged much more without occasioning considerable prejudi-«ces to both nations; such an uncertainty must disappear as soon «as possible and that it may be so done it is necessary that the «Government of Bolivia let its thoughts be known as soon as «possible. I therefore beg your Excellency, that whatever may «be the definitive resolution which your Government may adopt «in view of the present note, your will be pleased to communicate « it to me before the 23 of the present month, because on that «day I muts transmit it to my Government, which awaits with «intense interest the denoument of this most grave question.»

The Chilian representative waited in vain till the 24th of December, the reply solicited from the Government of Bolivia, he awaited it even until the 20th of that month; but it was not to arrive neither then nor now. In appears that it had on reflection been resolved to carry out to an incredible extent, the series of proceedings against Chili so provoking and ontrageous to her dignity.

Instead of welcoming the arbitration with sincerity, or of pronouncing openly against it, the Government prefers to maintain the representative of Chili in a deceitful doubt, which will permit them to realize without impediment, their plans of spoliation on the coast, and has sent secret instructions to that effect to the authorities of Antofagasta.

The Government of Chili has learned with astonishment that the Saltpetre Company which has seen its properties and industrial establishments taken in execution, their operations paralyzed, its two thousand Chilian operatives put in alarm, for they are

threatened with the deprivation of subsistence, has at last just received a notification that on the 14th of February, its valuable properties, the fruits of ten years of incessant and costly sacrifices, will be put up to public auction.

And lastly, a telegram received from the legation of Bolivia on the 11th instant, the Government of Chili is informed that the Government of that Republic has just issued a decree despoiling the Chilian Saltpetre Company of their rights and properties, and declaring itsef exclusive owner of those goods, the value of which probably amounts to more than six millions of dollars.

In respect to this, your Excellency will observe and be surprised to learn, that at while issuing this illegal decree, destitute of every elementary principle of justice, the Cabinet of La Paz, abstains absolutely from the reclamation deduced by Chili and seems to believe, with malicious premeditation that it is only incumbent upon it to settle a private question between the Government of Bolivia and the Saltpetre and Antofagasta Railroad Company, and yet to point the injury more strongly, this Government declares that it suspends the law which imposed upon the above mentioned company an impost upon the same document in which it declares itself owner of the saltpetre beds.

Your Excellency will again have to be surprised reflecting that the Government of Bolivia has politically and administratively decided a controversy, which in the denied case of having been a mere private matter, was and ought to be in the exclusive jurisdiction of the courts of justice, and care taken that its decisions should be subjected to the tutelary guaranties of judicial procedure. Nothing of this appears has been respected by the Cabinet of La Paz; which violating the most primordial notions of universal jurisprudencs, constitutes itself judge or tribunal of the bounds, and pronounces a verdict upon a bi-lateral contract in which it figures as a contracting party, and in which is involved a grave international question.

The Chilian Chancery reclaimed and asked the definitive suspension of the decrees under the influence of which it was attempted to appopriate, under cover of an impost, Chilian industry and capital, in contravention to the treaty of 1874, and the Government of Bolivia suspends the partial spoliation and ordains it in the mass, and declares itself possessor and ow nerof the goods of our fellow citizens, invoking only its avarice and its power. And still, after this unjustifiable act is resolved upon, the Chilian Minister, dominating the noble impulses of his soul, asks its revocation, and acts with the most solicitous anxiety to

obtain permission that it may be submitted to arbitrators, without being able to attain his object.

In the presence of such unheard-of facts, facts of which the history of civilized nations has, heretofore, furnished no example, there remained no other road to place in safety the interests of Chillians and the dignity of their country.

In consequence, his Excellency the President ordered, that some land and naval forces should immediately embark for the desert of Atacama, and hoist the standard of Chili in the territories she possessed prior to negotiating with Bolivia those treaties which she had broken with purposes as unrighteous as hostile.

Fifty hours later, the Chilian law ruled in that region, placing under its protection the interests of Chilians and foreigners, without the shedding of a single drop of blood and amidst the patriotic enthusiasm of a reunited people.

In executing this resolution, Chile considers that she is putting into practice natural attributes inherent to her sovereignty, without the interests of South Americans being considered as thereby affected. This Republic which has respected those interest with generous earnestness, will never attempt to injure them; but it will ever maintaind with lofty spirit its rights and prerogatives of an independent nation and master of her acts.

The Chilian nation, a lover of conciliation, anxiously desirous of maintaining peace and union in South America, did for their sakes all that was possible and as worthy; but a solemn compact being violated, her amicable reclamations being unheeded in a manner unused in international relations, and convinced that Bolivia neither had offered nor could offer for the future, efficacious guaranties to the Chilian colonies which had created cities in the desert, has considered as a duty to re-assume all the rights which she peaceably possessed before the compact of 1866, and will know how to maintain them with that firmness which is inherent in her sons, whatever may be the emergencies that may supervene.

I avail myself of this opportunity of offering to your Excellency the homage of my sentiments of high consideration, with which I am your Excellency's obedient and humble servant.

ALEXANDER FIERRO.

CUESTION

CHILENO-BOLIVIANA.

ESPOSICION DEL MINISTRO

DE

RELACIONES ESTERIORES DE CHILE

SOBRE LOS MOTIVOS QUE JUSTIFICAN LA REIVINDICACION DEL TERRITORIO COMPRENDIDO ENTRE LOS PARALELOS 23 Y 24 LATITUD SUR.

VALPARAISO:
IMPRENTA DE LA PATRIA, CALLE DEL ALMENDRO, NÚMERO 16.
1879

MOTIVO DE ESTA PUBLICACION.

La conducta del Gobierno de Chile durante el último período crítico, violento y decisivo del conflicto en que nos encontramos desde mas de veinte años con la República de Bolivia, sea por cuestion de deslindes, como sucedió hasta 1866, o bien por la falta de cumplimiento de los tratados de que aquella nacion se ha hecho obstinadamente culpable, presenta un doble aspecto y ha obedecido a una doble tendencia.

Se ha procurado, por una parte, con afanoso esmero, que han tachado algunos de debilidad, evitar al país la perturbacion y a la América el escándalo de un rompimiento entre dos Estados del Continente y conservar, merced a una actitud prudente y contemporizadora en estremo, las simpatías de las naciones cultas con quienes mantenemos relaciones de amistad y comercio; y por otro lado, una vez que la medida del sufrimiento y de la tolerancia se ha colmado y que la nacion ha debido recurrir al empleo de la fuerza en resguardo de sus derechos sistemáticamente atropellados, ha sido uno de los principales afanes del Gobierno ilustrar la opinion de los Estados neutrales y poner al alcance de las Cancillerías amigas y de sus representantes en Santiago documentos y antecedentes históricos que justifican el procedimiento estremo que Chile se ha visto en la necesidad imprescindible de adoptar.

En los primeros dias que siguieron a la ocupacion del Litoral, a pesar de que la capital se encontraba en esa época casi desierta, el señor Don Alejandro Fierro, Ministro de Relaciones Esteriores, procedió a convocar a los miembros del Cuerpo Diplomático estranjero, y ante esta distinguida reunion, a que faltaron mui pocos de los representantes de los Estados amigos, hizo con digna franqueza y esmerada cortesía una primera esposicion del orijen y las peripecias de nuestro conflicto con Bolivia y de los motivos que han decidido al país y al Gobierno á retrotraer la situacion del Litoral al punto en que se encontraba ántes de firmarse el primero de los tratados que Bolivia no se resignó jamas a respetar en la parte en que favorecian a Chile.

Posteriormente ha publicado el Diario Oficial una esposicion análoga concebida y redactada con el espíritu sereno y levantado y en el tono circunspecto y respetuoso que caracterizan, aun en los momentos de mas violenta y profunda escitacion nacional, todos los documentos emanados de la Cancillería de Chile.

No contento con todo esto, el señor Ministro de Relaciones Esteriores ha dado una postrera y mas acabada forma de las relaciones de hechos y declaraciones de motivos de carácter oficicial y auténtico en el documento que ha dirijido, con fecha 18 de febrero y con el título de *Esposicion*, a los representantes de las potencias amigas.

Los preparativos bélicos a que está consagrado Chile desde el 14 de febrero y la efervescencia natural en un país trabajador y culto que se vé obligado a desnudar la espada contra uno de los Estados vecinos, con quienes cultiva estrechas relaciones de amistad, comercio y hasta alianza desde mas de cuarenta años atras, no han sido parte a enturbiar la fuente clara del criterio sano de la veracidad tranquila y de la severa imparcialidad del Encargado de nuestras relaciones esteriores. El señor Fier-

ro espone, en el documento a que hemos hecho referencia, la historia de la dificultad chileno-boliviana con el acento del patriotismo convencido mas no por eso capaz de falsear en daño del adversario y en provecho propio un solo detalle de intrincadas negociaciones y enojosos acontecimientos. Narra las peripecias del conflicto con la exactitud y la sobriedad que se emplea de ordinario en referir hechos de paises ajenos o época remota. Evita en lo posible los calificativos ásperos, y deja al distinguido y esperimentado público a que se dirije, la tarea de comentar el malicioso y torcido sistema de procedimientos internacionales del Gobierno boliviano.

Difícil se encontraria algo semejante a ellos en los anales de los pactos y relaciones diplomáticas de las naciones cultas. En 1866 cede Chile a Bolivia, en cambio de ciertas ventajas fiscales, un territorio en que ejercia tranquilamente dominio; pero Bolivia entiende que se ha comprometido a observar el tratado únicamente en lo que tiene para ella de ventajoso, y se sustrae, tenaz y astutamente, al cumplimiento de las obligaciones contraidas. En 1873 Chile es acreedor de Bolivia, en virtud de sagradas estipulaciones, por una fuerte suma, y logra que se reconozca su derecho en un proyecto de tratado; éste proyecto es rechazado, sin apariencia de motivos, por Bolivia. En fin, Chile se resuelve en 1874 a condonar esa deuda y a hacer el sacrificio de casi todas las ventajas que le aseguró el tratado de 1866. En vez de declarar, lisa y llanamente, roto el pacto a que el Estado contratante se negaba con tanta indolencia y tanto descaro a ajustar su conducta, celebra con Bolivia un nuevo tratado en que se consigna la renuncia de sus lejítimas pretensiones y en que solamente reserva franquicias tributarias para los ciudadanos chilenos establecidos en el Litoral, sus capitales y sus industrias. Aun a este mínimum de concesiones solemnemente estipulado no se resigna Bolivia, y Chile asiste indignado y palpitan-

te, durante mas de cuatro años, a la cruel persecusion de sus hijos, a injusticias e iniquidades de todo jénero, a una verdadera orjía de prevaricatos, espoliaciones y desórden administrativo y judicial, hasta que, por fin, pasa Bolivia, con su lei de impuesto sobre el Salitre y su tentativa de despojo de las Salitreras, la raya de lo humanamente tolerable, y el Gobierno de Chile, obedeciendo al vigoroso empuje nacional y a su propio convencimiento, se decide a desembarazarse de compromisos que Bolivia nunca quiso estimar como recíprocos y a volver al punto de que, acaso con lijereza y temeridad, se apartó en 1866.

La narracion que hace *in extenso* el señor Fierro, Ministro de Relaciones Esteriores, de las peripecias de esta negociacion sostenida e interrumpida alternativamente y espuesta a cada instante a estallar con violencia, durante quince años, es en alto grado interesante e instructiva. Estamos seguros de que, una vez que ella salve la barrera que pasiones interesadas y preocupaciones injustas han amontonado contra Chile en mas allá de sus fronteras del Norte y del Oriente, la opinion pública americana y los hombres de Estado de todos los países cultos se hallarán de acuerdo para aplaudir la conducta observada por nuestro Gobierno, para admirar la imperturbable longanimidad con que ha soportado agravios, injusticias y provocaciones durante el largo período de tolerancia que precedió al acto enérjico y justo del 14 de febrero y para deplorar que las malas artes y las prácticas rapaces del foro de baja especie sean todavía la norma predilecta de política internacional en el Estado sud-americano que fundó Bolívar y a que dió, si no límites y condiciones de existencia propios para favorecer el desarrollo de su civilizacion, a lo ménos su nombre y el ejemplo de sus gloriosos hechos.

Los autores de la presente publicacion han querido cooperar, en la medida de sus fuerzas, al patriótico pro-

pósito de que se ha manifestado poseido, al traves de las peripecias de una desagradable e infructuosa negociacion y de una violenta ruptura, el señor Ministro de Relaciones Esteriores de Chile. Les anima, como a este elevado funcionario, el deseo de hacer llegar al mayor número posible de espíritus imparciales en el estranjero la relacion fiel y desapasionada de los antecedentes del conflicto futuro boliviano. Se hallan penetrados, como el director de la política internacional de Chile, de las obligaciones de publicidad que imponen a un Estado culto su propio decoro y el respeto a los demas Estados con quienes le ligan relaciones estrechas de amistad y comercio, asi como abrigan la persuasion arraigada y profunda de que, haciendo luz, toda la luz posible sobre la materia, abren camino en la completa justificacion de los procedimientos de Chile ante la conciencia de Sud-América y del mundo.

La forma de folleto que hemos dado a la interesante Esposicion del señor don Alejandro Fierro y a la série de notas con que hemos creido conveniente acompañarla, tiene por objeto mantener en lo posible a la vista del público estranjero documentos de inmenso valor político que corrian hasta aquí en las hojas fujitivas de la prensa periódica, y hacer su lectura fácil y cómoda, a la par que espedita su compulsa por los hombres de letras y de Estado. Si con ello logramos prestar algun servicio a la ciencia y a la política y facilitar el logro de las lejítimas aspiraciones y del noble empeño de publicidad que animan a la Cancillería de Chile, nuestras esperanzas quedarán colmadas y satisfecho nuestro propósito.

CIRCULAR

A LOS HONORABLES MINISTROS DIPLOMATICOS ACREDITADOS EN CHILE.

Santiago, marzo 3 *de* 1879.

Señor:

Tengo la honra de acompañar a V. S. una Esposicion de los motivos que justifican la reivindicacion que Chile ha hecho de los territorios que poseia en el Desierto de Atacama, entre los paralelos 23 y 24 de latitud Sur.

Me asiste la confianza de que la lectura de esa sencilla narracion llevará al espíritu de V. S. el convencimiento de que Chile, en sus relaciones con Bolivia, no ha abandonado la política de moderacion y templanza, con que tanto simpatiza, sino cuando vió agotados todos los caminos que ella franquea, y puestos en peligro la dignidad del país y valiosos intereses de sus nacionales residentes en aquel territorio.

El alto y lejítimo interes que el Gobierno de Chile cifra en que su política internacional sea debidamente apreciada por los Gobiernos con cuya amistad se honra y cuya estimacion procura con incesante anhelo merecer, me ha inducido a consignar por escrito la esposicion que ahora pongo en manos de V. S., rogándole se digne elevarla al conocimiento de su ilustrado Gobierno.

No necesito asegurar a V. S. que sus nacionales hallarán en el territorio en que ahora ha vuelto a imperar la lei chilena toda clase de garantías en sus personas e intereses.

Aprovecho esta ocasion para reiterar a V. S. la espresion de mis sentimientos de elevada consideracion con que soi de V. S.

Atento y seguro servidor.

ALEJANDRO FIERRO.

REPUBLICA DE CHILE.

MINISTERIO DE RELACIONES ESTERIORES.

Santiago, febrero 18 *de* 1879.

Señor ministro:

El 12 del presente mes, S. E. el presidente de la República ordenó que fuerzas nacionales se trasladaran a las costas del desierto de Atacama para reivindicar y ocupar en nombre de Chile los territorios que poseia ántes de ajustar con Bolivia los Tratados de límites de 1866 y 1874.

El Tratado de 1866 fué anulado y desapareció con la celebracion del que lleva la fecha del 6 de agosto de 1874, y este último acaba de ser abrogado por actos deliberados y persistentes del Gobierno de Bolivia, que importan, no solo el desconocimiento completo de las obligaciones que aquel pacto solemne le imponia, sino tambien una injuria a la lealtad y espíritu conciliador de Chile, que el honor nacional no podia consentir.

Agotados los espedientes de conciliacion que su anhelo por la tranquilidad de la América hacia a Chile poner en incesante ejercicio; desoidos y desdeñados por Bolivia todos los llamamientos que se le dirijian al cumplimiento de obligaciones legalmente pactadas en el Tratado de 1874, no quedaba a Chile otro camino que colocar nuevamente su bandera en los territorios de que era dueño y devolver con ella a la numerosa poblacion chilena y estranjera, a sus industrias y capitales allí radicados, la tranquilidad, la confianza y el bienestar de que la administracion boliviana les habia hecho carecer.

Chile, que ama la paz de la América casi tanto como

la tranquilidad de su propio hogar y cuya tradicional conducta ha sido siempre caracterizada por la moderacion y templanza, ha tenido el pesar de ver, en sus relaciones con Bolivia, destruirse una a una sus esperanzas de arreglo amistoso, e imponerse, por último, la dolorosa necesidad de acudir a un desenlace con apoyo de la fuerza.

No estaria, sin embargo, enteramente tranquilo si al dar este paso, que a la vez demandaban su conciencia, sus derechos y su propia dignidad, no abrigase Chile la íntima persuasion de hallar en el espíritu sereno e ilustrado de V. E. la mas ámplia y cumplida justificacion de su conducta.

A este efecto, he recibido de S. E. el Presidente de la República instrucciones de presentar al Gobierno de V. E. una breve y compendiosa reseña de los antecedentes de la cuestion y de las causas que han determinado los últimos acontecimientos.

I

Consolidada la emancipacion política de la América española, las nuevas repúblicas no tardaron en fijar su atencion en los territorios que abrazaban sus respectivas nacionalidades y sobre los cuales debia rejir el imperio de sus leyes. Aceptada por las diversas secciones de América el principio de que «las repúblicas americanas tenian por límites los mismos que correspondian a las demarcaciones coloniales de que se formaron,» fué fácil para Chile saber hasta dónde se estendia por el Norte el campo en que debia ejercitarse su actividad nacional.

Bastaba para ello interrogar a la historia, consultar el pensamiento escrito de los soberanos españoles y examinar los actos jurisdiccionales que habia sido la consecuencia de esa manifestacion de la voluntad suprema.

Este triple testimonio no permite abrigar dudas de que el límite boreal de Chile era al ménos el paralelo 23 de latitud sur, o lo que es lo mismo, que el litoral y desierto de Atacama hasta la bahia de Mejillones inclusive, formaba parte del territorio de la República.

Con esta conviccion, el Presidente de la República

dirijió al Cuerpo Lejislativo un mensaje, fechado el 13 de julio de 1842, en el cual se leen las siguientes palabras:—«Reconocida en Europa la utilidad de la sustancia denominada huano, que desde tiempo inmemorial se usa como abono para la labranza de tierras en la costa del Perú, juzgué necesario mandar una comision esplotadora a examinar *el Litoral comprendido entre el puerto de Coquimbo y el morro de Mejillones*, con el fin de descubrir si *en el territorio de la República* existian algunas huaneras cuyo beneficio pudiera proporcionar un ramo nuevo de ingreso a la Hacienda Pública; y aunque el resultado de la espedicion no correspondió plenamente a las esperanzas que se habian concebido, sin embargo, desde los 29° 35' hasta los 23° 6' de latitud se halló huano en diez y seis puntos de la costa e islas inmediatas, con mas o menos abundancia, segun la naturaleza de las localidades en que existen estos depósitos.»

Acompañaba a este mensaje un proyecto de lei declarando de propiedad nacional las huaneras y señalando algunas reglas para su esplotacion.

Aprobado ese proyecto y convertido en lei de la República el 31 de diciembre del mismo año, supo el Gobierno de Chile con sorpresa mas tarde, que el de Bolivia exhibia pretensiones por primera vez al desierto de Atacama. Tales pretensiones habian sido desautorizadas de antemano por el primer majistrado de aquella República, sin protesta alguna de los otros poderes. El Jeneral Santa Cruz habia, en efecto, dictado el siguiente decreto refiriéndose a Cobija, pocos años ántes:—«La necesidad de fomentar *el único puerto* de la República y atendiendo a que la falta de numerario para costear los gastos que demandan las obras proyectadas hace infructuosa todas las medidas que el Gobierno ha adoptado para la pronta realizacion de tan interesantes objetos, decreto: Se autoriza al coronel Manuel Amaya para levantar un empréstito de cien mil pesos...»

Mas tarde, en un mensaje de fecha 6 de agosto de 1833, decia el Presidente, Jeneral Santa Cruz, a los representantes de Bolivia lo que sigue:—«Despues de vuestro receso en la anterior lejislatura, he cumplido con la promesa que os hice entónces de visitar en persona la provincia Litoral, queriendo llenar debidamente vuestros

deseos y la lei de 12 de octubre del año próximo pasado *en favor de nuestro único puerto de Cobija.*»

Con tales antecedentes no podia mirarse sin cierta estrañeza la manifestacion por parte de Bolivia de pretensiones y exijencias que estaban en pugna con los claros derechos de Chile al dominio del desierto de Atacama y que eran, al mismo, tiempo incompatibles con la conviccion del jefe supremo de aquella República, inequivocamente espresada en los documentos que acabo de citar.

Deseando, sin embargo, el Gobierno de Chile formar acerca de esta cuestion importante una opinion que estuviera completamente escenta de las influencias perturbadoras que suele crear el interes nacional, emprendió un estudio cuidadoso de los archivos, sometió a prolijo exámen los documentos que se exhibian de una y otra parte, e hizo un frio paralelo de los títulos con que cada nacion sostenia sus respectivos derechos.

Esta grata tarea sirvió para acentuar y robustecer la conviccion que le asistia de que la costa y desierto de Atacama hasta el paralelo 23 eran evidentemente parte integrante del territorio nacional.

Deplorando el error en que incurria el Gobierno de Bolivia cuando pretendia fijar el limite divisorio de ambas Repúblicas en la desembocadura de un rio que se llamó Salado, y cuyo curso los mismos jeógrafos que llamó en su apoyo señalan con curiosa variedad ya en el grado 25 30', ya en el 26 y aun en el 27, el Gobierno de Chile manifestó, al frente de esas pruebas vagas, indecisas, y no pocas veces contradictorias, títulos de un valor incontestable y a cuya fuerza probatoria creyó difícil que pudiera sustraerse algun espíritu desapasionado.

Fué, en efecto, fácil de mostrar que desde mediados del siglo XV hasta mediados del siglo siguiente, los escritores de mas respetabilidad y que mas crédito podian inspirar, tales como Pedro Cieza de Leon, en su obra titulada *Primera parte de la crónica del Perú*, dada a luz en 1553, el inca Garcilazo de la Vega, célebre compilador de las tradiciones de aquel país, en sus *Comentarios reales*, que aparecieron en 1609 y 1616; el jesuita Anello Oliva, que publicó una historia del Perú, y otros de

igual nombradia están de acuerdo en afirmar que el desierto de Atacama formaba parte de Chile.

Pero, y aparte de testimonios de esta naturaleza, hai documentos oficiales que comprueban que el territorio de la República llega hasta el paralelo 23 y que en el territorio que se estiende al Sur se ha ejercido jurisdiccion por las autoridades de Chile desde la época del coloniaje. Consta, pues, de esos documentos que descubiertas en el desierto de Atacama algunas porciones de terrenos hábiles para el cultivo hácia el grado 24 30', fueron solicitadas en 1679, a título de merced, ante el Gobernador y Capitan Jeneral de Chile y concedidas por éste a los descubridores. Consta asi mismo, que la bahía de Nuestra Señora, conocida con el nombre de Paposo, situada en el grado 24 30', es decir, en medio del desierto. fué a fines del siglo pasado el centro del comercio en el Litoral de Atacama y el punto de residencia de casi todos los pobladores de aquella rejion. El Paposo era, pues, la cabecera de un distrito que abrazaba toda la comarca en que habia moradores y estaba rejido por un juez nombrado por las autoridades de Chile. Las reales órdenes de 3 de junio de 1801 y 26 de junio de 1803, mas esplícitas todavía, declaran que el Paposo era considerado como la cabecera de toda la costa y desierto de Atacama y que todo aquel territorio estaba sometido a las autoridades de Santiago. La real cédula de 10 de octubre de 1803, ordenó mas tarde que el desierto de Atacama se segregase de Chile y fuera incorporado al Perú; pero esta real cédula no llegó a tener efecto, sirviendo solo para dejar establecido, de un modo mas inequivoco aun, que aquella rejion habia pertenecido a la Capitania Jeneral de Chile en tiempo de la colonia y que continuaba despues formando parte de la República.

Es sabido que en 1789 partió de Cádiz una espedicion cientifica compuesta de las corbetas *Descubierta* y *Atrevida*, mandadas por los capitanes de fragata don Alejandro Malaspina y don José Bustamante. Esta comision, que el soberano español encomendó a personas de notoria competencia, trajo por principal encargo reconocer la costa de la América Meridional. A fin de asegurar la mayor fidelidad y exactitud en los trabajos que le estaban encomendados se puso a disposicion de los jefes de

la espedicion todos los documentos de Indias que existian en los archivos de España, y al mismo tiempo se espidió una circular, fechada en Madrid el 5 de febrero de 1789, ordenando a los Vireyes y Capitanes Jenerales del Nuevo Mundo que ayudasen con los elementos de que fuera dado disponer a la mision de los señores Malaspina y Bustamante, facilitándoles el conocimiento de los valiosos archivos de la entónces estinguida Compañía de Jesus.

La espedicion tocó en Montevideo, atravesó el cabo de Hornos y a la altura de Chiloé empezó a reconocer las costas de América hácia el Norte. Fruto de esta espedicion, preparada y provista con esmerada solicitud de todos los elementos necesarios para asegurar el logro de su importante objeto, fué la carta esférica que hasta ahora se conserva, presentada al rei de España en 1799 por don Juan de Lángara, secretario de Estado y del despacho universal de marina. En esa valiosa carta, cuya importancia no podria discutirse, se señalaba como límite boreal de Chile el paralelo 22, y naturalmente se le asigna o reconoce dominio en una estension de territorio mas considerable que aquella que poseia tranquilamente desde la época del coloniaje.

Como uno de los muchos comprobantes que podria aducir en apoyo de la jurisdiccion que Chile ha ejercido siempre en aquella rejion, no considero de mas observar que la sola Aduana de Valparaiso otorgó, en cumplimiento de la lei de 31 de octubre de 1842, en el tiempo trascurrido desde esta fecha hasta el año de 1857, ciento trece licencias a diversos buques de distintas nacionalidades para cargar guano en Mejillones, Angamos, Santa María y demas caletas del Litoral del desierto.

Las manifestaciones de la voluntad soberana y los actos de jurisdiccion ejercidos por Chile en las dos épocas de su existencia política sobre el desierto de Atacama hasta el paralelo 23, no hallarian cabida, si hubiera de referirlos todos, en los estrechos límites de esta comunicacion. Limitándome a insinuar solo algunos, he tenido mui en cuenta la consideracion de no distraer demasiado la benévola atencion de V. E.

Me halaga, sin embargo, la creencia de que ellos habrán bastado para que V. E. se persuada de que a Chile no le

era dado abandonar en obsequio de Bolivia territorios de que se consideraba dueño y lejítimo poseedor.

Al mismo tiempo que Chile sostenia con firmeza sus derechos de dominio y de quieta posesion en el desierto hasta el paralelo 23, no dejaba de tentar con cuidadoso anhelo los arbitrios que le parecian propios para acercar la solucion del desacuerdo existente. Las diversas jestiones iniciadas con tal propósito no dieron, sin embargo, el resultado que era de esperarse y las dos Repúblicas vieron trascurrir los años y alejarse la cordialidad de sus relaciones.

II.

Acontecimientos de suma gravedad, de que fué teatro el Pacífico en 1864, conmovieron hondamente la tranquilidad de una gran parte del Continente sud-americano, despertando un vivo y enérjico sentimiento de estrecha union, ante el cual se apresuraron Chile y Bolivia a deponer sus pasados desacuerdos y a sellar el tratado de límites de 10 de agosto de 1866.

Chile no vaciló en sacrificar jenerosamente parte de sus derechos impulsado por un espíritu de sincera amistad y pensando que Bolivia sabria apreciar y corresponder esos elevados sentimientos. Suscribió un pacto que en su artículo I disponia «que la línea de demarcacion de los límites entre Chile y Bolivia, en el desierto de Atacama, seria en adelante el paralelo 24 de latitud meridional, desde el Litoral del Pacífico hasta los límites Orientales de Chile; de suerte que Chile por el Sur y Bolivia por el Norte tendrian la posesion y dominio de los territorios que se estienden hasta el mencionado paralelo 24, pudiendo ejercer en ellos todos los actos de jurisdiccion y soberanía correspondientes al señor del suelo. La fijacion exacta de la línea de demarcacion entre los dos paises se hará por una comision de personas idóneas y peritas, la mitad de cuyos miembros será nombrada por cada una de las altas partes contratantes».

Por el artículo II se convino que «no obstante la division territorial estipulada en el artículo anterior, la República de Chile y la República de Bolivia se repar-

tirán por mitad los productos provenientes de la esplotacion de los depósitos de huano descubiertos en Mejillones y de los demas del mismo abono que se descubrieren en el territorio comprendido entre los grados 23 y 25 de latitud meridional, *como tambien los derechos de esportacion que se perciban sobre los minerales* estraidos del mismo espacio de territorio que acaba de designarse».

El artículo III establece que «la República de Bolivia se obliga a habilitar la bahía y puerto de Mejillones, estableciendo en aquel punto una aduana con el número de empleados que exija el desarrollo de la industria y del comercio. Esta aduana será la única oficina fiscal que pueda percibir los productos y los derechos de esportacion de metales de que trata el artículo procedente. El Gobierno de Chile podrá nombrar uno o mas empleados fiscales que, investidos de un perfecto derecho de vijilancia, intervengan en las cuentas de las entradas de la referida aduana de Mejillones y perciban de la misma oficina, directamente y por trimestres, o de la manera que se estipulase por ámbos Estados, la parte de beneficios correspondiente a Chile, a que se refiere el citado artículo II. La misma facultad tendrá el Gobierno de Bolivia, siempre que el de Chile, para la recaudacion y percepcion de los productos de que habla el artículo anterior, estableciere alguna oficina fiscal en el territorio comprendido entre los grados 24 y 25».

El artículo IV dispuso que «serán libres de todo derecho de esportacion los productos del territorio comprendido entre los grados 24 y 25 latitud meridional que se estraigan por el puerto de Mejillones; y tambien serán libres de todo derecho de importacion los productos naturales de Chile que se introduzcan por el mismo puerto».

Por el artículo V se convino «que el sistema de esplotacion o venta del huano y los derechos de esportacion sobre los minerales de que trata el artículo II de este pacto, serian determinados de comun acuerdo por las altas partes contratantes, ya por medio de convenciones especiales o en la forma que estimaren mas conveniente y espedita».

Por el artículo VI, «que las Repúblicas contratantes

se obligarian a no enajenar sus derechos a la posesion o dominio del territorio que se dividen entre sí por el presente tratado a favor de otro Estado, sociedad o individuo particular. En caso de desear alguna de ellas hacer tal enajenacion, el comprador no podrá ser sino la otra parte contratante».

Y finalmente, por el artículo VII se convino que «en atencion a los perjuicios que la cuestion de límites entre Chile y Bolivia han irrogado, segun es notorio, a los individuos que asociados fueron los primeros en esplotar sériamente las huaneras de Mejillones y cuyos trabajos de esplotacion se suspendieran por disposicion de las autoridades de Chile en 17 de febrero de 1873, las altas partes contratantes se comprometen a dar, por equidad, a los espresados individuos una indemnizacion de ochenta mil pesos, pagadera con el diez por ciento de los productos líquidos de la aduana de Mejillones».

Estos siete artículos que formaron el Tratado de 1866 y que he cuidado de trasmitir con perfecta exactitud, no fueron, como aguardaba el Gobierno de Chile, otros tantos eslabones de union entre ámbas Repúblicas.

Chile se apresuró a despojarse por su parte de la posesion que mantenia en el grado 23, en la cual le sustituyó Bolivia, y a nombrar el comisionado que en union con el de esa República debia fijar en el desierto de Atacama el paralelo 24, límite divisorio entre ellas, y los paralelos 23 y 25, que formaban por el Norte y Sur la zona de territorio de cuyos productos tenian participacion comun.

Al llenar, por su parte, leal y honradamente las obligaciones que le imponian el Tratado de 66, estaba Chile mui léjos de pensar que Bolivia habria de considerarse desligada de cumplir por su parte con las suyas. No trascurrió, sin embargo, largo tiempo sin que una série de sucesos desagradables se encargara de imponerle este triste convencimiento.

V. E. no ignora acaso que en 1870 un ciudadano chileno, impulsado por el espíritu de empresa y cediendo a una feliz inspiracion, penetró en el desierto de Atacama y arrancó de su seno el secreto de riquezas que bien pronto atrajeron hácia ellas un vigoroso y sostenido movimiento de inmigracion chilena. Los nuevos colonos no

se detuvieron ante las dificultades y sacrificios de la empresa; y al esfuerzo de fatigosa labor vieron surjir las poblaciones, hoi florecientes, de Antofagasta y Caracoles, que el pueblo de Chile puede exhibir como conquistas de su trabajo y de su constancia.

La importancia del mineral nuevamente descubierto correspondió a las primeras esperanzas, y la corriente de capitales chilenos se abrió luego camino hasta el interior del desierto para secundar en diversas formas los propósitos de una iniciativa tan intelijente como enérjica.

Este gran acontecimiento vino a imprimir mayor importancia a las estipulaciones del Tratado de 1866, cuyo cumplimiento empezaba Chile a reclamar sin fruto.

Como he tenido la honra de manifestarlo, trascribiendo el pacto, al hacer Chile voluntario y condicional abandono del grado 23, se le reconoció por parte de Bolivia clara y esplícitamente, entre otros, los siguientes derechos:

1.° A percibir la mitad de los productos provenientes del cobro del impuesto de esportacion sobre los minerales que se estrajesen del territorio comprendido entre los paralelos 23 y 24 (artículo II del tratado), y

2.° A nombrar uno o mas empleados fiscales que, investido de un perfecto derecho de vijilancia, interviniesen en las cuentas de las entradas de la aduana de Mejillones que el Gobierno de Bolivia se obligó a habilitar y mantener con el número correspondiente de empleados, y a percibir directamente y por trimestres la parte de beneficios perteneciente a Chile, de conformidad con el artículo II (artículo III del tratado).

Interpelado el año 1871 el Gobierno de Bolivia para que diera fiel cumplimiento en esta parte al tratado, entregando a Chile la mitad de los derechos ya percibidos y que continuara percibiendo, derechos que, a juicio de Chile, representaban una injente suma, porque era notorio que una sola casa comercial de Valparaiso habia enterado en aduanas de aquella República la suma de 25,000 pesos, negóse con fútiles y estudiados pretestos a acojer la justa demanda que se le hacia. Pretendió desde luego que el mineral de Caracoles no se hallaba en el territorio de participacion comun, sin exhibir consideracion alguna respetable que autorizara tal suposicion, con-

traria, por lo demas, al dictámen de los comisarios científicos que el año anterior habian determinado, por encargo de ámbos Gobiernos, aquel territorio y comprendido dentro de sus linderos el lugar en que las minas estaban ubicadas.

No fué Chile mas feliz en su exijencia para que se aceptase en la aduana de Antofagasta, de conformidad con el pacto vijente, la intervencion de funcionarios chilenos que vijilaran las operaciones de los empleados de aquella República. So pretesto de que el ejercicio de este derecho lastimaba la soberanía nacional, se hacia letra muerta de la Convencion de 66, se convertia en irritante burla los derechos de Chile, y se le despojaba sin ambajes de su indisputable propiedad.

Los secretos móviles de la resistencia que se oponia a la inspeccion de las oficinas perceptoras de fondos se revelaron mas tarde en las siguientes palabras de un informe que el señor Virreira, empleado de Bolivia, presentó a la autoridad de su país:—«En la aduana de Antofagasta parece que el caos hubiera sido mantenido adrede para evitar un exámen. No ha existidó cuenta alguna hasta que a principio de 1873 abrió los primeros libros y cuentas el actual administrador. El primer semestre de 1872 no tiene mas cuenta que un resúmen o cuadro que el administrador don H. Ortiz pasó a su sucesor don E. Zalles; la cuenta del segundo semestre está tambien contenida en otro cuadro igual de unas pocas líneas, y ninguno de ellos puede dar idea de la marcha de la oficina. En Mejillones, aunque se encuentran libros de cuentas, ellos son incompletos y tampoco pueden dar luz en cuanto a las operaciones de aduana, pues carecen de documentacion.»

En presencia de estos hechos, refractarios de obligaciones solemnemente pactadas y hasta cierto punto ofensivos a la dignidad de nuestro país, el Gobierno de Chile habria estado perfectamente justificado retirando su nombre del Tratado de 1866 y recuperando el territorio que cedió, solo a virtud de condiciones que de la otra parte se ponia tenaz empeño en eludir.

Pudo, con todo, mas en los consejos del Gobierno de Chile su decidida inclinacion a la paz y echando en olvido pasadas contrariedades, resolvió tentar de nuevo

las soluciones amistosas, para lo cual acreditó otra legacion estraordinaria en Bolivia.

Esta se dirijió el 10 de abril de 1872 al lugar de su destino, y un mes despues dió principio a su mision. No costó gran trabajo al representante chileno patentizar a los ojos del Gobierno de Bolivia la evidente justicia de las reclamaciones de que era portador. A este propósito, y despues de referir al Gabinete de Santiago circunstanciadamente los argumentos espuestos en conferencia celebrada el 18 de mayo, el diplomático chileno agregaba, en despacho del 20 del mismo mes, lo que sigue:— «El señor Ministro conoció la fuerza de esos argumentos y no me dió razon alguna que los destruyera; pero me espuso de una manera clara y terminante que Bolivia, a pesar de todo, no podia aceptar la sociedad pactada en el Tratado. Sobre este punto no cederia en manera alguna. S. E. creia esta comunidad inaceptable bajo todos aspectos, pues ella, sobre ser inusitada, seria causa de constantes desavenencias.»

Se ve, pues, que el Gobierno de Bolivia abrigaba la resolucion firme e indeclinable de no aceptar la comunidad que establecia el Tratado vijente. Era forzoso definir de alguna manera esta situacion que dia a dia iba acumulando en su seno mayores elementos de complicacion. Las jestiones del Ministro chileno, encaminadas a obtener el reconocimiento de los derechos de Chile, hallaban siempre en el Gabinete de La Paz moratorias y estudiadas dilaciones de las cuales usufructuaba aquel Gobierno, pues mediante a esos arbitrios continuaba percibiendo esclusivamente todos los derechos que el Tratado declaraba partibles por mitad entre las dos naciones.

En fin, despues de ocho meses de estériles y elevados esfuerzos de su diplomacia, el Gobierno de Chile se encontró en la alternativa de ceder una parte de sus derechos para asegurar por este medio el resto o de volver al estado que tenian las cosas ántes de negociarse el referido pacto.

Optó, como otras veces, por el sistema de las concesiones y el 5 de diciembre de 1872 se firmaba en La Paz, entre los plenipotenciarios de Chile y Bolivia, un convenio compuesto de nueve artículos, destinados a resolver, de conformidad con el Tratado de 1866, las

cuestiones incidentales a que espíritus predispuestos habian dado lugar.

Por lo demas, el convenio aludido, que no creaba para Chile ventaja alguna, da testimonio de sus benévolos sentimientos hácia Bolivia. Por el artículo VI se estableció, modificando en esta parte el Tratado de 1866, que ántes de entregar a Chile la mitad de las sumas recolectadas por derechos de esportacion de metales, se deduciria el importe del presupuesto de los empleados de hacienda y de justicia que reclamara el buen servicio del territorio formado por los paralelos 23 y 25, lo que equivalia a cubrir con fondos de Chile los sueldos y remuneraciones de empleados, en cuyo nombramiento no tenia parte alguna.

Este convenio fué aprobado por el Gobierno de Chile un mes despues, el 8 de enero de 1873; pero el de Bolivia no lo favoreció con su aceptacion. De este modo se frustraron una vez mas, sin culpa de Chile, las espectativas de arreglo y quedaron esterilizados los elevados y conciliadores propósitos que se tuvieron en vista al acreditar una Legacion Especial.

III

Sin desalentarse todavía por este ingrato resultado y persiguiendo con mas ahinco garantías y seguridad para el desarrollo tranquilo de los injentes intereses chilenos comprometidos en el Litoral y desierto de Atacama, el Gobierno de Chile envia una nueva Legacion a Bolivia, que se aleja de Valparaiso a mediados de 1873.

Hasta entónces el Tratado de 1866 solo habia sido respetado por Chile. Bolivia continuaba, con mengua de los intereses y derechos de esta República, usufructuando del territorio de participacion comun, y desconociendo los privilejios y ventajas que aquel pacto consigna en nuestro favor.

La política instable, y no siempre respetuosa del derecho ajeno, que de ordinario domina en el Gabinete de La Paz, hacia temer al Gobierno de Chile que exacciones violentas o tributos exhorbitantes se hicieran pesar sobre las personas e industrias chilenas esparcidas en el

desierto de Atacama. Evitar este peligro y poner al trabajo honrado a cubierto de espoliaciones inmerecidas, habia llegado a ser a la sazon una de las mas fuertes preocupaciones del Gobierno de Chile y el punto de mira de las negociaciones por entablarse.

La nueva Legacion de Chile, penetrada de aquellos temores, encaminó sus jestiones con afanoso y resuelto empeño a obtener medidas que, asegurando la tranquilidad para las valiosas empresas chilenas, comunicaran al mismo tiempo aliento y vida al espíritu industrial de los hijos de este país.

El Gobierno de Chile logra al fin alcanzar este resultado, haciendo para ello considerables sacrificios.

Condona a Bolivia la mitad de las sumas percibidas por los derechos de esportacion de los metales estraidos del grado 23, que correspondian a Chile segun el Tratado de 1866; la libertad del exámen fiscalizador que tenia derecho a practicar en sus oficinas aduaneras; y, por último, le cede para siempre el goce esclusivo de todos los derechos de esportacion que el Tratado referido declaraba partibles por mitad entre ámbas naciones. En cambio de estas valiosas cesiones, Chile reclamaba y obtenia una sola garantía: la seguridad de que durante 25 años, bajo ningun pretesto, bajo ninguna forma o denominacion, se impondria a las personas, capitales e industriales chilenas otras o mas altas contribuciones que las que al presente existian.

A ese pensamiento obedeció el Tratado que se firmó en Sucre el 6 de agosto de 1874, el cual, entre otras disposiciones inconducentes por ahora al esclarecimiento del conflicto actual, estableció la siguiente:

«Artículo IV. Los derechos de esportacion que se impongan sobre los minerales esplotados en la zona de territorio de que hablan los artículos precedentes (la formada por los paralelos 23 y 25), no escederá la cuota que actualmente se cobra, y *las personas, industrias y capitales chilenos* no quedarán sujetos a mas contribuciones *de cualesquiera clase que sean*, que a las que al presente existan. La estipulacion contenida en este artículo durará por el término de 25 años.»

El artículo III dispuso: «Queda desde esta fecha derogado en todas sus partes el tratado de 10 de agosto de

1866»; y por un Protocolo anexo, cuyo testo se considera incorporado al Tratado mismo, se consiguió el siguiente precepto: «Todas las cuestiones a que diere lugar la intelijencia y ejecucion del tratado deberán someterse al arbitraje.»

IV.

El Tratado de 1866 acababa de desaparecer sin que sus estipulaciones fundamentales hubieran sido observadas una sola vez por Bolivia, y para que V. E. se persuada todavía del poco respeto que merece a esa República su palabra i su fé empeñadas solemnemente, me bastará recordar a V. E. que durante los ocho años en que rijió aquel pacto, no dió tampoco cumplimiento al compromiso contraido por el artículo VII. V. E. no habrá olvidado quizas que por ese artículo ámbas Repúblicas se obligaron a indemnizar a ciertas personas que trabajando en el desierto habian recibido algunos perjuicios a consecuencia de la controversia sobre límites que existia entre ámbas naciones. De acuerdo con ese compromiso Chile y Bolivia debian entregar por mitad la suma de ochenta mil pesos a los damnificados, suma que se cubriria con el 10 por ciento del producto de la venta de guano. Chile entregó puntualmente aquella suma, pero Bolivia retardó con diversos pretestos su pago, y ahora pretende que no la debe por cuanto su obligacion desapareció desde que el Tratado de 1874 derogó al de 1866, sin tomar en cuenta que un pacto destinado a crear o modificar las obligaciones de dos paises, no puede destruir derechos de terceros, que no han sido consultados ni han intervenido en él. No traeria este hecho a la memoria si los perjudicados con esta conducta no hubieran acudido, invocando para ello cierta mancomunidad moral, que el tratado establece en esa parte, solicitando del Gobierno de Chile que hiciera jestiones amistosas al Gobierno de La Paz para obtener el pago de aquel crédito.

V.

El Gobierno de Chile esperaba que el nuevo pacto pondria término definitivo a la série interminable de

controversias odiosas, de reclamaciones cuotidianas, de dificultades de todo jénero á que el anterior habia dado lugar, y manifestaba complacido esta confianza al Congreso Nacional de 1875 en las siguientes palabras: "El Tratado de 6 de agosto del año último, cuyos pormenores reputo escusado espresar aquí, habiendo sido aprobado recientemente por el Congreso, revela de la manera mas palmaria, por la liberalidad de sus disposiciones, el espíritu eminentemente cordial y americano de que se sienten animados el Congreso y la Cancillería chilenos respecto de la República de Bolivia, y es una prenda segura de la permanencia de las buenas relaciones entre los dos paises. Eliminada en este tratado la comunidad de intereses, con escepcion de la que concierne a los guanos, cuya participacion comun no ha motivado ninguna dificultad, y concluida la intervencion aduanera que será innecesaria, nada vendrá a entorpecer en adelante la cordialidad de las relaciones existentes, ni a dificultar el cumplimiento de las obligaciones contraidas.

"En el ajuste de las nuevas estipulaciones, Chile no ha trepidado en ceder parte de su derecho, así para obtener nuevas franquicias en obsequio del comercio e industria de nuestros nacionales, como principalmente para zanjar de una vez por todas cuestiones ingratas que nos alejaban cada dia mas de Bolivia, cuya amistad tenemos interes en conservar, y cuyo progreso, unido estrechamente a la solucion de esas dificultades, no puede sernos en ningun caso indiferente."

VI.

Esta confianza, que no reconocia otro fundamento que un sentimiento de natural afeccion de parte de Chile, no tardó en ser burlada por sucesos de otro jénero que se desarrollaban en las poblaciones de Caracoles y Antofagasta. Las autoridades bolivianas que rejian esos pueblos alejadas del centro del Gobierno Nacional, libres de su vijilancia fiscalizadora, se abandonaban sin freno a las inspiraciones de sus caprichos o de su conveniencia y el

pueblo, pueblo chileno, era la víctima de constantes desmanes y atropellos injustificables.

El Gobierno recibia casi en cada vapor la protesta de las quejas de sus nacionales, y nada divisaba que le hiciera mirar como probable un cambio inmediato y radical en aquella penosa situacion. Un sentimiento de despecho, que la palabra del Gobierno de Chile y las jestiones moderadas de sus cónsules no bastaban a reprimir del todo, se dejaba conocer visiblemente en las colonias de Chile, y hacia temer el estallido de conflictos de enojosas consecuencias.

El pueblo de Chile, que habia llevado al desierto el trabajo, la vida y todas sus esperanzas, que instintivamente se inclinaba a considerarse dueño de aquellos territorios por los antiguos derechos de la república y por los títulos que acuerda el jenio y el sacrificio, que componia el noventa y tres por ciento de sus habitantes, apénas podia resignarse a soportar los vejámenes que con ofensiva altanería le prodigaban funcionarios de un órden subalterno.

En tal estado, el Gobierno de Chile creyó de su deber presentar al de Bolivia un lijero cuadro de aquella situacion, y con fecha 31 de enero de 1877, le decia lo siguiente:

«De algun tiempo a esta parte se preocupa mi Gobierno de inquirir con espíritu sereno e imparcial las causas que puedan producir escision entre los hijos de ésta y de esa República, residentes en el Litoral boliviano.

«Animado del propósito mas sincero de destruir todo aquello que se oponga a la union estrecha de ámbas nacionalidades, mi Gobierno no ha cesado de inculcar este sentimiento en los Cónsules que allí ha constituido, encareciéndoles la conveniencia de trasmitirla a nuestros nacionales. Les ha encargado así mismo que nieguen su proteccion a toda peticion o reclamo que no se presente acompañado de evidente justicia, y hasta ahora me complazco en reconocerlo, no han dejado aquellos funcionarios de interpretar fielmente el pensamiento de mi Gobierno.

«Desgraciadamente, esto no ha bastado a contener y evitar la perpetracion de graves y odiosos abusos, de que han sido víctima algunos ciudadanos chilenos, ni

las pretensiones exorbitantes de algunos ajentes secundarios de la administracion boliviana, negando las atribuciones mas elementales de nuestros ajentes consulares, como luego tendré ocasion de demostrarlo.

«Mi Gobierno ha llegado, por lo tanto, a persuadirse de que el oríjen del mal se encuentra en la eleccion poco acertada de algunos ajentes investidos de las funciones del poder público en esta parte del territorio boliviano, ajentes que colocados a gran distancia de las autoridades superiores, carecen de la saludable vijilancia y fiscalizacion de ese ilustrado Gobierno que aprecia los sucesos y situaciones por los relatos apasionados e inexactos de esos mismos ajentes, cuyos abusos quedan así sin el necesario correctivo.

«La numerosa colonia chilena ha ido formando el penoso convencimiento de que las liberales instituciones que rijen a Bolivia no alcanzan hasta ella y que sus personas y bienes se hallan a merced del capricho inescrupuloso de ajentes subalternos de la autoridad.

«V. E. debe tener conocimiento de la inhumana flajelacion que aplicó en Tocopilla a un ciudadano chileno un oficial de policía; V. E. debe tener tambien conocimiento de igual flajelacion inflijida recientemente en Mejillones a otro ciudadano chileno por órden del comisario de policía.

«Las respectivas jestiones que en cada caso han dirijido nuestros Cónsules para estimular el celo de las autoridades, en desagravio de la justicia y de la vindicta pública, no han traido otro resultado que un aparato de proceso tan ridículo como ilusorio.

«V. E. no habrá olvidadó tampoco el asesinato perpetrado en la persona de Clemente Andrade. Pero, para no citar otros casos, ahí está el homicidio recientemente ejecutado en la persona de Arriagada, que ahora se trata de cohonestar desnaturalizando, a juicio de mi Gobierno, los hechos que lo han producido.

«Esta série de hechos odiosos que han tenido que sufrir nuestros nacionales, ejecutados por empleados administrativos, sin que éstos hayan recibido en la jeneralidad de los casos la sancion penal que las leyes de Bolivia señalan, cualquiera que sea la nacionalidad del delincuente y del ofendido, ha ido despertando en la co-

lonia chilena un sentimiento natural de dolor y de despecho, que si no se aviene bien con el respeto y prestijio de que debe verse rodeada la autoridad, no procede en este caso sino de la conducta poco circunspecta y poco regular de esta misma autoridad.

«Y no crea V. E. que solo en los ajentes del poder político se hace sentir la falta de vijilancia a que atribuyo la principal parte en la creacion de la situacion que examino. Tambien la administracion de justicia, salvo honrosas escepciones, se halla léjos de inspirar la respetuosa consideracion de que ha debido hacerse merecedora. Diversos hechos que omito consignar aquí, manifiestan que no son infundados los recelos y desconfianzas con que son mirados sus fallos por las personas que se ven obligadas a solicitarlos.»

Despues de relatar los antecedentes de un proceso injustificable, iniciado contra dos ciudadanos chilenos por el juez letrado boliviano en Caracoles, el despacho del Gobierno de Chile agregaba; «Ahora bien: ¿quiere V. E. conocer los antecedentes del juez que así privaba de su sosten y su reposo a dos familias, que encerraba en una prision a dos hombres honrados, que difundia la inquietud y la zozobra en la numerosa agrupacion de chilenos que da vida a Caracoles?

«V. E. se impondrá con dolor, por medio de la copia que tengo el honor de acompañar, de que ese juez, a quien se habia creido conveniente hacer depositario de las funciones mas delicadas, funciones que requieren en quien las pone en ejercicio antecedentes intachables y honorabilidad probada, tenia sobre sí el peso de una acusacion criminal por intento de asesinato y consiguientes heridas que infirió el año de 1874 a Sebastian Lopez; y como si esto no fuera todavía bastante, en el año de 1875 se formó contra la persona de ese mismo juez otro proceso criminal por robo de dinero y otras especies de propiedad del doctor Manuel María Berazain.

«Y en este caso, siento decirlo a V. E, ni siquiera encuentro atenuaciones en una supuesta ignorancia de las notas infamantes que hacian de ese juez un juez imposible, porque ellas son de fecha reciente, y porque el nombre del criminal, junto con el de otros delincuentes, se consignaba por mandato del tribunal superior de Co-

bija en el rejistro de la Cárcel Pública de aquella ciudad.

«Este hecho y otros que pudiera citar a V. E. le llevarán sin duda el convencimiento de que la situacion de los chilenos en aquella rejion tiene mucho de azarosa e insegura.»

No era posible que continuara por mas tiempo un estado de cosas que envolvia para la colonia chilena todo jénero de peligros. Sus peticiones al Gobierno de La Paz, trescientas leguas distante del teatro de los sucesos, no le permitia abrigar fundadas esperanzas de reparacion. Pensóse entónces en la formacion de una sociedad, a que se dió el nombre de «La Patria», cuyo programa, entregado a la publicidad, resumia los propósitos de los asociados, que no eran otros que asegurarse una proteccion mutua, alivio a los enfermos y ocupacion a los que carecian de ella. Los asociados se comprometian, ademas, a someter cualquiera cuestion comercial, minera o personal, que surjiera entre ellos, al fallo de un jurado de arbitraje, nombrado del seno mismo de la sociedad. Se obligaban tambien a no mezclarse en la política del país ni en la creencia relijiosa de ninguno de sus miembros.

Este programa que, respondiendo a un sentimiento humanitario y fraternal, satisfacia al propio tiempo una necesidad imperiosa, creando una medida salvadora, cuidó mui especialmente de no lastimar la susceptibilidad de los funcionarios de Bolivia. No imprimió a la sociedad el sello de una nacionalidad esclusiva; léjos de ello, llamó a formar parte tanto a los chilenos como a los bolivianos y estranjeros. Mas aun; insinuó al Sub-prefecto que el directorio abrigaba el pensamiento de designarlo en calidad de miembro honorario de la sociedad.

Sensible a estos sentimientos, el Sub-prefecto de Caracoles decia contestando:

«Entusiasta como el que mas por toda sociedad benéfica y moral que se establece, hago votos porque la que se proponen fundar, beneficie a este industrioso mineral.»

Se lisonjeaban los chilenos de haber removido una de las causas mas graves de su malestar con la formacion de esta sociedad, y nada les hacia presumir que pronto se les haria blanco de una persecucion odiosa y severa. Consideraban que el derecho de asociacion, que la Constitucion de Bolivia otorga, sin escepcion ni distincion, a

todos sus habitantes, no se les desconoceria y que podrian contar con aquella preciosa garantía que los pueblos libres ofrecen siempre a los que pisan su suelo.

«Esta creencia, agregaba el Gobierno de Chilè en el referido despacho, ha debido, sin embargo, sentirse considerablemente debilitada, en vista de una nota que V. E. ha dirijido al señor Prefecto del Litoral el 7 de diciembre último, y en la cual recomienda a las autoridades que empleen medidas escepcionales de rigor contra los miembros de la sociedad «La Patria», en quienes ve seguramente V. E., no individuos honrados que en la medida de sus fuerzas y en el uso de su derecho cooperan al progreso comun, sino elementos peligrosos que conviene alejar del territorio boliviano, aun sin forma de juicio, o sometiéndolos a un procedimiento escepcional, como se me asegura que ya ha sucedido. Y esto es tanto mas grave cuanto que para dirijir esa recomendacion, V. E. se refiere a simples *tendencias* y no a ningun acto determinado y concreto, como si las intenciones y los propósitos pudieran ser materia de un procedimiento criminal.

«Mi Gobierno no alcanza a esplicarse, señor Ministro, que jénero de consideraciones haya podido aconsejar contra los hijos de esta República semejante línea de conducta, que parece constituir una hostilidad sistemática dirijida a hacerles, si no imposible, en estremo penosa su permanencia en ese país.

«V. E. ha visto que se ha puesto su fortuna, su honra y su vida en manos criminales, y cuando por este motivo, que no puede ser mas justificado, han resuelto definir sus contiendas por jueces árbitros elejidos por ellos mismos, se les persigue y aun se les amenaza con la espulsion del territorio. Se pretende negar ya a nuestros nacionales no solo el ejercicio lejítimo del derecho de asociacion, sino aun la facultad natural que todos poseen de someter al fallo de terceros sus desacuerdos privados. V. E. convendrá conmigo en que no se puede llevar mas léjos esta prevencion injustificable contra la nacionalidad chilena.

«Para cohonestar este procedimiento, se aparenta ver en la resolucion de los chilenos un agravio a la majistratura boliviana, y no se advierte que ese respeto no se impone por la violencia sino que se conquista por la

elevacion, honorabilidad y rectitud del majistrado. El derecho de someter sus juicios y cuestiones al fallo de árbitros, no solo descansa en la lejislacion civil de todos los paises, sino que tiene la doble sancion de la práctica y de las leyes internacionales. En algunas naciones hai una jurisdiccion especial para los estranjeros, con el fin de darles una garantía contra la prevencion que pudieran profesarles los naturales. La mayor parte de los reglamentos consulares, como lo sabe V. E., encargan a los Cónsules que amonesten a sus conciudadanos en el sentido de que diriman sus diferencias sin ocurrir a los tribunales locales, y muchos constituyen a los mismos Cónsules en jueces árbitros. No necesito recordar a V. E. que el oríjen mismo de los Cónsules no fué otro que la facultad que voluntariamente concedian algunos soberanos a los estranjeros comerciantes que llegaban a sus puertos o establecimientos, para constituir un juez de su nacion que decidiese sus pleitos, conforme a las leyes patrias.

«Si la sociedad «La Patria» ha podido nacer al amparo de la Constitucion de esa República; si va a ejercer su accion dentro de la esfera permitida y garantida por las leyes, sin inferir agravio a la administracion de justicia, el derecho que tiene para existir, y aun para ser protejida, es todavía mas perfecto, si se recuerdan los antecedentes judiciales que he tenido la honra de esponer.

«Los chilenos, vejados en sus personas, perjudicados en sus intereses, solicitaban en sus angustias la intervencion consular de Chile. El Prefecto de Antofagasta, en su declarada hostilidad hácia los miembros de la sociedad «La Patria», hacia citar al presidente y tesorero, que residian en Caracoles, para que abandonando sus negocios se trasladasen, recorriendo un camino de cuarenta leguas, a dar esplicaciones acerca de la sociedad referida, providencia completamente innecesaria, desde que por medio del Sub-prefecto de Caracoles le era fácil obtener todos los datos de que hubiera menester.

«La injerencia consular que estos sucesos hizo necesaria, vino a demostrar tambien que la autoridades subalternas del Litoral desconocieron las atribuciones y deberes de aquellos funcionarios. El Cónsul de Chile en Caracoles preguntaba con delicadeza al Sub-prefecto si

era auténtica la órden que se decia haber impartido por su órgano el Prefecto de Antofagasta, disponiendo que el presidente y tesorero de la sociedad «La Patria» se trasladasen a aquel puerto, y el referido Sub-prefecto, despues de negarse con algunos pretestos a satisfacer la atenta solicitud del Consulado chileno, trascribió a éste, con fecha 11 de diciembre, la siguiente nota del Prefecto de Antofagasta, en que se desconocia a los Cónsules el derecho de amparar a sus nacionales injustamente ofendidos.

«No pudiendo esta Prefectura, decia aquella nota, reconocer en el señor Cónsul de Chile ni aun en el señor Cónsul Jeneral, la facultad de intervenir en asuntos que no sean meramente comerciales, que les estén espresamente encargados en los tratados con el país en que residen, tengo necesidad de recordar al señor Cónsul de Chile los principios y reglas jenerales del derecho internacional que prohiben a los Cónsules tomar injerencia en asuntos que, como el de los señores Palazuelos y Lichtenstein, chileno el uno y aleman el otro, solo seria materia de una reclamacion diplomática, *puesto* que *los Cónsules no tienen facultad para admitir protestas de sus conciudadanos contra los actos de una autoridad del país en que serán sometidos a sus leyes.* De este proceder inusitado doi cuenta a mi Gobierno para que, por el órgano correspondiente, pida al de Chile que los señores Cónsules se circunscriban en sus relaciones oficiales con la autoridad política de este departamento a las reglas establecidas por el derecho de jentes para estos casos, y que no salgan de la órbita de las atribuciones que les prescribe el derecho y las prácticas jeneralmente aceptadas entre las naciones.»

Esta conducta del Prefecto de Antofagasta era tanto mas incomprensible, cuanto que el Gabinete de La Paz habia manifestado, un mes ántes, en circular de 16 de noviembre, dirijida a sus Cónsules en el estranjero, teorías completamente contrarias. En esa circular decia: «El Gobierno no puede ver con indiferencia que sus nacionales residentes en país estranjero sean perseguidos, encarcelados y victimados, sin que para ello, como ha sucedido en ciertos lugares, se observen no solamente los principios de reciprocidad establecidos por el Dere-

cho Internacional, ni aun las leyes de la humanidad, ni las comunes del Estado.» Y al terminar agregaba: «Los precedentes enunciados, señor Cónsul, me obligan a dirijirme a usted para recomendarle que en observancia de las convenciones que tiene celebradas Bolivia con los Estados estranjeros, y en vista de las leyes protectoras del derecho internacional que rije a falta de tratados a todos los pueblos civilizados, procure usted *prestar la mas decidida y eficaz proteccion a los nacionales bolivianos residentes en ese punto, haciendo en favor de éstos ante el Gobierno de esa nacion todas las reclamaciones que en su caso fueren necesarias*, dando avisos oportunos al Gobierno de esta República, a fin de que pueda pedir las reparaciones que la justicia exije de los ilustrados gobiernos con los que felizmente Bolivia mantiene relaciones de franca y leal amistad.»

Mientras el Gobierno de Bolivia, en la circular trascrita, declaraba que los cónsules debian prestar decidido amparo a los nacionales lastimados en sus derechos, el Prefecto de Antofagasta declaraba, a su vez, que no tenian facultad ni para aceptar la protesta de sus quejas. El Gobierno de Bolivia les encarecia la conveniencia de reclamar ante el Gobierno mismo de la nacion contra las vejaciones de que se les hiciera objeto, y el Prefecto, conocedor del pensamiento de su Gobierno, afirmaba, no obstante, que no les era lícito reclamar siquiera ante las autoridades subalternas.

Estos hechos manifiestan que existia una profunda perturbacion en los resortes de la administracion de Bolivia, debida, sin duda, como ántes he tenido la honra de esponerlo, a la falta de ilustracion de sus ajentes y a la inmensa distancia que separaba las autoridades de La Paz de las del Litoral.

El Gobierno de Chile, deplorando la sensible situacion que vituperables procedimientos de las autoridades bolivianas habian creado para los hijos de este país, no sentia que ello fuera bastante todavía para debilitar sus sentimientos de conciliacion y benevolencia hácia la república de Bolivia.

Al concluir el despacho que contenia la narracion de los sucesos de que me estoi ocupando, consignaba estas palabras: «Por parte del Gobierno de Chile, que no

quiere ver en Bolivia sino un país amigo y hermano, y con el cual aspira a mantener siempre y estrechar las relaciones mas cordiales de fraternidad, se harán incesantemente todos los esfuerzos posibles a fin de que la paz y la amistad hasta hoi existentes no se alteren ní debiliten, confiando al mismo tiempo para alcanzar estos propósitos en que sus ciudadanos residentes de Bolivia han de estar sujetos al derecho comun imparcialmente aplicado; en que la sociedad «La Patria», miéntras no salga de la órbita que ella misma se ha trazado en su programa, miéntras no infrinja las leyes ni ataque ningun derecho, ha de gozar de la proteccion que no se le puede negar sin establecer una escepcion odiosa en su contra; en que los funcionarios consulares de Chile no vean entrabada su accion en beneficio de sus nacionales, siempre que ellos sean víctimas de alguna vejetacion c tropelía. Confía, finalmente, mi Gobierno en que el de V. E. dictará todas las demas medidas de reparacion y de estricta vijilancia que este delicado estado de cosas hace indispensable.»

Las fundadas observaciones del Gobierno de Chile no obtuvieron de el de Bolivia respuesta alguna, hasta que despues de muchos meses se hizo necesario enviar un ministro a La Paz, el cual alcanzó siquiera algunas providencias tranquilizadoras y el cambio de varios funcionarios del Litoral. Esto devolvió por el momento parte de su reposo a la colonia chilena.

VII

Entretanto, desde los primeros meses del año último manifestóse de un modo inequívoco el propósito deliberado que abrigaba el Gobierno de Bolivia de vulnerar y hacer a toda costa ilusorias las garantías que el artículo IV del Tratado de 1874 aseguraba en el Litoral y desierto de Atacama a los chilenos, sus capitales y sus industrias.

En Antofagasta, a pretesto de atender a servicios de la comunidad, se dictaban o modificaban onerosamente y se ponian en ejercicio contra nuestros nacionales, empleando a veces un excesivo rigor, diversos impuestos,

a los cuales se dedominaba *derecho adicional*, contribucion de lastre y alumbrado, que violaban abierta y claramente la letra y espíritu de artículo IV del referido Tratado. Al mismo fin de barrenar aquella garantía concurria una lei dictada por la Asamblea de Bolivia el 14 de febrero de 1878 y promulgada por el Gobierno el 23 del mismo mes. Esta lei ordenaba que la Compañía Chilena de Salitres y Ferrocarril de Antofagasta debia pagas un impuesto *mínimum* de diez centavos por quintal de salitre esportado. De esta manera, y dejando la Asamblea el camino abierto para subir el impuesto, que ahora se fijaba en 10 centavos, a 20, a 50, al tipo que la codicia o la necesidad indicara, se asestaba un rudo e injusto golpe y se amenazaba para mas tarde de muerte a una de las empresas chilenas que durante diez años habia luchado con mas tenacidad en el desierto, que habia invertido no pocos millones de pesos, y que era el oríjen y la vida de poblaciones en el dia florecientes.

Permítame V. E. referir brevemente el oríjen de los derechos de la Sociedad industrial que se denomina Compañía de Salitres y Ferrocarril de Antofagasta.

Dos ciudadanos chilenos, deseando esplotar ciertos depósitos de bórax y de salitre que habian descubierto en el desierto, solicitaron y obtuvieron del gobierno de Bolivia, en los años 66 y 68, la merced del terreno necesario para el objeto, el privilejio esclusivo por quince años para la elaboracion y libre esportacion del salitre, y otras concesiones relacionadas con el propósito primordial de los empresarios. En compensacion, éstos debian enterar en arcas del Estado la suma de diez mil pesos, construir a sus espensas un muelle en Antofagasta y una carretera de veinticinco leguas, que partiendo de ese puerto debia prolongarse hácia el interior por el despoblado, establaciendo en el trayecto, de distancia en distancia, las convenientes aguadas, alojamientos para viajeros y otras comodidades.

Consta que la suma de diez mil pesos espresada fué puntualmente cubierta en la tesorería de Bolivia, y que tanto el muelle como la carretera con sus adherentes y accesorios fueron entregados ántes del plazo que se fijó para ello, a satisfaccion del Gobierno de aquella república.

Entretanto, un movimiento revolucionario derribó en 1871 a la administracion que habia acordado esas concesiones remuneratorias, y el nuevo jefe del Estado, a influjo del calor de las pasiones producidas por la lucha, espidió varios decretos tendentes a anular los actos de la administracion caida. Por uno de esos decretos se declaraba ilícitas y de ningun valor las concesiones de terrenos, salitreras y boratos hechas por la administracion anterior; y solo se acordaba el derecho de retracto en favor de las personas que hubieran obtenido tales concesiones, siempre que se presentaran como licitadores en los remates en que, segun ese decreto, debian adjudicarse nuevamente las estacas o lotes de los depósitos que contenian dichas sustancias.

La Legacion de Chile creyó deber reclamar entónces de esta medida que heria intereses de tanta magnitud y que, a su juicio, no podia aplicarse sin manifiesta injusticia a industriales estranjeros que, ajenos a la política interior, consagraban al trabajo pacífico su actividad y sus capitales, confiados en la seriedad y justicia de los Gobiernos. El señor Ministro de Relaciones Esteriores de Bolivia, respondiendo al representante chileno, le decia en marzo de 1872 que aunque el gobierno insistia en la anulacion de los actos oficiales de la pasada administracion, abrigaba tambien «el ánimo de esceptuar de sus efectos equitativamente, prévio conocimiento de causa y por medio de resoluciones particulares, a aquellos concesionarios que *hubieran llevado a efecto su privilejio, que tengan capitales comprometidos en él y que hayan efectuado mejoras y adelantos en beneficio del pais en las empresas que hubiesen acometido.*»

La empresa salitrera reunia, pues, todas las condiciones necesarias para garantir su existencia.

Algunos meses mas tarde, la Asablea Nacional de Bolivia dictaba la lei de 22 de noviembre de 1872, cuya parte dispositiva dice así:

«Art. 1.° Los reclamos de los ciudadanos estranjeros por indemnizaciones provenientes de concesiones o contratos celebrados con el Gobierno, serán entablados ante la Corte Suprema de Justicia, la cual conocerá de ellos en juicio contencioso, representando el ministerio público los intereses nacionales.

Art. 2.° Se autoriza al Ejecutivo para transar sobre indemnizacion y otros reclamos pendientes en la actualidad contra el Estado, ya sea por nacionales o estranjeros; y para acordar con las partes interesadas la forma mas conveniente en que habrán de llenarse sus obligaciones respectivas, defiriéndose estos asuntos, solo en caso de no avenimiento, a la decision de la Corte Suprema, con cargo de dar cuenta a la *próxima lejislatura.*

Art. 3.° Los reclamos que la Corte Suprema encuentre fundados pasarán al Gobierno con la designacion de la cantidad líquida a que asciende el crédito.

Art. 4.° El presupuesto jeneral designará los fondos para el pago de estas indemnizaciones.»

De conformidad con el art. 2.° de esta lei, que el ejecutivo se apresuró a promulgar, el Gobierno y el representante autorizado de la Compañía Salitrera ajustaron las bases de una transaccion que pusiera una vez por todas término definitivo a las dificultades existentes, Entre esas bases figuraba el derecho de la empresa para esplotar libremente los depósitos de salitres *por el término de quince años*, y el de *esportar* por el puerto de Antofagasta *los productos de su industria, libre de todo gravámen fiscal o municipal.*

En seguida el Gobierno espidió un decreto con fecha 27 de noviembre de 1875, en el cual se consignaba un testimonio de justicia a la lealtad y buena fé de la Compañía y se disponia en la parte resolutiva lo siguiente: «Se aceptan por vía de transaccion y en uso de la autorizacion que la lei de 22 de noviembre de 1872 confiere al poder ejecutivo, las ocho bases contenidas en la anterior proposicion, quedando nulo, y sin ningun efecto, los actos anteriores que están en oposicion con ellos.»

Dos dias mas tarde, la transaccion aprobada se solemnizó por escritura pública otorgada en Sucre el 29 de noviembre de aquel año y fué rejistrada en el *Anuario Oficial de Leyes de Bolivia.*

Definitivamente terminados los arreglos entre la Compañía Salitrera y el Gobierno, éste se apresuró a dar cuenta a la lejislatura *inmediata*, como se lo recomendaba la lei de 22 de noviembre de 1872, y lo hizo en los siguientes términos al abrirse las sesiones de 1874: «Las reclamaciones de esta casa de que se informó en 1872

han sido tambien transijidas bajo condiciones que se resúmen en la convencion de 27 de noviembre de 1873. Los representantes de la casa mencionada las han aceptado. *Queda así definida una cuestion odiosa, que por largo tiempo ha comprometido ante la opinion la probidad del Gobierno, teniendo pendiente de su discusion la suerte de los gruesos capitales que los empresarios desembolsaron para establecer en el desierto de Atacama la industria salitrera en grande escala.*»

La Asamblea Nacional de 1874 se impuso de la transaccion y con este trámite quedó cumplida la obligacion de dar cuenta que la lei recordada impuso al Ejecutivo.

Vino por último el tratado de 6 de agosto de 1874, y en él se estableció, como se ha visto, que las personas, industrias y capitales chilenos no quedarian por el término de 25 años, sujetos a mas contribuciones, de cualquiera clase que fueran, que a las que al presente existian.

Nada podia ya justificar temor alguno y la Compañía Salitrera se entregaba tranquila y sin zozobras a la esplotacion de la industria a que se habia consagrado. Trascurrieron así cuatro años sin que nadie intentara desconocer o desvirtuar los derechos de aquella empresa, la cual solo en la última época empezaba a percibir la retribucion material de sus largos sacrificios y de los grandes capitales que habia sepultado en el desierto.

De improviso, y cuando ménos podia aguardarlo, se impone con asombro de que la Asamblea de Bolivia ha dictado con fecha 14 de febrero de 1878 una lei concebida en estos términos:

«Artículo único: Se aprueba la transaccion celebrada por el ejecutivo en 27 de noviembre de 1873 con el apoderado de la Compañía Anónima de Salitres y Ferrocarril de Antofagasta, a condicion de hacer efectivo como *mínimum* un impuesto de diez centavos en quintal de salitre esportado. Comuníquese al Poder Ejecutivo para su ejecucion y cumplimiento.» Esta lei fué sancionada por el Gobierno el 23 del mismo mes.

La Legacion de Chile se apresuró a representar al gabinete de La Paz las gravísimas observaciones a que se prestaba esa resolucion, que no solo venia a herir con notable injusticia intereses pacíficos que vivian al am-

paro de sus títulos legales y de la probidad del país, sino que era tambien una abierta y flagrante violacion del Tratado vijente entre ámbas Repúblicas, y con fecha 2 de julio dirijió una nota consignando por escrito las reflecciones hechas anteriormente en conferencias verbales. Este despacho no fué contestado, pero el Ministro de Chile obtuvo del señor Ministro de Hacienda la seguridad de que la lei, que él mismo hallaba inconveniente, fuera suspendida hasta encontrar una solucion correcta y prudente de la dificultad.

Despues de varias observaciones, el Ministro chileno llamaba la atencion del Gabinete de la Paz a un antecedente importante y decisivo que manifiesta el juicio de ese Gobierno sobre los derechos adquiridos por la Compañía de Salitres y la aplicacion práctica del tratado de 1874. Decia nuestro Ministro en la nota espresada: «Habiéndose dirijido la Municipalidad de Antofagasta al señor Presidente del Consejo de Estado, por oficio de 4 de mayo de 1875, solicitando se impusiera a la Compañía Salitrera una contribucion municipal de tres centavos por quintal de salitre esportado y fundándose para ello, entre otras consideraciones, en que el Supremo Gobierno habia declarado que la Compañía no estaba exenta de derechos municipales, esa solicitud fué remitida en informe al Consejo Departamental de Cobija, por decreto de 9 de junio del mismo año, fechado en Sucre y firmado por el señor Reyes Ortiz, hoi Ministro de Justicia y entónces Presidente del Consejo de Estado. El Consejo Departamental informó que debia rechazarse la solicitud porque estaba en contradiccion con el artículo 4.° de la transaccion celebrada entre el Supremo Gobierno y la Compañía en 27 de noviembre de 1873, en la que se estipula que el salitre que se esporte queda libre de todo derecho de esportacion y de cualquier otro gravámen fiscal o municipal» y ademas, porque «existe tambien el tratado de límites con Chile, vijente, por el que no pueden cobrarse en el Litoral nuevas contribuciones». En vista de este informe y de las razones en que él se apoya, se dió en Sucre el decreto de 27 de agosto que declara ilegal la contribucion que se trataba de establecer.»

A principio de noviembre llegan a conocimiento del

Gobierno de Chile informes fidedignos de que el de Bolivia persistia nuevamente en llevar a efecto el impuesto en cuestion. Sin pérdida de tiempo y con fecha 8 del mismo mes trasmite estas noticias y temores a la Legacion chilena, encareciéndole la necesidad de evitar que se consume ese acto atentatorio. Despues de insistir en la justicia de nuestros derechos, agregaba aquella nota:

«Se hace, pues, necesario para evitar graves conflictos que V. S. se dirija a ese señor Ministro de Relaciones Esteriores, dándole lectura de la presente nota y dejándole copia de ella si fuere conveniente, y le manifieste que mi Gobierno no cree ni por un solo instante que el de Bolivia persista en el establecimiento de una contribucion como la de que se trata, por cuanto es abiertamente contraria a la letra y al espíritu del pacto de 6 de agosto de 1874.

»Igualmente contrarias a ese pacto son el aumento de la contribucion conocida con el nombre de «derecho adicional» que percibe la compañía de lanchas, las modificaciones onerosas del impuesto de lastre a favor de la Municipalidad, y finalmente la contribucion de alumbrado que en estos momentos se hace efectiva en Antofagasta.....

«Mi Gobierno, por las consideraciones espuestas, no puede mirar con indiferencia estas trasgresiones del pacto de 1874, y considera conveniente que V. S. pida al de Bolivia la suspension definitiva de toda contribucion posterior a la vijilancia del Tratado, como asimismo de toda modificacion onerosa introducida en las contribuciones existentes con anterioridad a la misma fecha. La negativa del Gobierno de Bolivia a una exijencia tan justa como demostrada, colocaria al mio en el caso de declarar nulo el tratado de límites que nos liga con ese país, y las consecuencias de esta declaracion dolorosa, pero absolutamente justificada y necesaria, serian de la esclusiva responsabilidad de la parte que hubiere dejado de dar cumplimiento a lo pactado.»

El Ministro de Chile en La Paz tenia ya conocimiento de los propósitos que abrigaba el Gobierno de Bolivia y ántes de recibir la nota en parte trascrita anteriormente, habia solicitado y obtenido del señor Ministro de Relaciones Esteriores una conferencia que tuvo lugar

el 25 de noviembre. El representante chileno espuso en ella todas las consideraciones que, a juicio del Gobierno de Chile, hacian injustificable el cobro del impuesto; pero el señor Ministro de Relaciones Esteriores y sus colegas del Interior y de Hacienda, que se hallaban presentes, persistian en la resolucion de hacerlo efectivo. Sin haber llegado a ningun acuerdo se dió por terminada la conferencia, quedando de reunirse para tratar del mimo asunto tres dias despues. El 28 de noviembre tuvo lugar en efecto la conferencia proyectada y en ella los mismos señores ministros declararon al representante chileno que despues de haber hablado con S. E. el Presidente se habia convenido en Consejo de Gabinete en cobrar el impuesto desde luego. El diplomático chileno no pudo disimular su estrañeza ante esa resolucion que consideraba inconciliable con la promesa que le habia hecho el Ministro de Hacienda en propiedad, señor Medina, ausente en esa época de que no se procederia al cobro del impuesto hasta que se resolviese la jestion diplomática pendiente, é incompatible con los principios mas elementales del Derecho Internacional y con la cortesía que Chile, país amigo, tenia derecho de aguardar de Bolivia, pues hasta esa fecha no habia recibido siquiera contestacion a la nota que 5 meses ántes presentara manifestando los poderosos fundamentos que impedian a Chile aceptar como lejítima aquella contribucion.

Habiendo insistido el Gabinete de La Paz en hacer efectivo inmediatamente el impuesto, el Ministro de Chile dió lectura a la nota del 8 de noviembre que acababa de recibir, y que se le habia dirijido para ese efecto, y espuso que si se insistia en ejecutar esa resolucion, el Gobierno de Chile creeria que daban por roto el Tratado de 1874 y tomaria por su parte las medidas necesarias a la nueva situacion, que sin culpa suya venia a crearse.

Los señores ministros manifestaron entónces que volverian a hablar con S. E. el Presidente, y como el representante chileno observase que necesitaba una contestacion categórica sobre esta emerjencia, ántes de la salida del correo, que tendria lugar cuatro horas mas tarde, se dió por terminada esta segunda conferencia.

Una hora despues el Oficial Mayor de Relaciones Es-

teriores se presentaba en la Legacion chilena para hacer presente que el Ministerio habia resuelto suspender toda medida hasta que la contestacion a la nota de 2 de julio se hubiera puesto en manos del Ministro de esta República.

El 13 de diciembre nuestro Ministro en La Paz recibia, en respuesta a su despacho de 2 de julio, una nota del señor Ministro de Relaciones Esteriores de Bolivia, destinada a presentarle en copia un informe que el señor Ministro de Hacienda le habia pasado acerca de la reclamacion chilena, y a participarle que en mérito de las consideraciones espuestas en dicho informe, su Gobierno se creia en el deber de ordenar la ejecucion de la lei que gravaba con un impuesto a la Compañía de Salitres.

Interrogado el señor Ministro de Bolivia por el representante chileno acerca de si la órden de ejecutar la lei se habia impartido ya o si se aguardaria para ello a que el Gobierno chileno conociera la nota de 13 de diciembre, contestó, con fecha 18 del mismo mes, que dicha órden se habia espedido y que seria llevada a su destino por el correo del dia siguiente.

Ya no podia quedar duda de que Bolivia estaba resuelta a desconocer sus obligaciones y producir un sério conflicto. Vanos habian sido los esfuerzos del Gobierno y representante chileno para evitarlo. A la reclamacion prudente, templada y amistosa del Ministro de Chile, se contestaba despues de cinco meses con la notificacion estraña y por demas descortés de que lei de 14 de febrero seria puesta inmediatamente en ejecucion. No se consideró propio aguardar siquiera a que el Gobierno de Chile tomara conocimiento de la ofensa que se le hacia, y se procuró con rara precipitacion hacer del todo imposible el empleo de arbitrios conciliadores. El artículo 2.° del protocolo adicional al Tratado de 1874 establece el arbitraje para el caso en que surjan dificultades acerca de la intelijencia y aplicacion de sus disposiciones; y el Gobierno de Bolivia, temeroso tal vez de que por parte de Chile se hiciera apelacion a ese arbitrio salvador, se apresura a crear una situacion que lo hiciera inaceptable.

Resuelve, segun las inspiraciones de su propia conveniencia, las obligaciones de un contrato bilateral; siendo

despojando de sus propiedades y derechos a la Compañía Chilena de Salitres, y declarándose dueño esclusivo de aquellos bienes, que importan talvez mas de seis millones de pesos.

A este respecto, V. E. ha de observar y sorprenderse de que al dictar ese decreto verdaderamente atentatorio de todo principio elemental de justicia, el Gabinete de la Paz prescinde en absoluto de la reclamacion deducida por Chile y aparenta creer con maliciosa premeditacion que solo le cumple resolver una cuestion privada entre el Gobieírno de Bolivia y la Compañía de Salitres y Ferrocarril de Antofagasta; y todavía, para hacernos mas vivo el agravio, declara ese Gobierno que suspende la lei que impuso a la sociedad recordada un impuesto sobre la esportacion del salitre en el mismo documento en que se hacia dueño de las salitreras.

V. E. ha de sorprenderse otra vez reflexionando que el Gobierno de Bolivia ha resuelto política y administrativamente una contension, que en el negado caso de haber sido meramente privada, era y debia ser de la esclusiva competencia de los tribunales de justicia, y cumplia que su resolucion se sujetase a las garantías tutelares del procedimiento judicial. Nada de eso parece respetar el Gabinete de la Paz; y violando las nociones mas primordiales de la jurisprudencia universal, se erije en juez o tribunal de término y pronuncia un veredicto en un contrato bilateral en que figura como parte contratante, y en que hai de por medio una grave cuestion internacional.

La Cancillería chilena reclamaba y pedia la suspension definitiva de los decretos bajo cuyo influjo se pretendia espropiar, a título de impuesto, la industria y el capital chilenos, en contravencion al pacto de 1874, y el Gobierno de Bolivia suspende el despojo parcial y lo ordena en masa y se declara dueño y poseedor de los bienes de nuestros compatriotas, invocando tan solo la codicia y su poder. Y todavía, despues de resuelto ese acto injustificable, el Ministro chileno, dominando los nobles impulsos de su alma, pide su revocacion y jestiona con solícito empeño para obtener que se someta al juicio de árbitros, sin poderlo conseguir.

En presencia de hechos tan inauditos, que acaso nun-

ca ha rejistrado ántes la historia de las naciones civilizadas, no quedaba sino un camino que pusiera a salvo los intereses chilenos y la dignidad del país.

S. E. el Presidente ordenó, en consecuencia, que algunas fuerzas de mar y tierra se trasladaran inmediatamente al desierto de Atacama y enarbolaran el estandarte nacional en los territorios que poseia ántes de negociar con Bolivia los Tratados que ésta acaba de romper con propósitos tan vedados como hostiles.

Cincuenta horas mas tarde, la lei chilena imperaba en aquella rejion, colocando bajo su amparo los intereses chilenos y estranjeros, sin derramar una gota de sangre y en medio del entusiasmo patriótico de las poblaciones reunidas.

Ejecutando esa resolucion, Chile piensa que ejercita atribuciones propias e inherentes a su soberanía, sin que por ello puedan considerarse afectados los intereses americanos. Esta República que ha respetado esos interes con jeneroso empeño, no pretenderá nunca herirlos; pero sostendrá siempre con levantado espíritú sus derechos y prerogativas de pueblo independiente y dueño de sus actos.

La nacion chilena, amiga de la conciliacion, anhelosa por mantener la paz y la union en América, hizo en su obsequio cuanto fué posible y digno: violado un pacto solemne, desoidas sus reclamaciones amistosas de una manera inusitada en las relaciones internacionales, convencida de que Bolivia no habia dado ni podia ofrecer en el porvenir garantías eficaces a la colonia chilena que habia creado pueblos en el desierto, se ha visto en el deber de reivindicar todos los derechos que poseia tranquilamente ántes del pacto de 1866, y sabrá mantenerlos con la entereza que es propia de sus hijos, cualesquiera que sean las emerjencias que sobrevengan.

Aprovecho esta oportunidad para ofrecer a V. S. el homenaje de mis sentimientos de elevada consideracion, con que soi de V. S.

Atento y seguro servidor

ALEJANDRO FIERRO.

HARVARD LAW LIBRARY
3 2044 057 456 204